

IDÉES
DEMAIN, LA VIE
ÉTERNELLE?

CHINE — LA DÉMOCRATIE SELON XI JINPING
THANKSGIVING — LES AMÉRINDIENS
NE LUI DISENT PAS MERCI



Courrier international

N° 1620 du 18 au 24 novembre 2021
 courrierinternational.com
 France : 4,50 €

Afrique CFA 3400 F.CFA, Algérie 550 DA, Allemagne 5,40 €, Andorre 5,00 €, Canada 7,75 \$CAN, D.O.M. 5,00 €, Espagne 5,20 €, Grande-Bretagne 4,60 €, Grèce 5,20 €, Italie 5,20 €, Japon 650 ¥, Maroc 4 DH, Pays-Bas 5,20 €, Portugal Cont. 5,20 €, S. 6,70 CHF, TOM 850XPF, Tunisie 7,20 DT.



REMETTRE LE TRAVAIL À SA PLACE

Semaine de quatre jours, télétravail, "grande démission"... De l'Espagne à l'Irlande en passant par les États-Unis, les salariés des pays riches repensent leur rapport au travail.



M 03183 - 1620 - F : 4,50 €



Je ne pensais pas pouvoir faire bouger les lignes.

Mais j'avais tort. Je fais partie de l'équipe de développement durable et quand on a une idée pour améliorer les choses on a la satisfaction d'être écoutés et de voir certaines idées se réaliser. Par exemple, avec mon équipe nous avons fait adopter l'éco-pâturage sur plusieurs entrepôts en France.

Toufik, Responsable développement durable





LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Remettre le travail à sa place p.30

Il n'y a pas que le travail dans la vie. Et c'est tant mieux. C'est ce qu'explique Jonathan Malesic, journaliste et essayiste américain dans le **New York Times**, dans un article très remarqué sur le site du quotidien lors de sa parution, début octobre. C'est à partir de cet article que nous avons construit le dossier cette semaine. Malesic défend l'idée qu'il faut réinventer une éthique du travail, lui redonner sa juste place dans nos vies, le considérer comme "un simple moyen permettant à l'individu de consacrer son temps à cultiver ses talents, ou à prendre du bon temps avec ceux qu'il aime". Trop longtemps, dit-il, nous avons été définis par le travail,

"envisagé comme un pilier de l'épanouissement personnel", particulièrement aux États-Unis. Or il est temps de changer de paradigme. En profitant notamment des circonstances offertes par la pandémie et de la crise économique qu'elle a provoquée. C'est peut-être contre-intuitif, mais c'est une réalité. Aux États-Unis, entre la grande démission de l'été et les grèves de cet automne, les salariés se sont paradoxalement retrouvés en position de force pour négocier des hausses de salaire, note le **Christian Science Monitor**. "Cette pénurie de main-d'œuvre a provoqué un basculement du pouvoir, qui est passé aux mains des travailleurs, effaçant quarante années de domination croissante du patronat." L'hebdomadaire américain insiste sur "le niveau de mécontentement exceptionnel" des salariés, mais aussi sur leur combativité retrouvée. "Puisque [dans certains secteurs] le contexte économique place la balle dans le camp

des travailleurs, voilà une occasion rêvée de formuler aux employeurs des exigences qui sortent de l'ordinaire, de réinventer la place du travail dans une existence épanouissante", écrit encore Jonathan Malesic dans le **New York Times**. Même constat dans **Politico** : "Après plus de deux décennies au cours desquelles les salaires ont stagné ou régressé au bas de l'échelle, tandis que les emplois précaires ont proliféré, le vent pourrait enfin tourner... Les salaires vont devoir augmenter pour que les gens reprennent des emplois difficiles et peu rémunérés." L'année 2022 sera-t-elle considérée comme celle des travailleurs, comme l'affirme **The Economist**? À la lecture du dossier, on peut se poser la question. Tout pousse à penser que le travail, tel qu'on le connaît, ne survivra pas à la pandémie. En Europe, l'Irlande et l'Espagne vont bientôt expérimenter la semaine de quatre jours. Un modèle déjà largement adopté en Islande, où les expérimentations

à grande échelle menées pour une réduction hebdomadaire du temps de travail ont si bien marché qu'aujourd'hui 86 % de la population active est concernée, se réjouissait le **Washington Post** au mois de juillet. Du bien-être en plus, sans perte de productivité ni baisse des salaires : le tableau paraît idéal. Serait-il applicable à grande échelle ? Il est bien trop tôt pour le dire, mais ce qui paraissait autrefois irréaliste trouve un écho grandissant à l'étranger. Le très sérieux **Financial Times** lui-même se pose la question dans l'article qui ouvre notre dossier : "Les gouvernants doivent offrir plus de temps et non pas plus de choses aux gens. Plus précisément, dans les pays développés où les populations ne sont pas dans le besoin, nous devrions réduire le temps de travail pour sauver la planète. Une semaine de quatre jours serait un bon début." Pour le quotidien économique, une telle évolution répondrait à deux réalités problématiques. La première ? Une majorité

de travailleurs n'aiment pas leur travail, selon une récente étude mondiale. La deuxième ? "Les sociétés qui s'enrichissent ne deviennent pas nécessairement plus heureuses. Les sociétés égalitaires ont tendance à le devenir." Alors que le développement accéléré du télétravail a bouleversé nos vies, et forcément notre rapport au travail, il nous semblait important de nourrir la réflexion sur le sujet. Même si elle concerne principalement les pays riches et, au sein de ces pays, certaines catégories de population. "Certes la réduction du temps de travail ne conviendra pas à tout le monde, écrit encore le **Financial Times**. Dans les pays riches, il faudra compenser cette perte de revenus pour les plus pauvres, qui ont besoin de chaque centime qu'ils gagnent." Bonne lecture.

En couverture : dessin de **Pawel Jonca**, Pologne, pour **Courrier international**. Idées : dessin d'**Andrew Pinder**, Royaume-Uni/Ikon Images.



Sommaire



CHINE p.12

Xi Jinping donne une leçon de démocratie

Le 6^e plénum du Parti communiste a permis à Xi Jinping d'imprimer sa marque : il se pose en véritable héritier du marxisme au XXI^e siècle et propose au monde sa version de la démocratie.

ÉTATS-UNIS p.20

Thanksgiving, un traumatisme amérindien

On célèbre ce 25 novembre le 400^e anniversaire du premier repas de Thanksgiving partagé entre les colons anglais et les Amérindiens. Un souvenir douloureux pour les Wampanoags.

ROYAUME-UNI p.28

Les Shetland, base de lancement

Londres entend faire son entrée dans la course à l'espace en envoyant depuis le territoire britannique des satellites en orbite. Sur la petite île d'Unst, on se réjouit d'accueillir la base de lancement. Un reportage du **Daily Mirror**.

LES SOURCES

Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

- Ara** Barcelone, quotidien. **Ha'Aretz** Tel-Aviv, quotidien. **The Christian Science Monitor** Boston, hebdomadaire. **Cinco Días** Madrid, quotidien. **CNN** (edition.cnn.com) Atlanta, en ligne. **Corriere della Sera** Milan, quotidien. **Daily Mirror** Londres, quotidien. **The Economist** Londres, hebdomadaire. **Financial Times** Londres, quotidien. **The Independent** (independent.co.uk) Londres, en ligne. **Lianhe Zaobao** Singapour, quotidien. **Neue Zürcher Zeitung** Zurich, quotidien. **The New York Times** New York, quotidien. **Nihon Keizai Shimbun** Tokyo, quotidien. **Oukraïnska Pravda** (pravda.com.ua) Kiev, en ligne. **El País México** (elpais.com/mexico/) Mexico, en ligne. **De Standaard** Bruxelles, quotidien. **The Washington Post** Washington, quotidien.

ANDREW PINDER, ROY-UNI/IKON IMAGES

ESSAI p.50
360° Demain, la vie éternelle ?

Des start-up investissent des millions et recrutent des stars de la science pour trouver un remède à la vieillesse et conjurer la mort. Les avancées seraient considérables, le succès à portée de main. Mais sommes-nous prêts ?



SOMMAIRE

- 7 jours dans le monde**
6. Climat. Le fiasco de Glasgow
D'un continent à l'autre
12. Chine. Xi Jinping donne une leçon de démocratie
14. Japon. Des stéréotypes masculins très pesants
16. Syrie. Une région malade de son pétrole
18. Israël-Palestine. Pegasus révèle l'impunité dont jouit Israël
20. États-Unis. Thanksgiving, un traumatisme amérindien
22. Amérique latine. Les riches se ruent sur l'immobilier à Miami
24. Ghana. Les LGBTQ en plein cauchemar
26. Géopolitique. Les grandes idées sont françaises
28. Royaume-Uni. Un Cap Canaveral britannique dans les Shetland
29. Italie. Dans les écoles des antivax
À la une
30. Remettre le travail à sa place
Transversales
38. Environnement. Le delta de l'Èbre, laboratoire du climat
40. Sciences. Les inquiétantes métamorphoses du criquet migrateur
41. Signaux. Lucy in the sky with asteroids
360°
50. Idées. La vie éternelle est-elle pour demain ?
54. Plein écran. Les séries arabes font leur révolution
56. Culture. Hans Kemmer, émérite inconnu
58. Histoire. Entre la poire et le fromage



SUR NOTRE SITE

À suivre. Covid-19 : l'Europe face à une cinquième vague

L'Autriche confine les non-vaccinés, l'Italie impose le pass sanitaire à la population active, le Danemark réintroduit son "coronapas", l'Islande se reconfinde partiellement... Comment les pays européens font-ils face à la cinquième vague ? Les mesures, les chiffres, les reportages et les débats chaque jour sur notre site.

Japon. La génération smartphone redécouvre l'argentique

Grâce aux appareils photo à usage unique, les jeunes Japonais s'initient au plaisir du cliché à développer, rapporte le **Nihon Keizai Shimbun**.

Podcast. "Six pieds sur Terre". À Brazzaville, un combat pour l'eau potable

Dans notre podcast, qui donne à entendre d'autres voix sur le développement durable, l'écrivain congolais Emmanuel Dongala raconte la vie sur les rives du fleuve Congo, où la population ne cesse de courir après l'eau potable. À écouter sur notre site ou sur votre application de podcast préférée.

L'horoscope de Rob Brezsný Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

NEWSLETTER

Sacrés Français



Nous vous invitons à découvrir notre nouvelle newsletter : Sacrés Français.

Chaque samedi, retrouvez ce que la presse étrangère a écrit de plus drôle, de plus grinçant, de mieux ou de pire sur nous, nos singularités, nos travers, ainsi que sur les débats qui agitent la France.

Courrier international

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106.400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication : François-Xavier Devaux
Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal Novembre 2021. Commission paritaire n° 0722C82101.
 ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. **Accueil** 33 (0) 1 46 46 16 00 **Fax général** 33 (0) 1 46 46 16 01 **Fax rédaction** 33 (0) 1 46 46 16 02 **Site web** www.courrierinternational.com **Courriel** lecteurs@courrierinternational.com
Directrice de la rédaction Claire Carrard (1658) **Rédactrice en chef** Virginie Lepetit (1612) **Rédacteurs en chef adjoints** Raymond Clarinard (1677), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte **Responsable du numérique** Joffrey Ricome **Direction artistique** Sophie-Anne Delhomme (1631), **Conception graphique** Javier Errea Comunicación
ÉDITION Anouk Delport (1698), Fatima Rizki (1730), **7 JOURS DANS LE MONDE** François Gerles (chef de rubrique, 1748) **EUROPE** Gerry Feehily (chef de service, 1695), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 1636), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 1604), Carole Lyon (Belgique, 1736), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 1974), Beniamino Morante (Italie, 1972), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavou (Hongrie), Romain Su (Pologne), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) **FRANCE** Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 1693) **AMÉRIQUES** Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 1614), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 1657), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) **ASIE** Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 1639), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 1624), Zhang Zhulin (Chine, 1747), Carole Dieterich (Asie du Sud), Elisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) **MOYEN-ORIENT** Julien Abirama, Ghazal Golshiri (Iran), Pascal Fenaux (Israël), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) **AFRIQUE** Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Bousson (Afrique australe et Afrique de l'Est) **TRANSVERSALES** Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 1647), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 1615), Annick Rivoire (Économie) **MAGAZINE 360°** Marie Béteille (chef des informations, 1732), Hugo Florent (1674), Delphine Veaudor (1676) **HISTOIRE** Mélanie Liffschitz (1696)
SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Gabriel Hassan (éditeur web, 1632), Carole Lyon (éditrice web, 1736), Hoda Saliby (éditrice web, 1635), Mélanie Chenouard (vidéo édition, 1665), **COURRIER EXPAT** Ingrid Therwath (1651), Jean-Luc Majouret (1642)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethron (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol), Leslie Talaga (anglais, espagnol) **RÉVISION** Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 1735), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Aurore Delvigne, Françoise Hérol, Julie Martin

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), **WEB DESIGN ET ANIMATION** Alexandre Errichiello (chef de service, 1617), Benjamin Fernandez, Jonnathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé **ICONOGRAPHIE** Luc Briand (chef de service, 1641), Lidwine Kervella (1610), Stéphanie Saïndon (1653), Céline Merrien (colorisation) **MAQUETTE** Alice Andersen (chef de service, 1637), Denis Scudeller (chef de fabrication), Gilles de Obaldia **CARTOGRAPHIE** Thierry Gauthé (1670) **INFOGRAPHIE** Catherine Doutey (1666) **INFORMATIQUE** Denis Scudeller

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 1737), Jessica Robineau (1608)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 4535) **IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE** : Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Giuseppe Ardini, Jean-Baptiste Bor, Zuhe Valentine Chavez, Anne-Françoise Cochet, Marie-Ange Costantini, Camille Dalicieux, Marie Daoudal, Sébastien De Poortere, Jeanne Fournereau, Cécile Le Liboux, Valentine Morizot, Éléonore Nicolas, Ioris Queyroi, Anne Romefort, Nina Schreier, Isabelle Taudière, Marie-Laure Theodule, Maddalena de Vio, Yuta Yagishita, Chenxi Zhang

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11469, 75077 Paris Cedex 13, tél. : 0157282000 **Présidente** Laurence Bonicalzi Bridier, **Directrice générale adjointe, Marketing & Études** Elisabeth Cialdella (elizabeth.cialdella@mpublicite.fr, 3968), **Directeur délégué, directeur de Marque** Courrier international David Eskenazy (david.eskenazy@mpublicite.fr, 3863) **Directeur délégué Activités programmatiques**, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 3700) **Directeur délégué, pôle Agences** François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 3021) **Directeur délégué, pôle Opérations spéciales** Steeve Dablin (steeve.dablin@mpublicite.fr, 3884)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellán (1606) **Lucie Madalena** (gestion) **Droits Eleonora Pizzi** (1654) **Comptabilité** 0148884551 **Directeur de la diffusion et de la production** Xavier Loth **Directrice des ventes** Sabine Gude **Responsable commerciale internationale** Saveria Colosimo Morin (0157283220) **Chef de produits** Valentin Moreau (0157283399) **Communication et promotion** Brigitte Billiard, Christiane Montillet **MARKETING** Sophie Gerbaud (directrice, 1618), Véronique Lallemand (1691), Véronique Saudemont (1739), Kevin Jolivet (1689), Martine Prévot (1649), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino
Modifications de services ventes au numéro, réassortis 0805 05 0147 **Service clients Abonnements** Courrier international, Service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex **Tél. 0321130431** Fax 0157674496 (du lundi au vendredi de 9h à 18h) **Courriel** abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 119 €. Autres destinations : https://boutique.courrierinternational.com Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur https://www.courrierinternational.com/page/cgu

Courrier international, USPS number 015-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in August and Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o ExpressMag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.



ACPM



Origine du papier : Allemagne, 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Eutrophication : Ptot = 0,002 kg/litre de papier. Couvrage imprimé à 100 % av ec des encres respectueuses de l'environnement et conformes à la norme Blue Angel.

Ce numéro comporte un encart chéquier Sélect'Presse posé en aléatoire sur certains abonnés France métropolitaine

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
 Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

- 1 AN** (52 numéros) au prix de **119 €** au lieu de ~~218,80 €~~*
 1 AN (52 numéros) + **6 hors-séries** au prix de **149 €** au lieu de ~~269,80 €~~*

RCO21BO004

Monsieur Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/ours2021>
 ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Étranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.

Courrier international

Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

- Belgique :**
 (32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com
USA-Canada :
 (1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com
Suisse :
 (41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch



ENTRETIEN OFFERT ⁽¹⁾
JUSQU'AU 30 NOVEMBRE



PEUGEOT
PROFESSIONNEL

LE TEMPS DES PROS



PEUGEOT PARTENAIRE MAJEUR DU STADE TOULOUSAIN DEPUIS 25 ANS.

PEUGEOT RECOMMANDE TOTAL. Consommations mixtes WLTP (l/100 km) : Partner de 5,3 à 7,7 ; Expert de 6,2 à 7,8 ; Boxer de 8,4 à 10,3. Émissions de CO₂ (g/km) : Partner de 140 à 174 ; Expert de 164 à 206 ; Boxer de 221 à 271. Ces valeurs peuvent varier en fonction des conditions réelles d'utilisation et de différents facteurs. Plus d'informations auprès de votre point de vente ou sur <https://www.peugeot.fr/marque-et-technologie/wltp.html>

⁽¹⁾ l'entretien et l'assistance offerts dans le cadre d'une location en crédit-bail pendant 36 mois et 30 000 km, selon les conditions générales du Contrat de Service ENTRETIEN & ASSISTANCE, disponibles dans les points de vente Peugeot



Climat. Le fiasco de Glasgow

La COP26 s'est achevée sur une déclaration en demi-teinte. Et les quelques avancées ne peuvent compenser la torpeur des dirigeants politiques, déplore l'éditorialiste économique de ce quotidien britannique.



—**The Independent** Londres
(extraits)

Je me suis peu soucié de la COP26, j'ai une impression de déjà-vu. Les échos de la conférence laissent entendre que les choses vont mal, puis bien, puis mal, et le fruit des négociations ne suscite que dépit chez ceux qui connaissent bien le sujet. Mais les dates butoirs peuvent toujours être repoussées.

Quelques petites choses peuvent porter à l'optimisme. Les États-Unis et la Chine acceptent de coopérer sur la réduction des émissions. Inattendu. Ce sont les deux plus gros pollueurs du monde et ils s'affrontent sur le plan géopolitique. Mais les deux pays continueront à brûler du charbon et à financer de nouveaux gisements d'énergie fossile. Ils n'ont pas l'air d'avoir compris que temporiser coûtera plus cher qu'agir.

Nous sommes aussi censés mettre fin à la déforestation d'ici à 2030. Pourquoi pas dès maintenant ? Est-ce qu'il restera encore des forêts en 2030 ? J'exagère peut-être mais, d'ici là, une quantité phénoménale d'arbres auront été brûlés et abattus.

Les engagements n'ont un sens que si les gouvernements s'y tiennent. Peut-on

compter sur eux, au vu des fluctuations politiques ? L'accord sino-américain ne sera pas forcément durable, pour peu qu'un républicain climatosceptique occupe la Maison-Blanche. Peut-être que Donald Trump lui-même sera réélu, lui qui espère reprendre son combat de coqs avec la Chine.

Je crains qu'il faille subir des épreuves épouvantables pour obtenir que les puissants de ce monde fassent soigner leur addiction à l'argent des géants des hydrocarbures. Nous devrons peut-être subir une succession de graves crises économiques, du genre à faire passer les incendies californiens pour une soirée au coin du feu.

Les pays les moins fortunés – en première ligne du dérèglement climatique et sans les moyens de lancer de grands chantiers d'infrastructure ou de gestion de l'eau – seront les plus durement frappés par les émissions des pays riches.

Les pays riches n'en sortiront pas indemnes. Il y aura de nouveau des incendies. Les territoires proches du niveau de la mer – et peut-être Londres – seront sous les eaux. Les préparatifs des Pays-Bas dans ce domaine sont remarquables, au point que même les plus féroces climatosceptiques de Fox News en font l'éloge.

↙ *Dessin d'Alex paru dans
La Liberté, Fribourg.*

↓ *Dessin d'Arcadio paru dans
La Prensa Libre, Costa Rica.*

Il faut dire que ce pays est riche. Malgré tout, même des savoir-faire qui auraient forcé l'admiration de Knut le Grand [roi qui, selon la légende, aurait ordonné à la marée montante de refluer] ne peuvent pas tout quand on cherche à suspendre la fonte des calottes glaciaires.

Je me demande comment l'Europe gèrera de vastes flux migratoires composés en majorité de populations blanches, par opposition aux personnes originaires du Moyen-Orient actuellement abandonnées à la frontière polonaise. Le Royaume-Uni se trouvera-t-il dans une situation comparable quand Londres et le Sud britannique seront gorgés d'eau et que leurs habitants voudront s'installer plus au nord ? Si oui, je doute que ça se déroule sans anicroche.

Les militants écologistes peuvent encore sauver les riches pourris gâtés. Les tactiques d'organismes comme Follow This, qui achète des actions de compagnies pétrolières pour exiger des changements par le biais de résolutions d'actionnaires, seront peut-être plus efficaces que le blocage de routes en plein cœur de Londres. Je pense que tous les moyens sont bons.

La dure vérité, c'est que les chefs de gouvernement ne sont pas à la hauteur. La COP26 l'a prouvé. Les populations du monde entier, en particulier les jeunes, devront continuer à faire pression. Les projections des climatologues sont effroyables et la réaction indolente de nos dirigeants est sinistre. Mais le pire, face à tout ça, serait de succomber au désespoir.

—**James Moore**

Publié le 14 novembre

Des avancées malgré tout

●●● Le pacte de Glasgow présente aussi quelques aspects positifs, note **The Scotsman**. Par exemple, "c'est la première fois qu'un accord sur le climat prévoit explicitement une réduction de l'utilisation du charbon, l'énergie fossile la plus émettrice de gaz à effet de serre".

La COP26 a aussi été le théâtre d'alliances entre un nombre restreint de pays, observe **Nature**.

L'Europe et les États-Unis se sont notamment engagés à diminuer de 30% leurs émissions de méthane, puissant gaz à effet de serre, d'ici à 2030. Et le secteur financier a promis d'investir 3 milliards de dollars pour soutenir des entreprises qui se sont engagées à réduire à zéro leurs émissions de carbone. Mais la modélisation montre que ces engagements ne suffiront pas à limiter le réchauffement à 1,5 °C en 2100.

Terreur à l'hôpital



ROYAUME-UNI — Un mois après le meurtre du député David Amess, le Royaume-Uni a subi "une nouvelle attaque terroriste", déplore **The Daily Telegraph**.

Le 14 novembre, un homme de 32 ans a fait détoner une bombe dans un taxi garé devant l'hôpital pour femmes de Liverpool, sans faire de victimes. Qualifié de "héros" par la presse, le chauffeur serait parvenu à verrouiller les portières avant de "tromper la mort" en s'extrayant in extremis du véhicule. Originaire du Moyen-Orient, converti au christianisme en 2017, le suspect est mort sur le coup. Ses motivations demeurent floues. En réaction à l'événement, précise **The Times**, "le niveau de menace terroriste a été relevé à 'grave' – ce qui signifie qu'il y a des risques 'très probables' de nouvelles attaques".

Mort d'un opportuniste



AFRIQUE DU SUD — "Une fin en demi-teinte", commente en une le **Mail & Guardian**,

le 12 novembre, au lendemain de la disparition de Frederik de Klerk. Président de 1989 à 1994, il avait contribué à la fin de l'apartheid et libéré Nelson Mandela, avec lequel il partagea un prix Nobel de la paix. Cependant, souligne l'hebdomadaire de Johannesburg, "ce n'était pas un homme qui avait été frappé par la grâce. C'était un homme pragmatique", "un opportuniste politique" pour qui faire avancer le pays était "la seule option".

**“ AVANT,
MES CLIENTS
ÉTAIENT AU BOUT
DE LA RUE,
MAINTENANT
ILS SONT AUSSI
AU BOUT
DU MONDE ”**

PIERRE CORGNET, président des BOUGIES DE CHARROUX à Charroux (Allier),
a transformé, avec l'appui de Société Générale, la petite entreprise artisanale
de ses parents en une PME structurée qui se développe à l'international.



DÉCOUVREZ
SON HISTOIRE
EN VIDÉO

**C'EST VOUS
L'AVENIR**



**SOCIÉTÉ
GÉNÉRALE**

Bain de sang derrière les barreaux

ÉQUATEUR — “Arrêtez les massacres !” supplie **El Universo** le 14 novembre, sous la photo de parents de détenus tués la veille au cours d'affrontements entre gangs dans la prison de Guayaquil. Au total, les violences ont fait 68 morts et 25 blessés. Il s'agit du dernier drame d'une grave crise carcérale que les autorités semblent impuissantes à contenir. À la fin de septembre, dans ce même pénitencier, 119 personnes étaient mortes dans des circonstances similaires.

← Dessin de Magalú, Argentine.

Gifle électorale

ARGENTINE — Mauvaise soirée pour le président Alberto Fernandez. Sa coalition de centre gauche Front de tous a en effet essuyé un sérieux revers électoral le 14 novembre, perdant six sénateurs et, par conséquent, la majorité à la Chambre haute. Elle n'a pas non plus réussi à conquérir la majorité à la Chambre des députés. “Le péronisme sous ses différents aspects – kirchnérisme, massisme, albertisme, christianisme – est confronté à une véritable crise, analyse **Clarín**. Il ne représente plus qu'un tiers de l'électorat.”

Invasion de scorpions

ÉGYPTE — Les intempéries qui ont fait d'importants dégâts matériels dans la région d'Assouan, dans le sud du pays, ont eu une conséquence étonnante : des nuées de scorpions réputés pour être les plus dangereux du monde ont envahi les rues, piquant des centaines de personnes. Les précipitations ont “chassé de leur habitat naturel” scorpions et serpents, qui ont été charriés par les eaux et ont trouvé refuge dans les habitations, explique le site **Mada Masr**. Trois personnes ont péri dans les inondations mais aucune d'une piqûre du venimeux arachnide.

↓ Dessin de Medi, Albanie.



CARTOON MOVEMENT

Fin de la tutelle paternelle

ÉTATS-UNIS — “#FreeBritney n'est plus un cri de ralliement de militants : c'est désormais une réalité”, annonce **NPR**. La radio publique américaine rapporte ainsi que la tutelle de Britney Spears, en vigueur depuis 2008, a officiellement été levée par une juge de Los Angeles le 12 novembre. La mise sous tutelle avait démarré après une série d'incidents qui avait laissé des doutes sur la santé mentale de la jeune chanteuse, harcelée depuis dix ans par les paparazzis.

Tout nouveau, tout beau

BULGARIE — Pour une surprise, c'est une surprise : crédité de quelque 15 % d'intentions de vote à la veille même du scrutin, le parti Nous poursuivons le changement est le grand vainqueur des législatives du 14 novembre, les troisièmes de l'année. Avec près de 26 %, ce mouvement lancé le 19 septembre par Kiril Petkov et Assen Vassilev, deux ministres du gouvernement d'intérim surnommés “les Harvardiens” pour avoir étudié dans la prestigieuse université, est désormais le premier parti du pays. Toujours est-il que la “victoire ne suffit pas”, comme l'écrit **Dnevnik**, rappelant que des “négociations difficiles pour former un gouvernement attendent le vainqueur inattendu du scrutin législatif”.

BIÉLORUSSIE

Les migrants comme monnaie d'échange

Dans le bras de fer qui l'oppose au président Loukachenko, l'Union européenne a pris de nouvelles sanctions contre la Biélorussie. Mais Paris et Berlin ont amorcé un dialogue.

La nouvelle était attendue. L'Union européenne a confirmé, le 15 novembre, la mise en place de nouvelles sanctions contre la Biélorussie afin de “s'opposer à l'instrumentalisation des migrants à des fins politiques”. Cette nouvelle série de sanctions (la cinquième à l'encontre du régime du président Loukachenko) visera “tous ceux impliqués” dans la crise migratoire à la frontière entre la Pologne et la Biélorussie. “La décision a été annoncée alors qu'une colonne de personnes convergait vers la frontière polonaise pour la deuxième semaine consécutive”, relate le **Guardian**. L'UE accuse notamment le régime d'Alexandre Loukachenko d'y favoriser l'arrivée de demandeurs d'asile venus du Moyen-Orient, dont un grand nombre du Kurdistan irakien, afin de faire pression sur les Vingt-Sept.

Quelques jours plus tôt, le président Loukachenko avait menacé de couper l'approvisionnement en gaz de l'Europe occidentale transitant par son pays depuis la Russie. La Biélorussie et sa compagnie aérienne publique, Belavia, ont néanmoins tenté, le 15 novembre, de “désamorcer le conflit”, selon **Politico**, qui y voit l'intervention du président russe, Vladimir Poutine. Alexandre Loukachenko a annoncé travailler à rapatrier les milliers de migrants présents dans la zone, tandis que Belavia a assuré qu'elle empêcherait désormais certains passagers en provenance du Moyen-Orient d'entrer sur le territoire biélorusse par Dubaï. Un vol de

rapatriement doit aussi être mis en place par les autorités irakiennes à destination de leurs ressortissants.

Toujours le 15 novembre, Angela Merkel et Emmanuel Macron se sont entretenus respectivement avec les présidents biélorusse et russe. Si l'initiative vise à désamorcer la crise en cours, elle passe mal en Pologne. Pour **Rzeczpospolita**, il s'agit d'un aveu d'échec face au dictateur de Minsk. La chancelière allemande “l'a sorti de son isolement et l'a traité comme un partenaire. Il n'a suffi que de ‘quelques milliers de migrants’”, déplore le journal conservateur. “L'initiative franco-allemande est une catastrophe”,

abonde le quotidien progressiste **Gazeta Wyborcza**. “Dans son match contre l'Europe, Loukachenko vient de marquer un point. Poutine aussi. Macron a appelé un dictateur qui a tenté d'empoisonner son rival politique.”

En dépit de ces différents gestes, “la situation est loin d'être résolue”, estime **Politico**, alors que de nouveaux demandeurs d'asile ont été filmés quittant, le 15 novembre, la forêt biélorusse où ils campaient pour se diriger vers la frontière polonaise. Si l'annonce de nouvelles sanctions “peut aider à faire diminuer l'afflux de migrants”, reprend le journal de Bruxelles, “elles ne règlent pas l'urgente crise humanitaire”. Depuis le début de la crise, au moins neuf personnes sont décédées à la frontière, rendue inaccessible aux associations d'aide humanitaire par les autorités polonaises.

— **Courrier international**



1,6

MILLIARD DE ZLOTYS, ou 340 millions d'euros : c'est le coût estimé du mur que la Pologne envisage de construire à sa frontière avec la Biélorussie, écrit **Business Insider Polska**. Haut de 5 mètres et surmonté de fils barbelés, il s'étendra sur 180 kilomètres (la frontière commune avec la Biélorussie en mesurant 400). “Les travaux seront menés en parallèle sur quatre sections, 24 heures sur 24”, a précisé le ministre de l'Intérieur, Mariusz Kaminski, le 15 novembre. La fin des travaux est prévue pour le premier semestre 2022.



La Fondation Bouygues Telecom crée son incubateur d'associations.



Parce qu'aujourd'hui naissent les associations qui tisseront le lien social de demain, l'incubateur et les salariés volontaires de la Fondation Bouygues Telecom les aident à grandir.

Découvrez l'ensemble de nos engagements sur bouyguetelecom.fr/associations

on est fait pour être ensemble



✓ Antivaxville. Dessin de
Marian Kamensky, Autriche.

AUTRICHE

Une affaire de familles



PHILIPPINES — Après Ferdinand Marcos, associé à l'une des pages les plus sombres de l'histoire du pays, est-ce au tour de son fils Ferdinand Junior d'être au pouvoir ? Ce scénario pourrait s'avérer à l'issue des élections de mai 2022. Car, comme le titrait **The Freeman** le 14 novembre, "Sara [Duterte] se présente à la vice-présidence" sur le même "ticket" que le fils de l'ancien dictateur. En dépit du passif des anciens présidents, les noms de Duterte et de Marcos continuent de jouir d'une grande popularité à travers l'archipel.

Panique en orbite

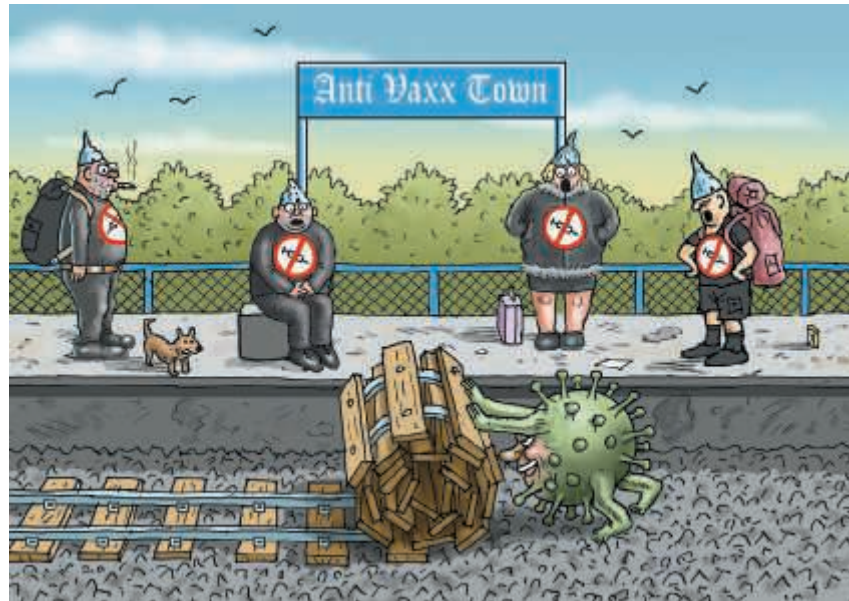
ESPACE — "Vladimir Poutine a ouvert un nouveau front dans son offensive contre les pays occidentaux en démontrant qu'il pourrait pulvériser des satellites américains en orbite", commente **The Daily Telegraph** après la destruction par Moscou, le 15 novembre, de son satellite espion Cosmos-1408 datant de l'ère soviétique. "La Station spatiale internationale s'est retrouvée menacée par des milliers de débris spatiaux", reprend le quotidien britannique, expliquant que Washington a été pris par surprise.

255

AVIONS A321 NEO pour quelque 30 milliards de dollars. Airbus a annoncé le 14 novembre, au premier jour du salon aéronautique de Dubaï, cette mégacommande passée par le fonds d'investissement Indigo Partners, qui représente plusieurs compagnies "à très bas coût", dont Wizz Air (Hongrie) et Frontier Airlines (États-Unis). Le signe, d'après le **Financial Times**, "que les compagnies low cost et court-courrier se remettent rapidement de la pandémie".

Le confinement de trop

La presse doute de l'efficacité de la mesure, instaurée depuis le 15 novembre, et s'inquiète de la polarisation de la société.



CAGLE CARTOONS

En Autriche, "la situation est grave", annonce **Kurier**. "Si grave [que le pays] n'a pas eu d'autre choix que de déclarer un confinement pour les non-vaccinés." Depuis le 15 novembre, la majeure partie des Autrichiens de plus de 12 ans n'ayant pas reçu une injection contre le Covid-19 ne peuvent sortir de chez eux que s'ils se rendent au travail ou à l'université, dans un lieu religieux, vont faire des courses ou souhaitent "se dégourdir les jambes". "Il leur était déjà interdit de se rendre dans les bars, les complexes sportifs et les salons de coiffure, rappelle le journal viennois. La grande nouveauté, c'est que leurs achats se limitent [désormais] aux produits de base."

Face à la flambée des nouvelles contaminations au Covid-19 dans le pays, les autorités n'avaient pas le choix, a affirmé le chancelier Alexander Schallenberg (ÖVP, conservateur). "Nous n'avons pas pris cette mesure à la légère, mais elle était malheureusement nécessaire." Rien que pour la journée du 11 novembre, l'Autriche a recensé 11 798 nouvelles infections au Covid-19 pour une population de moins de 9 millions d'habitants. Le pays — qui ne compte qu'environ 65 % de personnes vaccinées contre le Covid-19 — a par ailleurs été déclaré zone à risque le lendemain par son voisin allemand, lui aussi aux prises avec une nouvelle vague de la maladie.

La mesure est néanmoins critiquée en Autriche, où l'opposition a émis des réserves quant à l'application de ce "confinement des non-vaccinés". Les libéraux des Neos demandent ainsi des exemptions plus larges pour les enfants de 12 à 14 ans, tandis que le parti d'extrême droite FPÖ rejette d'un bloc la mesure.

Ces nouvelles restrictions "ne suffiront pas à améliorer la situation dans les hôpitaux", assurent quant à eux plusieurs experts en santé publique, interrogés par **Die Presse**. Les contrôles aléatoires, notamment, sont selon eux inefficaces et ne pousseront pas les non-vaccinés à rester chez eux. "Vérifier qu'ils respectent le confinement est très compliqué, et ne peut se faire qu'avec un effort — notamment administratif — massif."

"Imposer un confinement incontrôlable [...] ne désamorçera sans doute que partiellement la situation sanitaire dramatique [du pays], approuve **Der Standard**, dans un article d'opinion. Mais cela va sans aucun doute accentuer les divisions au sein de la société." Pour le quotidien de la capitale, limiter la liberté de mouvement de près de 2 millions de personnes va à l'encontre du principe d'égalité et risque de renforcer le mécontentement. Il aurait mieux valu privilégier le vivre-ensemble, conclut le journal. "Être solidaire, c'est aussi tendre la main à ceux qui ne le sont pas sur la question de la vaccination."

— **Courrier international**

Contexte

L'Europe submergée

●●● "Une fois encore, l'Europe est au centre de la pandémie", constatait le 13 novembre

The Guardian en s'appuyant sur des chiffres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Au cours de la semaine précédente, les infections au coronavirus ont crû de 7 % à travers le continent, et les décès de 10 %. Surtout dans les pays du Nord et de l'Est où les taux de vaccination sont encore insuffisants. "Le continent va entrer dans le cœur de l'hiver, et les scientifiques redoutent qu'une baisse de l'immunité apportée par la vaccination, combinée à un retour à des rassemblements dans des lieux fermés, ne vienne mettre [de nouveau] les systèmes de santé sous pression", explique **l'Evening Standard**.

Pour juguler cette nouvelle vague, les gouvernements ont décidé de monter au front contre les personnes non immunisées (les non-vaccinés et d'anciens malades du Covid-19). L'Autriche a ainsi reconfiné les non-vaccinés. L'Italie, dès le 15 octobre, a imposé le pass sanitaire à l'ensemble de la population active. En Allemagne, certains Länder restreignent depuis le 15 novembre l'accès à des lieux fermés (bars, salons de coiffure, salles de sport) alors que la barre des 50 000 contaminations quotidiennes a été franchie.

Et en Ukraine, le président a promis le versement de 1 000 hryvnas (35 euros) aux personnes ayant reçu deux doses.

Au Danemark et en Norvège, premiers pays à avoir levé toutes les restrictions sanitaires en septembre, c'est un retour à la case départ : le premier a réintroduit son "coronopas" tandis que la deuxième impose à nouveau des restrictions aux non-vaccinés. Les Pays-Bas ont quant à eux décidé un nouveau confinement partiel de trois semaines. Tout comme l'Islande, qui a annoncé un deuxième tour de vis le 13 novembre. Dès le 18 octobre, la Lettonie avait ouvert le bal en reconfinant sa population.

Il y a mieux que faire surveiller votre maison par la voisine

orange™



Maison Protégée Alarme et Télésurveillance

19

€99
/mois*

pendant 12 mois, puis 24,99 €/mois
pour un appartement.
Engagement 12 mois.

- Matériel inclus, sans frais d'installation⁽¹⁾
- Centre de télésurveillance 24/24
- Application mobile pour piloter à distance votre alarme⁽²⁾

0 800 00 86 36

Service & appel
gratuits

Offre soumise à conditions réservée aux abonnés particuliers Orange/Sosh (mobile ou internet) pour les logements en France métropolitaine d'une surface jusqu'à 300 m² et dont la valeur des biens mobiliers ne dépasse pas 100 000 €. Frais de résiliation de 50 €. Conditions sur telesurveillance.orange.fr

*Tarif pour une maison: 29,99€/mois pendant 12 mois puis 34,99€/mois. Promotion valable pour toute 1^{re} souscription (même titulaire, même adresse) du 07/10/2021 au 05/01/2022.
(1) Le technicien détermine l'emplacement des détecteurs suite au diagnostic personnalisé, afin de sécuriser les axes stratégiques et les zones de valeur. Matériel inclus hors options complémentaires payantes. **(2)** Téléchargement et service gratuits hors coût de connexion variable selon l'offre détenue. En cas de résiliation avant la fin de la période initiale d'engagement, les mensualités d'abonnement restantes excluant les remises éventuelles sont dues, sauf en cas de résiliation pour motif légitime. Maison Protégée est une offre de télésurveillance proposée par Orange Télésurveillance (SASU au capital de 33 610 000 € - Siège social : 1 avenue du Président Nelson Mandela 94110 Arcueil - RCS Créteil 824 353 973), titulaire de l'autorisation d'exercer AUT-094-2117-05-16-20180654177 délivrée par le CNAPS. L'autorisation d'exercice ne confère aucune prérogative de puissance publique à l'entreprise ou aux personnes qui en bénéficient.

d'un
continent
à l'autre.

asie

↓ Dessin d'Ammer paru dans
NRC Handelsblad, Amsterdam.

Moyen-Orient...	16
Amériques.....	20
Afrique.....	24
France.....	26
Europe.....	28

—Lianhe Zaobao Singapore

Au Parti communiste chinois (PCC), les résolutions dites “sur l'histoire” ne concernent jamais uniquement l'histoire ; elles fixent plutôt la doctrine sur l'orientation future du pays, et sur ses timoniers [surnom donné à Mao Zedong]. Elles servent à unifier la pensée au sein du parti et à façonner le visage de l'État chinois pour les décennies à venir.

Lors du 6^e plénum du XIX^e Congrès, qui s'est achevé le 11 novembre à Pékin, a été adoptée la troisième résolution sur l'histoire en cent ans d'existence du parti [la première a été adoptée sous la direction de Mao en 1945 et la deuxième à l'époque de Deng Xiaoping en 1981]. Même si le texte n'a pas encore été publié dans son intégralité, il est possible de discerner ses grandes lignes dans le long rapport final officiel de la réunion.

Comme on pouvait s'y attendre, les participants au 6^e plénum ne se sont, semble-t-il, pas beaucoup étendus sur les controverses et les erreurs qui ont émaillé l'histoire du PCC. Le rapport ne fait pas mention de la Révolution culturelle [1966-1976] ni des “remous politiques” de 1989 [la répression

dans le sang du mouvement pro-démocratique de Tian'anmen]. Le document s'attache plutôt à récapituler les succès engrangés.

À 100 ans révolus, le PCC veut profiter de ce moment historique pour dresser le bilan d'un siècle de réussites, vanter les mérites de “la lutte centenaire du parti et du peuple, [qui] a écrit la plus belle des épopées de l'histoire de la nation chinoise depuis des milliers d'années”, et pour indiquer la voie à suivre dans le futur. Cette résolution vise à consolider les acquis et à exprimer la profonde confiance en elles-mêmes des élites dirigeantes [en premier lieu celle de Xi Jinping en lui-même]. Il ne s'agit pas de plastronner ou de faire étalage de puissance en direction de la population chinoise, le PCC estime réellement avoir réussi. Celui-ci est à l'unisson de

Chine. Xi Jinping donne une leçon de démocratie

À l'issue du 6^e plénum du Parti communiste, le président chinois conforte son leadership et imprime sa marque : il se veut désormais l'héritier du marxisme au XXI^e siècle et propose au monde sa propre version de la démocratie.



l'impression de "montée en puissance de l'Orient et du déclin de l'Occident", affichée par la Chine après la première flambée de Covid-19.

Désormais, dans les cent ans à venir, pour quel objectif le PCC mènera-t-il sa lutte ? Voici ce que laisse entrevoir le rapport du 6^e plénum : d'abord, des buts déjà annoncés [par Xi Jinping], à savoir la grande renaissance de la nation chinoise et la construction d'une puissance socialiste moderne ; parallèlement, et de manière très ambiguë, le PCC souhaite édifier un modèle moderne de pouvoir marxiste.

Dans une interview accordée il y a quelques jours à la presse étrangère, Wang Hsin-hsien, directeur de l'Institut d'études sur l'Asie de l'Est à l'université nationale Chengchi de Taïwan, indiquait que la troisième résolution sur l'histoire ne se contenterait pas d'interpréter l'histoire interne du parti, mais qu'elle chercherait à exposer au monde extérieur ce qu'est le développement du marxisme. Selon lui, le PCC veut se poser en héritier des plus de deux cents ans de pratiques socialistes marxistes.

Le rapport final du 6^e plénum affirme que la "pensée Xi Jinping du socialisme à la chinoise pour une nouvelle ère" [désignée en ces termes comme le fondement de l'idéologie du Parti] "est le marxisme de la Chine contemporaine, le marxisme du XXI^e siècle" et "représente l'essence actuelle de la culture et de l'esprit chinois, et marque un nouveau bond en avant dans la sinisation du marxisme".

"Je compte sur vous pour continuer à contribuer au développement d'une démocratie socialiste à la chinoise."

Xi Jinping,
LE PRÉSIDENT CHINOIS

C'est à Xi Jinping – vante le texte – que revient le mérite d'avoir proposé cette série de concepts, pensées et stratégies. Et depuis le 18^e Congrès et ses mots d'ordre réaffirmant le rôle dirigeant du parti et sa discipline interne, une nouvelle expression est en vogue : développer activement la "démocratie populaire de tout le processus" [selon la formule consacrée du PCC].

Déjà, le 2 novembre 2019, deux jours après la clôture de la quatrième session plénière du PCC, Xi Jinping s'était rendu à Shanghai pour une visite d'inspection visant à bien faire appliquer les idées du plénum. Et lors d'une visite dans un centre administratif du district de Changning, il s'était adressé aux habitants en ces termes : "La voie que nous (les Chinois) suivons, c'est celle du développement politique

d'un socialisme à la chinoise. La démocratie populaire est une démocratie de tout le processus, où toutes les décisions législatives majeures sont prises conformément aux procédures, après un temps de gestation démocratique, et en suivant des processus de prise de décision rationnels et démocratiques. Je compte sur vous pour poursuivre la lutte et continuer à contribuer au développement d'une démocratie socialiste à la chinoise."



ANALYSE

Tandis qu'à l'étranger la notion de "démocratie à la chinoise" avait tout de suite fait l'objet de nombreuses

discussions dans les médias, paradoxalement, en Chine, on ne s'était pas livré à davantage d'explications à ce sujet. Ce n'est qu'à la mi-octobre 2021 que la question a refait irruption, lorsque Xi Jinping a mis l'accent sur la "démocratie populaire de tout le processus" dans son discours prononcé lors de la séance de travail inaugurale de l'Assemblée nationale populaire (ANP, Parlement). Le dirigeant a indiqué que cette notion impliquait des procédures institutionnelles complètes et des pratiques participatives. Au passage, il a précisé que l'organisation d'élections et la possibilité de voter ne sont pas des gages absolus de démocratie, en critiquant à mots couverts la démocratie électorale, qui peut n'être qu'un simple ornement.

Si le PCC recourt à la notion forgée par ses soins de "démocratie populaire de tout le processus" pour réfuter les critiques occidentales sur son "caractère non démocratique", il semblerait que ce soit pour ravir à l'Occident le droit de parler de démocratie, et pour arrêter de "se faire insulter" sur ce sujet, comme c'est depuis longtemps le cas. Voilà qui montre aussi qu'ayant atteint une croissance économique élevée, effectué de grands progrès technologiques et même emporté la satisfaction générale de la population, ce parti marxiste moderne au pouvoir se retrouve malgré tout contraint d'aborder le thème de la démocratie pour asseoir sa position. Que cela soit pour l'image donnée à l'étranger, ou même pour le sentiment que le PCC a de lui-même, cette question demande une réponse.

On ne peut nier les remarquables réalisations accomplies par le PCC en cent ans, ni l'efficacité du régime qu'il a mis en place pour gouverner et développer le pays. Cependant, au niveau idéologique, on peut se demander si la "démocratie populaire de tout le processus", ou la démocratie à la chinoise, est vraiment capable de traduire et de concrétiser la volonté populaire. Comment en vérifier la teneur réellement démocratique ? Sur le chemin qui s'ouvre devant lui, le PCC devra sans doute étoffer son concept.

— Han Yonghong
Publié le 12 novembre

Chine - États-Unis Reprise du dialogue

●●● Trois heures et demie de discussion : le sommet en visioconférence entre Joe Biden et Xi Jinping semble avoir été bien plus chaleureux que ce à quoi l'on pouvait s'attendre, à l'issue d'une longue période de tensions entre les deux pays. Chacun était entouré des plus hauts dirigeants de son administration. Sur la vidéo de la rencontre, diffusée par le site de **CCTV**, la télévision centrale chinoise, on peut voir les deux chefs d'État souriants faire leurs déclarations préliminaires respectives. Cette rencontre virtuelle a eu lieu au matin du 16 novembre (heure de Pékin), juste après la COP26, où les deux pays ont créé la surprise en annonçant la signature d'un accord de coopération dans le domaine du changement climatique (lire page 6). Les deux hommes "ont abordé les questions stratégiques, entières et fondamentales dans le développement des relations sino-américaines, et les

questions d'importance qui sont des points de préoccupations communes, et ont eu sur ces sujets des échanges complets et approfondis", selon **Xinhua**. Parmi les nombreux sujets abordés, Biden et Xi Jinping sont revenus sur les plus épineux : relations commerciales, questions de sécurité, climat et, surtout, Taïwan, détaille l'agence officielle. Le webzine **Nikkei Asia** met également en avant la hausse des tensions militaires autour de l'île, dont Pékin revendique la souveraineté. Il souligne la déclaration de Biden selon laquelle "l'Amérique reste attachée à la politique d'une seule Chine", qui implique que Washington reconnaît et a des liens diplomatiques avec Pékin plutôt que Taïpei". Mais Biden "s'est aussi opposé à tout effort unilatéral exercé dans le but de modifier le statu quo ou pour affaiblir la paix et la stabilité dans le détroit de Taïwan".

— **Courrier international**



MBA FAIR

LE SALON DES MBA ET EXECUTIVE MASTERS

SAMEDI 27 NOVEMBRE

📍 10H30 - 17H PALAIS BRONGNIART, PARIS 2^e

📺 17H - 20H EN LIGNE

Conférences avec les journalistes du Monde
Rencontres avec les établissements les plus reconnus

DIRIGEZ VOTRE CARRIÈRE !

INFO & INSCRIPTION GRATUITE
MBA-FAIR.GROUPELEMONDE.FR

Le Monde | LOBS | Télérama | Courrier international

JAPON

Des stéréotypes masculins très pesants

Les hommes japonais échappent difficilement à la division traditionnelle des tâches au sein du couple et dans la société. Aujourd'hui, ils ont envie de sortir de ce carcan.



← Dessin de Belle Mellor, Royaume-Uni.

—Nihon Keizai Shimbun
Tokyo

A l'heure où les femmes sont encouragées à trouver leur place dans la société, on demande de plus en plus aux hommes de participer aux tâches ménagères et à l'éducation des enfants. Mais au Japon, où la répartition des rôles en fonction du sexe est une notion encore très vivace, l'homme est souvent considéré comme le chef de famille, censé subvenir aux besoins de la maisonnée. Nombre d'hommes japonais se trouvent pris entre ces feux contradictoires. Fatigués de ces tensions, certains cherchent un nouvel équilibre entre vie professionnelle et vie privée.

“Pourquoi ne pas établir le bail à votre nom ?” Voilà la question posée par l'agent immobilier à un employé de 31 ans qui cherchait en famille une maison à louer, à Tokyo. Les deux membres du couple travaillent, mais l'épouse ayant le salaire le plus élevé, le bail a finalement été établi à son nom. “J'ai pris en pleine face le préjugé suivant lequel l'homme est forcément celui qui gagne le plus et qui signe les contrats”, se souvient cet homme.

En 2019, plus de la moitié des 309 hommes interrogés pour une enquête de l'organisme Lean in Tokyo ont dit avoir souffert ou avoir été gênés par des préjugés envers les hommes sur leur lieu de travail, à l'école ou à la maison.

Les 20-39 ans se plaignaient principalement d'avoir à “débours-er davantage ou à prendre les

décisions pendant les sorties à deux”, tandis que les 40-59 ans souffraient de l'idée selon laquelle “les hommes doivent occuper un emploi à temps plein jusqu'à l'âge de la retraite”. En deuxième position venait “la pression pour avoir un salaire élevé”. Les réponses les plus fréquentes portaient donc sur des aspects économiques et sur la vie professionnelle.

Soichiro Nishimura, directeur de l'ONG Fathering Japan et chercheur sur les slashers [personnes occupant plusieurs emplois à la fois], parle de “stéréotype du chef de famille” pour décrire le préjugé qui veut que l'homme subvienne aux besoins du foyer. Pendant la période de forte croissance économique du Japon, les hommes travaillaient durant de longues heures tandis que les femmes s'occupaient de la maison et des enfants : ce style de vie était considéré comme efficace. Mais aujourd'hui, on compte plus de foyers à double revenu que de familles où la femme reste au foyer ; peu de familles comptent sur le seul salaire de l'homme pour faire bouillir la marmite.

Malgré tout, l'idée que l'homme est le chef de famille, celui qui subvient aux besoins de tous, reste profondément ancrée dans les mentalités. [En 2019, 70,9 % des Japonaises entre 15 et 64 ans

En réalité, peu de familles comptent sur le seul salaire de l'homme pour faire bouillir la marmite.

travaillaient, contre 84,2 % pour les Japonais de la même tranche d'âge.]

Pour Soichiro Nishimura, “aujourd'hui, s'appuyer sur plusieurs sources de revenus au sein du foyer est plus rationnel. Non seulement le stéréotype du chef de famille fait souffrir les hommes, mais il arrive aussi qu'il contribue à réduire les choix du foyer.” Par exemple, souligne-t-il, les hommes qui trouvent difficile de prendre un congé parental “n'ont-ils pas eux-mêmes intégré ce préjugé, inconsciemment ?” Il est alors important de “les libérer de leurs préjugés et de trouver le bon équilibre entre le travail, le foyer et les enfants pour répondre aux souhaits de chacun des membres du couple”. [Selon l'institut de recherche Recruit Works, 42 % des Japonaises quittent leur travail après avoir accouché de leur premier enfant, un taux en baisse puisqu'il s'établissait autour de 60 % jusqu'en 2009].

Casse-tête financier. Une enquête du Nikkei Womenomics Project, à laquelle ont répondu 622 hommes et femmes au mois d'août, montre également que de nombreuses personnes se heurtent au stéréotype du chef de famille au quotidien.

Un homme dans la vingtaine, chauffeur de profession dans la préfecture d'Ibaraki, rapporte que son supérieur, lors d'une soirée, lui a dit que “l'homme devait aller gagner de l'argent et la femme rester à la maison”. Pourtant, “avec [son] salaire, impossible de fonder une famille et encore moins d'élever des enfants. L'idéal serait de travailler tous les deux et de partager les tâches

ménagères, mais [il] ne trouve pas de partenaire susceptible d'accepter ces conditions”.

Un employé de la préfecture de Kanagawa s'est vu poser un ultimatum par sa femme : si elle peine trop à s'occuper des enfants, elle arrêtera de travailler. Lorsqu'il lui a demandé de discuter ensemble

“J'étais persuadé que je devais avoir un CDI, je ne voyais pas d'autre voie”.

Tomohiro Kimura,
FREE-LANCE
ET PÈRE DE 4 ENFANTS

du moment où elle démissionnerait, parce qu'ils avaient la maison et les frais scolaires à payer, il a été surpris de s'entendre répliquer que “c'est [lui] l'homme, le chef de famille, et que c'est [son] boulot de faire en sorte que [sa] femme puisse arrêter de travailler quand elle le souhaite”.

Pour remédier à ce problème, certaines personnes cherchent à modifier les équilibres dans leur vie tant privée que professionnelle.

Kotaro Usui travaille chez Softbank ; avec sa compagne, ils ont décidé de ne pas “mettre la pression sur l'un ou l'autre des membres du couple”. Elle s'appelle Mari Inoue et elle travaille dans la même entreprise ; ils ne se sont pas mariés afin qu'elle puisse garder son nom de famille. Ils ont ouvert un compte bancaire commun sur lequel ils versent chaque mois un montant prédéfini. Chaque samedi, ils consacrent quelques heures à discuter de leurs objectifs pour l'avenir. “Contribuer à parts égales

aux revenus du foyer permet à chacun de réfléchir librement à sa carrière”, expliquent-ils.

Tomohiro Kimura, qui a travaillé plus de quinze ans chez Gaiax, dans le domaine des nouvelles technologies, a démissionné cette année. Avant, explique-t-il, “j'étais persuadé que je devais avoir un CDI et bien gagner ma vie, je ne voyais pas d'autre voie”. Mais élever quatre enfants lui a donné envie de “travailler différemment, d'une façon qui permette de résoudre des problèmes de société” plutôt que de chercher à faire carrière pour subvenir aux besoins du foyer. Cette année, il s'est installé avec sa famille à Nara, dans sa région d'origine, où il travaille en free-lance dans la formation à destination des crèches. Il gagne moins bien sa vie, mais il a “plus de temps à consacrer par exemple à la vie locale, ce qui [lui] procure une joie sans précédent”.

Futoshi Taga, professeur à l'université Kansai et auteur, notamment, de “Sociologie de la masculinité” (Otokorashisa no shakaigaku), souligne qu’“en matière d'écart salarial entre hommes et femmes et de continuité dans la vie professionnelle, les hommes sont encore privilégiés, c'est une réalité que nous devons accepter”. [Selon Recruit Works, le niveau de salaire des Japonaises est de 25,7 % inférieur à celui des Japonais.] Dans ces conditions, “il est important de s'efforcer de comprendre les difficultés mutuelles et de s'entraider pour les résoudre”, estime-t-il.

—Hirotto Aramaki
Publié le 6 septembre

SOURCE



NIHON KEIZAI SHIMBUN

Tokyo, Japon
Quotidien, 2 360 000 ex.
pour l'édition du matin
et 1 140 000 pour celle du soir
(au contenu très différent)

nikkei.co.jp
Par sa diffusion, le “Journal économique du Japon” est le plus important quotidien économique du monde. La qualité de ses articles vaut largement celle du Wall Street Journal ou du Financial Times. Le Nihon Keizai Shimbun est à l'origine du groupe Nikkei, dont il est la principale publication.



Le parcours idéal vers une carrière européenne et internationale

Le Collège d'Europe à Natolin (Varsovie), avec son Master avancé en Études européennes interdisciplinaires, offre **une vision d'envergure sur l'Europe** à des étudiants diplômés, de jeunes professionnels ainsi qu'aux responsables de demain et les prépare à de passionnantes carrières internationales dans de nombreux secteurs.

Les candidatures pour l'année académique 2022/2023 sont ouvertes jusqu'au 19 janvier 2022. Plus de 70% de nos étudiants bénéficient de bourses, notamment de la part du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

Pour en savoir plus, visitez notre site web: coleuropenatolin.eu



↓ Dessin de Pek,
Australie.

—The Independent
(extraits) Londres

La scène en dit long sur l'ampleur de la pollution dans cette région du Nord-Est syrien. Deux enterrements ont lieu cet après-midi-là, l'un à côté de l'autre, sur les berges d'une rivière de pétrole, noire et miroitante. Étourdis par les vapeurs suffocantes, les proches endeuillés sont réunis sous deux tentes. Dans le village de Kharab Abou Ghalib, jadis entouré de pâturages verdoyants, comme dans bien d'autres endroits en Syrie, le sol est désormais noir pétrole.

Au milieu de ces boues noires omniprésentes, le peu de couleur provient de la rivière, dont la surface huileuse renvoie sous le soleil des miroitements en kaléidoscope. C'est à ce cours d'eau, dévasté par un déversement de pétrole venu l'année dernière d'un site de stockage voisin, que les habitants attribuent l'accroissement notable de la mortalité dans la région. Une accusation qui résonne comme un écho dans de nombreux villages du nord de la Syrie, frappés eux aussi par une pollution croissante.

Hécatombe d'animaux. Rien qu'au cours des quatre jours précédant notre passage, un homme âgé et une femme d'âge moyen sont morts, après avoir souffert de difficultés respiratoires, de douleurs dans la poitrine et d'insuffisance rénale. Ayman, neveu de l'une de ces victimes, assure que dans son village dix personnes sont décédées au cours de l'année écoulée – un chiffre anormalement élevé. Des animaux meurent aussi, et les champs sont devenus stériles. *“Nous ne savons pas exactement à quoi sont dues toutes ces morts, mais nous savons que cela a un lien avec la pollution, qui attaque nos poumons et notre système immunitaire”*, explique le jeune homme alors qu'il se trouve à côté de la rivière empoisonnée. *“L'odeur est si forte que nous n'en dormons pas la nuit. Et nous sommes inquiets, car cela nous rend aussi plus vulnérables face au coronavirus.”*

Le village de Kharab Abou Ghalib se trouve non loin du grand gisement pétrolier de



CARTOON MOVEMENT

Syrie. Une région malade de son pétrole

Autour du village de Kharab Abou Ghalib, dans le nord-est du pays, les champs sont pollués, et les hommes intoxiqués. Le poison ? Le pétrole, une industrie vitale, dévastée par les années de guerre, mais aussi meurtrière.

Rumeilan, et à 10 kilomètres en aval de Gir Zero, le principal site de stockage de pétrole du nord-est de la Syrie, sur un territoire contrôlé par l'administration kurde. Bien d'autres villages comme celui-ci, un peu partout en Syrie, sont ravagés par l'industrie pétrolière – le pétrole est à la fois la seule manne pour maintenir à flot ce pays déchiré par la guerre et une malédiction meurtrière.

À perte de vue, les chevalets de pompage du pétrole montent et descendent dans un mouvement lancinant. L'horizon en est hérissé, et à ce paysage d'apocalypse s'ajoute la nuit venue la lumière aveuglante et irréaliste des torchères. Il y a là des centaines

de raffineries artisanales où des ouvriers travaillent dans des brumes toxiques. Les yeux piquent, les poumons brûlent, on respire péniblement.

C'est une autre des conséquences de dix années d'une guerre sanglante en Syrie, qui fait aussi des victimes indirectes. Dans le Nord-Est, les combats au sol et dans les airs ont endommagé, accidentellement ou non, les cuves, les

oléoducs, les machines et l'ensemble des infrastructures pétrolières. Quand, en 2014, l'État islamique a conquis une bonne partie de cette zone, les islamistes ont rafistolé ce qu'ils pouvaient pour exploiter le pétrole et ainsi financer le califat. Les

gisements et les raffineries sont alors devenus des cibles pour la coalition menée par les États-Unis pour écraser les djihadistes. La production de pétrole en Syrie s'est effondrée, de 400 000 barils par jour avant la guerre à entre 20 000 et 30 000 actuellement, selon des spécialistes du secteur. Entre la crise économique profonde, les combats qui perdurent et l'absence d'investissement (due bien souvent à l'inquiétude que suscitent les sanctions contre le régime), les rares sites de production encore en service ne sont guère reconstruits ni entretenus, d'où les inévitables fuites de pétrole et les déversements sauvages de résidus toxiques.

Avec la destruction des raffineries officielles et de l'oléoduc

alimentant la principale station de raffinage, à Homs, des milliers de raffineries artisanales sont apparues : toutes rejettent leurs déchets dans la nature, dont des métaux lourds tels que le mercure et le plomb et de l'arsenic, des cancérogènes avérés. De nombreux gaz provenant de la production et du raffinage du pétrole, notamment du dioxyde de soufre et de l'oxyde d'azote, sont brûlés ou rejetés dans l'atmosphère. Et la sécheresse inédite qui a frappé la Syrie cette année aggrave encore la situation, aucune eau ne venant diluer et disperser la pollution dans les rivières.

Nous avons contacté à maintes reprises les autorités kurdes au sujet de ces raffineries improvisées et, plus globalement, de leur action contre la pollution. Tout en se disant conscients du problème, les responsables ont refusé de nous en dire plus sur les mesures prises. Selon des spécialistes du secteur pétrolier, les autorités comme les patrons des exploitations ne possèdent ni les ressources financières, ni les moyens techniques, ni le savoir-faire pour s'attaquer à des problèmes aussi complexes : il leur faudrait une aide de l'étranger.

En attendant, la région est un vaste dépotoir toxique où, dans



REPORTAGE

les villages comme Kharab Abou Ghalib, on meurt à petit feu. Il y a bien eu des efforts avant la guerre civile, racontent des habitants, pour lutter contre une pollution due au pétrole qui depuis longtemps ravage la région, mais avec les affrontements entre les troupes du régime et les insurgés, puis la prise de contrôle par Daech, les pompes de traitement des résidus pétroliers ont été détruites.

Là-dessus est venue s'ajouter l'explosion, faute d'entretien, des oléoducs du site de stockage de Gir Zero, entraînant la pollution [des sols alentour], des canaux, des ruisseaux et de la rivière longue de 150 kilomètres qui traverse Kharab Abou Ghalib. Cette pollution, qui contamine aussi bien les sols que l'eau et l'air, s'est traduite par la perte de récoltes et la destruction de champs entiers ; les cours d'eau sont morts, l'air empoisonné, et les cancers, les infections pulmonaires et les défaillances d'organes vitaux sont en forte augmentation.

“Nos femmes s'inquiètent de voir de plus en plus de malformations congénitales chez les enfants. Les gens ont des problèmes pulmonaires. Dans ce quartier, quatre personnes ont un cancer et doivent aller se faire soigner à Damas, car il n'y a pas de service d'oncologie dans la région”, énumère Mohamed Hussein, 67 ans, dont toute la famille vit à Kharab Abou Ghalib. “Notre système immunitaire ne nous protège contre aucune maladie, et il n'y a pas que le Covid. Même les eaux souterraines sont toxiques.” Par ici, la plupart des gens étaient éleveurs et cultivateurs, c'est leur gagne-pain qu'ils ont perdu, poursuit-il.

Il y a quelques mois, raconte Mohamed Hussein, son cousin Mahmoud Nasser, 70 ans, a voulu laver dans la rivière dix de ses moutons qui souffraient d'une maladie de peau. Quelques heures plus tard, tous les animaux étaient morts. “Ces moutons valaient dans les 1 000 dollars, c'est un an de revenus pour moi, précise le vieux berger. J'ai tout perdu.”

S'il est toujours complexe d'attribuer directement des cas individuels de cancer ou d'autres maladies à telle ou telle pollution, dans la région, des oncologues syriens confirment que les

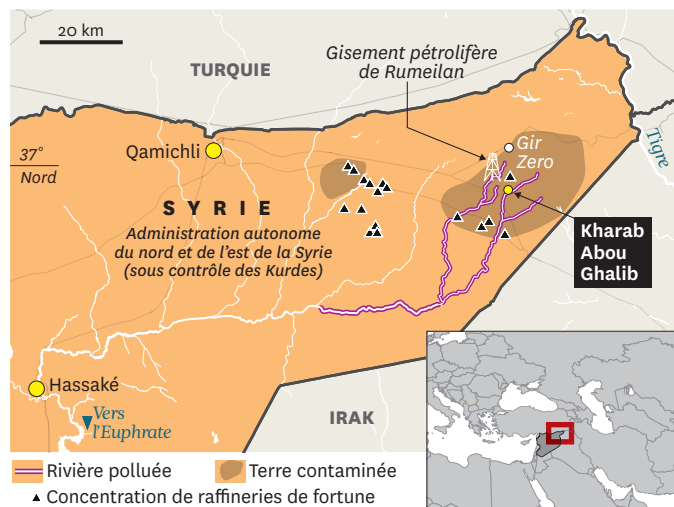
systèmes immunitaires des habitants sont affaiblis, et ce alors que fait rage une pandémie dans une région du pays dépourvue de services hospitaliers spécialisés, où n'arrive aucun acheminement officiel de matériel médical par l'aide humanitaire.

“Ces deux ou trois dernières années, le nombre de cancers a été multiplié par deux”, renchérit l'oncologue Dannish Ibrahim, qui consulte dans un dispensaire bondé de la ville voisine de Qamichli, à la frontière turque. “Nous voyons bien un lien de corrélation entre la présence de raffineries, la pollution des rivières au pétrole, les gaz d'échappement des voitures et la hausse des cancers, qui se concentre dans les zones autour des gisements pétroliers. Et tous ces facteurs contribuent aussi à fragiliser le système immunitaire. Nous craignons une plus grande vulnérabilité de la population face au Covid-19.”

Sous antalgiques. C'est particulièrement frappant dans les raffineries artisanales, où les travailleurs prennent des antalgiques pour tenir jusqu'à la fin de la journée. Là, des lacs de déchets pétroliers à ciel ouvert, partiellement en feu, cuisent au soleil, dégageant des fumées toxiques à travers ce paysage calciné. Des gens enveloppés d'écharpes pour se protéger contre les pires émanations sont pliés en deux au-dessus de leurs chaudrons. Ils y produisent un gazole de mauvaise qualité destiné aux groupes électrogènes et un ersatz de gaz de cuisson, une denrée rare.

Au plus fort de cette industrie artisanale, du temps où Daech contrôlait ce territoire, entre 2013 et 2017, on ne comptait pas moins de 30 000 fours et raffineries de fortune, installés au bord de routes, dans le nord de la Syrie. Il y en a encore 300 qui fonctionnent, fabriquant des produits utilisés localement, mais aussi envoyés vers les zones tenues par le régime, ainsi que dans les territoires sous le contrôle de l'opposition.

Outre les substances toxiques, ces travailleurs sont exposés à toutes sortes de dangers mortels, notamment les explosions de barils de pétrole. Dans une raffinerie située près de Qamichli, ils souffrent aussi de problèmes respiratoires, mais ils n'ont pas



le choix. “Nous avons plus peur de la faim que du cancer”, note Ahmed, 40 ans, père de quatre enfants. L'homme se tient devant des déchets pétroliers en feu. Ceux-ci forment des coulées argentées ressemblant à du mercure. Il ajoute que la sécheresse, la pollution et l'effondrement de l'économie ont rendu impossible le recours à l'agriculture, si bien que travailler dans une raffinerie est le seul moyen de survivre. Les dix travailleurs de cette raffinerie gagnent entre 5 et 10 euros par jour, suivant leur fonction. Ce qui n'est pas négligeable dans une région où le prix du pain a plus que doublé pendant l'année écoulée. “Une raffinerie comme celle-ci fait vivre trente familles.

Un habitant a lavé ses moutons dans la rivière. Peu de temps après, tous les animaux sont morts.

Si elle ferme, trente familles vont mourir de faim ou sombrer dans la délinquance”, poursuit-il. Son ami au visage noirci par la fumée qui monte de la mare de déchets enflammés derrière lui intervient : “On ne peut pas se permettre de penser à notre santé. Il faut avant tout survivre.”

Le propriétaire de cette raffinerie, qui en gère quatre autres dans les environs, explique à *The Independent* que sa famille a lancé cette exploitation en 2012, la deuxième année de la guerre civile. Les combats entre les soldats du régime et les rebelles avaient alors détruit les raffineries industrielles et les principaux oléoducs. Il reconnaît

que cette activité pollue l'environnement, mais ne voit pas ce que lui et sa famille pourraient faire d'autre. “La principale raison pour laquelle nous sommes lancés dans ce travail, c'est parce qu'il répondait à un besoin, commente-t-il, refusant de dire son nom. Il n'y avait pas de carburant, pas de gazole, pas de gaz de cuisson. C'est ça, notre avenir : soit on meurt de faim, soit on meurt à cause de la pollution.”

Les ONG de défense des droits de l'homme qui suivent l'évolution de cette crise ne voient pas de solution au conflit syrien à plus ou moins long terme. Wim Zwijnenburg, de l'ONG néerlandaise Pax, affirme que peu de pays sont prêts à donner de l'argent dans le nord de la Syrie pour la reconstruction des infrastructures pétrolières, étant donné l'instabilité politique chronique et le risque de se retrouver en butte aux sanctions américaines contre le régime syrien. Quant au gouvernement de Bachar El-Assad, il persiste à affirmer que les gisements pétroliers lui appartiennent, alors même que dans les faits ils sont contrôlés par les Kurdes.

La menace turque qui plane sur le nord de la Syrie ajoute à la pression. Ankara estime que les forces kurdes déployées dans la région sont liées au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, les États-Unis et l'Union européenne. Au cours des dernières années, l'armée turque a effectué de nombreuses incursions dans des territoires syriens tenus par les Kurdes, occupant de nombreuses villes frontalières.

Dans un contexte de cessez-le-feu incertain, les tensions se sont exacerbées tout au long de l'année dernière, et l'on craint qu'un nouveau conflit éclate dans le Nord-Est, tandis que la guerre civile syrienne continue de sévir dans le Nord-Ouest.

“Aucun donateur international ne va octroyer de financements à long terme dans cette région pour rénover l'infrastructure économique, poursuit Zwijnenburg. Tout l'argent va dans des projets qui visent à parer au plus pressé.” Mais les choses doivent changer. La seule manière, d'après lui, de mettre fin à cette pollution incontrôlée et aux problèmes socio-économiques qui sont liés serait que les principaux acteurs de la région parviennent à une solution politique. Ce qui assurerait une stabilité et ouvrirait la région à des investissements à long terme. Sans quoi l'avenir sera toujours aussi sombre et il ne sera pas possible de rendre cette zone de nouveau vivable.

Pour l'heure, les habitants de Kharab Abou Ghalib disent qu'ils doivent vivre avec la pollution, car il n'y a pas d'autres possibilités. “Des gens nous demandent pourquoi nous ne partons pas, songe Hussein, tout en marchant lentement depuis le cours d'eau pestilentiel jusqu'à la tente funéraire. Mais où irions-nous ? Tous les villages le long de cette rivière sont atteints du même mal.” Il s'interrompt avant de conclure : “Cette région était verte, il y poussait du blé. Et maintenant, c'est devenu un enfer.”

— Bel Trew

Publié le 8 novembre

SOURCE 

THE INDEPENDENT
Londres, Royaume-Uni
[independent.co.uk](https://www.independent.co.uk)

The Independent, fondé en 1986, est l'un des grands titres de la presse britannique. C'est aussi le premier quotidien généraliste à être devenu, en 2016, un journal 100 % en ligne. Considéré comme un journal de gauche, “*The Indy*” se distingue de ses concurrents par son engagement proeuropéen et ses positions libérales sur les questions de société.

ISRAËL-PALESTINE

Pegasus révèle l'impunité dont jouit Israël

L'emploi du logiciel espion contre des Palestiniens démontre le sentiment d'invincibilité de l'État hébreu, commente cette chroniqueuse israélienne.



CARTOON MOVEMENT

—Ha'Aretz Tel-Aviv

Tout Palestinien doté d'un minimum de conscience politique se doute qu'il fait l'objet d'une surveillance israélienne intrusive dont seule l'ampleur est difficile à évaluer. Il n'est donc pas surprenant de découvrir que le logiciel espion Pegasus, produit par la société [israélienne] NSO, a été installé sur l'iPhone d'au moins six Palestiniens. Trois de ces Palestiniens travaillent pour des ONG issues de la société civile palestinienne et contre lesquelles Israël mène depuis longtemps une campagne de délégitimation, dont le point culminant vient d'être atteint avec l'annonce de leur illégalité par le ministère de la Défense [israélien].

Contrat d'exclusivité. Pour des raisons techniques, la société qui a inspecté leurs téléphones et découvert le logiciel hostile ne peut examiner les téléphones Android. Mais on peut supposer que Pegasus, ce voyeur ultime, s'est immiscé jusque dans les chambres d'autres Palestiniens et de leurs enfants.

Ce qui est néanmoins surprenant dans cette affaire, c'est que les services de sécurité israéliens, qui sont supposés avoir leurs propres logiciels de surveillance, aient eu recours à celui d'une société privée. Car, même s'il est difficile de le prouver, il est évident que c'est Israël, autrement dit le Shabak [Shin Bet, renseignements intérieurs israéliens], qui se cache derrière ce projet d'espionnage ultrasophistiqué. Comme les porte-parole de NSO le répètent souvent, leur société n'est autorisée à vendre ses produits qu'à des gouvernements.

De plus, les licences d'exportation accordées à NSO par le ministère de la Défense stipulent que seuls les services de sécurité israéliens sont autorisés à surveiller les téléphones israéliens tandis que les indicatifs régionaux israéliens et palestiniens doivent être bloqués pour tout autre client de NSO. En d'autres termes, aucun autre État qu'Israël n'est autorisé à espionner un chercheur de l'ONG Al-Haq qui, par exemple, mène un travail d'investigation

et d'information sur les tentatives israéliennes de déloger les Palestiniens du quartier de Cheikh-Jarrah à Jérusalem-Est.

Ce qui devrait surprendre, c'est que le client officiel israélien a acheté ce logiciel espion malgré la réputation exécrationnelle que NSO et son produit phare ont depuis plusieurs années. En effet, si NSO a fait la une des journaux et a été si décriée en Israël et à l'étranger, c'est parce qu'il s'est avéré que plusieurs dictatures auxquelles elle a vendu le logiciel ont utilisé Pegasus contre des militants des droits de l'homme et des journalistes [lire ci-contre].

S'ils insistent sur le fait que leur société vend son logiciel uniquement dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et la grande criminalité, l'innocence affichée par les porte-parole de NSO est de moins en moins convaincante. La dernière preuve en est que les États-Unis ont récemment mis sur liste noire NSO et une autre société israélienne de cyberoffensive, Candiru, pour activités contraires aux intérêts nationaux américains.

L'État d'Israël a été critiqué tant à l'intérieur qu'à l'étranger pour le laxisme dont il fait preuve dans le contrôle des exportations de cyberarmes et pour la facilité avec laquelle NSO (et d'autres exportateurs) peut vendre les siennes à des dictatures connues pour opprimer leur peuple. En laissant ces ventes se dérouler, Israël cherche à obtenir des votes à l'ONU en sa faveur et à l'encontre des Palestiniens.

Mais il faut croire que le sens des relations publiques d'Israël s'est émoussé et que les autorités israéliennes ont tardé à comprendre que leur laxisme en matière d'exportations de cyberarmes risquait d'être dommageable tant sur le plan diplomatique qu'économique. Du coup, dans les jours et semaines à venir, de hauts responsables gouvernementaux et des diplomates vont devoir être mobilisés pour tenter d'obtenir de l'administration Biden qu'elle annule sa décision concernant NSO.

Le fait que le désormais célèbre logiciel espion (dont on peut se demander si le Shabak a réellement besoin) soit à présent utilisé contre des Palestiniens en

dit long sur le sentiment de suffisance et d'invincibilité qui règne au sein des institutions israéliennes chargées de façonner la politique antipalestinienne.

Après tout, ces dernières ont de quoi pavoiser. Les projets visant à étendre les implantations [colonies israéliennes] et à confiner les Palestiniens dans des enclaves déconnectées les unes des autres sont mis en œuvre à plein régime. Le gouvernement actuel comprend des partis centristes qui devraient a priori s'y opposer, mais ils sont paralysés et restent muets. Tout au plus, certains de leurs députés envoient-ils des lettres de protestation au ministre de la Défense, Benny Gantz.

Inpuissance locale. L'Autorité palestinienne et les hauts responsables du parti qui y exerce le pouvoir, le Fatah, sont incapables de protéger leurs habitants contre les attaques quotidiennes de colons et de soldats et persistent à considérer la coordination sécuritaire avec Tsahal et le Shabak comme relevant de l'"intérêt national". La société palestinienne n'est pas d'humeur à un soulèvement général et les manifestations de solidarité avec les prisonniers politiques en grève de la faim ou les agriculteurs sans protection contre la violence des colons ne mobilisent qu'une poignée de militants.

Les pays occidentaux qui ont dépensé une grande partie de l'argent de leurs contribuables pour préserver la "solution à deux États" se contentent de publier des condamnations indolores de la politique israélienne et continuent de considérer Israël comme un allié loyal. Le fait que plusieurs États européens aient décidé d'interrompre leurs dons aux ONG palestiniennes déclarées illégales ne peut que renforcer le sentiment d'invincibilité d'Israël.

Dès lors que l'État hébreu a recours au logiciel Pegasus dans sa politique de répression d'ONG palestiniennes qui œuvrent pacifiquement contre l'occupation israélienne, il est légitime d'assimiler Israël à d'autres États non démocratiques (pour ne pas dire plus) comme le Mexique, l'Azerbaïdjan, la Hongrie et l'Arabie Saoudite. Si certains se posaient encore des questions, il est désormais clair qu'Israël cible

↳ Dessin d'Ahmad Rahma, Turquie.

Contexte

●●● Le logiciel de surveillance Pegasus, mis au point par la société israélienne NSO, fait la une de la presse internationale depuis la publication, en juillet, d'une série de révélations par un consortium de rédactions internationales, dont *Le Monde* (qui appartient comme *Courrier international* au groupe *Le Monde*). L'enquête a montré que le logiciel était massivement utilisé par plusieurs pays (Arabie Saoudite, Maroc, Mexique, Inde, Hongrie, Israël...) pour espionner des militants des droits humains, des avocats ou des journalistes. À la suite de ces révélations, les États-Unis ont placé NSO et l'entreprise concurrente, Candiru, sur une liste noire d'entreprises soumises à d'importantes restrictions en matière d'exportations et d'importations.

des civils, c'est-à-dire des personnes qui s'opposent à sa politique par des moyens non violents.

Évidemment, les ONG palestiniennes traquées par Pegasus espèrent pouvoir tirer parti de cette révélation pour faire pencher la balance en leur faveur. Mais il y a un hic. Dès lors que ces ONG ont été décrétées illégales par le ministère de la Défense [israélien], la moindre conférence de presse, la moindre publication d'un rapport d'investigation ou la moindre conférence organisée en compagnie de diplomates étrangers sera considérée comme un acte criminel autorisant Tsahal à arrêter les activistes palestiniens non violents en pleine nuit et à les maintenir en détention, aussi longtemps que les autorités le souhaiteront, que ce soit en les déférant devant un tribunal militaire ou en les plaçant en détention administrative, c'est-à-dire sans jugement.

—Amira Haas

Publié le 9 novembre

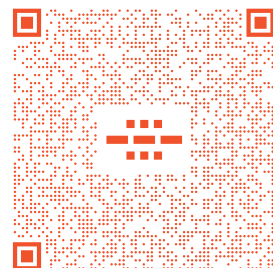
A photograph of a rescue team in an orange zodiac boat on the sea. Three crew members in helmets and life jackets are visible. One person is being rescued from the water. The scene is set against a bright, clear sky and blue sea.

RÉPONDEZ À CE

SOS
... ..

SOS
MEDITERRANEE

Votre don est vital
pour sauver des vies.
don.sosmediterranee.org





amériques

✓ La Wampanoag Mère Ours tient un châle en peau de daim, où figurent ses ancêtres depuis 1580.

Photos Josh Reynolds/The Washington Post



États-Unis. Thanksgiving, un traumatisme pour les Amérindiens

Ce 25 novembre, les Américains célèbrent le 400^e anniversaire du premier repas de Thanksgiving partagé entre les colons anglais et les Amérindiens. Une tradition dont les Wampanoags ont conservé, au fil des générations, un souvenir douloureux qu'ils veulent aujourd'hui faire reconnaître.

—The Washington Post
(extraits) Washington

De Plymouth (Massachusetts)
Dominant les eaux glacées de la baie de Plymouth, une trentaine de touristes s'entassent autour d'un guide des monuments nationaux qui leur raconte l'histoire de Plymouth Rock – célèbre symbole de l'arrivée des Pères pèlerins en ces lieux il y a quatre siècles. Non loin de là, d'autres attendent de visiter une réplique du *Mayflower*,

le bateau à bord duquel les pèlerins ont traversé l'océan.

Sur une hauteur se dresse un hommage discret aux Amérindiens qui ont aidé les nouveaux venus affamés à survivre. Rares sont ceux qui se donnent la peine de contempler la statue d'Ousamequin – le chef, ou sachem, de la nation des Wampanoags, qui comptait autrefois entre 30 000 et 100 000 personnes. Longtemps marginalisés et présentés sous un faux jour dans l'histoire américaine, les

Wampanoags se préparent à ce qui s'annonce ce mois-ci, alors que le pays s'apprête à célébrer le 400^e anniversaire du premier repas de Thanksgiving entre les Pères pèlerins et les Indiens.

Génocide. Or ce qui s'est passé en 1621 ne ressemble guère à ce que la plupart des Américains apprennent à l'école. Il est peu probable qu'il y ait eu de la dinde au menu. Ni que les Indiens aient porté des coiffes de plumes. Et au début, les pèlerins n'ont rien fait

pour inviter les Wampanoags au festin qu'ils avaient rendu possible.

Tout comme les activistes amérindiens réclament que les statues de Christophe Colomb soient déboulonnées et que le Columbus Day, le jour férié en sa mémoire [célébré le deuxième lundi d'octobre aux États-Unis et le 12 octobre en Amérique latine et en Espagne], soit l'occasion de rappeler sa brutalité envers les peuples indigènes, ils dénoncent depuis longtemps la vision commune que l'on a de Thanksgiving.

Pour les Wampanoags et d'autres Amérindiens, le quatrième jeudi de novembre est considéré comme un jour de deuil plutôt que comme un jour de fête. Car si les Wampanoags ont aidé les pèlerins à survivre, ils ont par la suite été victimes d'un lent génocide tandis qu'ils étaient spoliés de leurs terres.

Pour en savoir plus sur leur histoire, il faut se rendre une cinquantaine de kilomètres au sud de Plymouth, dans la ville de Mashpee, où un modeste musée en bois donne sur la rue principale. À l'extérieur se trouvent un *wetu*, une maison wampanoag

traditionnelle faite de mâts de cèdre et de l'écorce de tulpiers de Virginie, et un *mishoon*, un canoë indien.

Mère Ours, une Wampanoag mashpee âgée de 71 ans, est assise dans la maison traditionnelle, où elle coud à la main un chapeau en peau de daim. Elle a vécu toute sa vie dans la ville, et est considérée comme l'une des gardiennes de la tradition de son peuple pour ce qui se rapporte à Thanksgiving, une tradition qui décrit comment la rencontre s'est transformée pour les Mashpees, qui sont aujourd'hui environ 2 800, en un désastre qui a duré des siècles.

Cette version de l'histoire est encore ignorée aujourd'hui par la majorité des touristes, qui sont près de 1,5 million à visiter chaque année les musées et les boutiques de souvenirs de Plymouth. Le musée wampanoag, lui, n'attire que quelque 800 personnes par an. "Nous ne reconnaissons pas le jour férié de Thanksgiving [...] c'est une vision biaisée de notre histoire", commente Paula Peters, une autrice mashpee spécialiste de l'histoire amérindienne.

Les Wampanoags, dont le nom signifie "le peuple de la première lumière", affirment que leurs ancêtres vivaient il y a au moins dix mille ans dans le sud-est du Massachusetts, sur une terre qu'ils appelaient Patuxet. Dans les années 1600, ils étaient répartis en 69 villages, chacun ayant un chef, ou sachem, et un homme-médecine.

C'était un pays de cocagne, ils chassaient les cervidés, l'élan et l'ours dans les forêts, pêchaient le hareng et la truite, ramassaient des palourdes dans les rivières et les baies. Ils cultivaient le maïs, utilisant les restes de poisson comme engrais. En hiver, ils remontaient à l'intérieur des terres pour fuir les frimas, et au printemps, ils s'installaient sur le littoral. Ils commerçaient, et se battaient, avec les explorateurs européens depuis 1524.

En 1614, avant l'arrivée des pèlerins, les Anglais attirèrent un célèbre Wampanoag – Tisquantum, que les Anglais appelaient Squanto – et vingt autres membres de son peuple sur un navire dans l'intention de les vendre comme esclaves à Malaga, en Espagne. Squanto



REPORTAGE

↳ Darius Coombs, coordinateur culturel et de sensibilisation de la tribu wampanoag.

Photos Josh Reynolds/The Washington Post

tenta de rentrer chez lui pendant des années. En son absence, les Wampanoags furent presque exterminés par un mal mystérieux, qui, pensaient certains d'entre eux, venait des excréments des rats à bord des bateaux européens. Selon des historiens, il s'agissait de la variole ou de la fièvre jaune. Baptisée "la Grande Mort", la pandémie dura trois ans. Le temps que Squanto revienne, en 1619, elle avait emporté les deux tiers de son peuple.

Stratégie. En 1620, les passagers anglais du *Mayflower* se sont dirigés vers Plymouth après avoir touché terre à Provincetown. Les observant à la descente du bateau, les Wampanoags ont compris que cette fois leurs interactions avec les Européens seraient différentes. "On ne vient pas avec femmes et enfants quand on se prépare à se battre", explique Paula Peters, qui a créé une agence de communication, SmokeSignals [signaux de fumée].

Des mois durant, les Wampanoags ont surveillé les pèlerins. Au cours de leur premier hiver, la moitié sont morts, de froid, de faim et de maladie. Ousamequin était face à une situation inextricable. Son peuple avait été décimé par la maladie et il lui fallait préserver la paix avec ses voisins, les Narragansetts. Il a dû se dire qu'il valait mieux s'allier avec les Anglais aux armes plus efficaces – des mousquets contre les arcs et les flèches des siens – que de s'en faire des ennemis.

C'est au printemps de l'année 1621 qu'il établit un premier contact. "Ce n'était pas tant par gentillesse ou amitié que par sens de la stratégie, souligne Steven Peters, le fils de Paula Peters, directeur de la création de son agence. Nous nous efforcions désespérément de ne pas disparaître." À l'automne suivant, les pèlerins – en grande partie grâce aux enseignements des Wampanoags, qui leur avaient appris à planter des haricots et des courges sur des monticules entourés de maïs et à utiliser des restes de poisson en guise d'engrais – effectuèrent leur première récolte. Pour célébrer leur premier succès en tant que colonie, ils organisèrent une "fête de la moisson", à l'origine de ce que nous appelons aujourd'hui Thanksgiving. Sans inviter les Wampanoags.

Quiconque apprenait à lire et à écrire à un Mashpee commettait un délit passible de mort.

Ousamequin et ses hommes ne sont venus que quand les Anglais ont déchargé certains de leurs mousquets pendant les festivités. En entendant les coups de feu, les Wampanoags se sont précipités, redoutant que la guerre ait commencé. "Une centaine de guerriers arrivent armés jusqu'aux dents après avoir entendu des tirs de mousquet", raconte Paula Peters. Apprenant qu'il s'agissait d'une fête de la

moisson, les Wampanoags s'y sont joints, apportant cinq cervidés à partager.

Dans son livre, *This Land Is Their Land* ["Cette terre est à eux"], l'auteur David J. Silverman souligne que les écoliers qui, chaque année, fabriquent des coiffes de plumes pour représenter les Indiens du premier Thanksgiving ne font que reproduire une fiction. Car les Wampanoags n'en portaient pas. Ils arboraient des crêtes à la Mohican, ornées d'épines de porc-épic.

Linda Coombs, wampanoag aquinnah et historienne tribale, estime que Thanksgiving véhicule une image "qui nous fait passer pour des imbéciles et qui promeut l'idée que les pèlerins nous ont donné une vie meilleure parce qu'ils nous étaient supérieurs". Mère Ours, dont le nom anglais est Anita Peters, raconte aux visiteurs du musée de la tribu que, conformément à une loi du Massachusetts de 1789, quiconque apprenait à lire et à écrire à un Mashpee commettait un délit passible de mort. Elle décrit comment les Anglais ont chassé les Wampanoags de leurs terres et en ont converti beaucoup de force au christianisme. "Si on ne devenait pas chrétien, il fallait fuir, sous peine d'être tué."

Pensionnats. Les terres wampanoags, jusque-là communautaires, ont fini par être divisées, chaque famille se voyant attribuer 25 hectares, et un système de taxes a été mis en place – la propriété et la fiscalité étant deux notions

"Nous nous battons toujours pour notre terre, notre culture et notre peuple."

Brian Weeden,
PRÉSIDENT DE LA TRIBU
MASHPEE

contraires à la culture wampanoag. Bien plus tard, comme d'autres tribus, les enfants des Wampanoags ont été envoyés dans des pensionnats, où on leur a ordonné de couper leurs longs cheveux, de renoncer à leurs "usages indiens" et de cesser de parler leur langue natale. Paula Peters ajoute qu'au moins deux membres de sa famille ont été inscrits à l'école indienne de Carlisle, en Pennsylvanie, premier pensionnat pour enfants amérindiens géré par le gouvernement, en 1879.

Pour Frank James, célèbre défenseur des droits des Aquinnahs, l'accueil amical réservé aux pèlerins par son peuple en 1621 a "peut-être été notre plus grande erreur". En 1970, il a créé une "Journée de deuil national", désormais célébrée par certains Wampanoags à chaque Thanksgiving depuis que les organisateurs du 350^e anniversaire de l'arrivée du *Mayflower* ont refusé, à l'occasion des commémorations, de l'autoriser à dissiper les mythes qui entourent cette journée.

Dans les années 1970, les Mashpees ont intenté une action en justice afin de récupérer une partie de leurs terres ancestrales. Mais ils ont perdu, notamment parce qu'un juge fédéral a statué qu'ils n'étaient pas officiellement reconnus en tant que tribu. Ils ont alors déposé une demande de reconnaissance fédérale, vers le milieu des années 1970, et plus de trente ans plus tard, en 2007, on leur a accordé ce statut.

En 2015, sous la présidence de Barack Obama, environ 120 hectares ont été confiés à un fonds fiduciaire fédéral pour les Mashpee. Ce qui revenait à leur attribuer une réserve, bien qu'elle soit composée de dizaines de parcelles éparpillées dans la région de Cape Cod et ne représente que 0,5 % de leurs terres historiques. "Quatre cents ans plus tard, nous nous battons toujours pour notre terre, notre culture et notre peuple", constate Brian Weeden, le président de la tribu.

Les Wampanoags font face à d'autres problèmes graves, dont la pandémie de Covid-19. Même avant cette dernière, leur population comptait de nombreux cas de diabète, d'hypertension, de cancers, de suicides et d'abus d'opiacés. La région de Cape Cod étant hors de prix, nombre de Wampanoags ne peuvent se permettre d'y loger et doivent vivre ailleurs. Ils craignent également que la surexploitation immobilière et la pollution ne menacent les cours d'eau et la faune. "Pour nous, la terre passe toujours avant tout le reste, assure Vernon 'Tambour silencieux' Lopez, le chef des Mashpees, âgé de 99 ans. Il y va de notre survie."

Quand elle avait 8 ans, se souvient Paula Peters, un instituteur leur avait raconté l'histoire de Thanksgiving. Par la suite, un enfant avait demandé : "Qu'est-ce qui est arrivé aux Indiens ?" L'enseignant avait répondu : "Malheureusement, ils sont tous morts." "Non, pas tous, dit avoir rétorqué Paula Peters. Je suis toujours là."

Langue oubliée. Comme d'autres Wampanoags, elle lutte pour défendre sa culture et ses traditions. Il y a cinq ans, la tribu a ouvert sur ses terres une école qui accueille une vingtaine d'enfants de 2 à 9 ans. Ils y apprennent les mathématiques, les sciences, l'histoire et d'autres matières dans leur langue natale algonquienne. La tribu propose aussi des cours pour ses membres plus âgés qui ont fini par oublier leur langue, puisqu'il leur était interdit de la parler. "Nous voulons tout faire pour que ces gamins comprennent ce que veut dire être amérindien et wampanoag", dit Nitana Greendeer, mashpee et directrice de l'école.

Cette année, quelques Wampanoags se rendront à Plymouth pour le Jour de deuil national. D'autres se retrouveront dans l'Old Indian Meeting House, construite en 1684, une des églises indiennes les plus anciennes de l'est des États-Unis, afin de rendre hommage à leurs ancêtres. Beaucoup de Wampanoags se réuniront aussi pour un repas en famille et rendront grâce non pour la survie des pèlerins, mais pour celle de leur tribu.

— Dana Hedgpeth
Publié le 4 novembre



↳ Dessin de **Rebecca Hendin**,
Royaume-Uni.

AMÉRIQUE LATINE

Les riches se ruent sur l'immobilier à Miami

Crises sociales et politiques, Covid-19... Les investisseurs latino-américains affluent dans la grande ville hispanique de Floride. Nouveauté : ils achètent souvent des biens pour en faire leur résidence principale et y télétravailler.



CARTOON MOVEMENT

—El País México Mexico

Les Latino-Américains les plus aisés sortent leur argent de leur pays, du fait des soubresauts politiques que connaît la région. Ils investissent en particulier dans l'immobilier de luxe à Miami. Depuis un an et demi, sur fond d'économie

mondiale en berne, la plus grande ville de Floride a bénéficié d'une hausse des achats d'immeubles par des Latino-Américains. Ce n'est pas une vague d'investissements comme on en a vu auparavant, d'après les agents immobiliers et leurs clients. Cette fois, les investisseurs font de ces biens leurs nouvelles résidences.

Les présidents et les candidats à la présidence font peur aux plus riches. Au Mexique, le président Andrés Manuel López Obrador s'est mis à dos les chefs d'entreprise et veut annuler des contrats avec des sociétés privées. Au Pérou, Pedro Castillo a limogé les membres les plus radicaux de son gouvernement sous la pression des marchés. Au Chili, l'Assemblée rédige une nouvelle Constitution, tandis qu'un candidat de gauche caracole en tête des sondages pour la présidentielle. En Colombie, le gouvernement d'Iván Duque a été confronté à de longues et sanglantes manifestations, si bien que le candidat de gauche, Gustavo Petro, est bien placé pour lui succéder.

La fuite des capitaux de la région est difficile à mesurer, mais elle est évidente au jour le jour. Les monnaies se sont dépréciées depuis un an – certaines plus que d'autres; des banques d'investissement ont décidé de se retirer des différents pays où elles étaient implantées; et à l'étranger, les banques sont débordées par les demandes d'ouverture de compte. Pour beaucoup, la meilleure manière de faire sortir leurs capitaux est de les investir dans un bien immobilier. Ainsi, en Floride, 34 % des acheteurs étrangers sont des Latino-Américains, si l'on en croit la National Association of Realtors (NAR) [“Association nationale des agents immobiliers”]. “Aujourd'hui, nous assistons à une envolée du marché latino-américain”, assure Sergio Pinto, chef de l'équipe de ventes de la chaîne d'hôtels et de résidences de luxe Waldorf Astoria à Miami.

Faiblesses. Le Mexique, la Colombie, le Pérou et l'Équateur, dans cet ordre, sont les marchés les plus dynamiques pour Pinto et son équipe. Pas moins de 16 % des achats dans le bâtiment de luxe de l'enseigne Waldorf, d'une hauteur de 100 étages, ont été effectués par des Mexicains. Sergio Pinto explique : “Du fait de l'évolution économique et politique de leur pays, certains décident de diversifier leurs investissements, et notamment d'investir à Miami. Parmi ces investissements, il y a l'immobilier.” La pandémie a mis à nu les faiblesses de l'Amérique latine. D'une part, la nécessité

du confinement a rendu visible la grande précarité où est plongée une partie de la population, qui vit de l'économie informelle.

Les systèmes de santé, souvent saturés du fait des nombreux cas d'infection, ont montré leurs insuffisances, et la lenteur de l'accès aux vaccins a révélé la faible capacité de coopération des gouvernements et leur manque d'influence sur le plan international. D'autre part, la pauvreté et les inégalités ont fini par provoquer une explosion sociale. Le Brésil, le Pérou, le Chili et la Colombie ont connu de grands mouvements de contestation. Cela entraîne une recomposition du paysage politique, avec l'apparition de personnalités clivantes, radicales, parfois autoritaires, d'où les incertitudes et la méfiance des plus aisés. “Miami profite des nouvelles possibilités qu'offre le télétravail, précise Yamal Yidios, fondateur et

“La ville est l'un des pôles les plus importants pour l'esprit d'entreprise et l'innovation.”

Yamal Yidios, FONDATEUR DE LA SOCIÉTÉ YTECH

directeur général de la société immobilière Ytech. La pandémie a entraîné une plus forte hausse de l'immigration latino-américaine vers la ville. On constate que les Latino-Américains ne se contentent plus d'investir dans une résidence secondaire à Miami, ils veulent y vivre et travailler depuis ici.” Bien souvent, explique-t-il, les Latino-Américains qui sont venus à Miami pendant la pandémie pour y être vaccinés se sont rendu compte qu'ils pouvaient télétravailler depuis cette ville. Selon un rapport de la société immobilière International Sales Group, Miami a accueilli 950 nouveaux résidents par jour en 2020, aussi bien des étrangers que des Américains d'autres États. Parmi ses attraits, il y a le climat et la faible taxe d'imposition. “La ville a beaucoup évolué, elle n'est plus seulement une place financière et une destination touristique, mais aussi l'un des pôles les plus importants pour la technologie, l'esprit d'entreprise et l'innovation”, continue Yamal Yidios. Elle attire maintenant des

Latino-Américains de toutes les catégories socioprofessionnelles.”

Sergio Pinto et Yamal Yidios s'accordent à dire qu'un nouveau marché émerge avec force : le Chili. “Les Chiliens investissaient traditionnellement au Chili, note Sergio Pinto. Aujourd'hui, même si ce pays n'est pas un acteur très important, on observe une augmentation du nombre de Chiliens qui commencent à acheter.”

Cryptomonnaies. Au cours des deux derniers mois, Pinto s'est entretenu avec des agents immobiliers chiliens qui cherchent à se spécialiser dans la vente de biens à Miami depuis le Chili : “C'est une question fondamentalement politique, voilà ce que me disent les acheteurs chiliens. Car ils pensent qu'il peut y avoir un changement économique radical au Chili à partir de l'année prochaine, sous l'impulsion de la classe politique [avec la future nouvelle Constitution].” Le marché colombien, qui depuis dix ans ne faisait pas partie des plus dynamiques, est revenu en force ces douze derniers mois, du fait de la situation sociale et des perspectives politiques du pays, ajoute-t-il.

Par ailleurs, l'usage des cryptomonnaies s'est à ce point répandu que certains investisseurs s'en servent déjà pour acheter des immeubles, assure Merrick Theobald, porte-parole et directeur du marketing de la plateforme de paiement BitPay.

Ainsi, à travers des portails comme Condos.com [de l'anglais condominium, appartement ou immeuble en copropriété], de nombreux Latino-Américains achètent des biens immobiliers en cryptomonnaies. “Quand le cours de leurs cryptomonnaies augmente, les gens utilisent volontiers leurs gains pour acheter quelque chose, le plus souvent quelque chose de luxueux ou un bien. Ils achètent des bijoux, une voiture, mais aussi un appartement”, explique Theobald. Il conclut : “Nous constatons, en particulier depuis cette année, une hausse des transactions depuis certains pays d'Amérique latine. C'est une région où il y a beaucoup de possesseurs de bitcoins, une région qui croît de plus en plus aux cryptomonnaies, en raison de leur caractère transnational.”

—Isabella Cota
Publié le 10 octobre

PERLINO PROSECCO

*Idéal en Spritz**



SIREN 572 056 331

*RECETTE COCKTAIL SPRITZ : PROSECCO PERLINO ÉLABORÉ À PARTIR DE RAISINS DE LA RÉGION DE VENISE, AMER ITALIEN, EAU GAZEUSE, DEMI-TRANCHE D'ORANGE, GLAÇONS.
L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.



afrique

Ghana. Les LGBTQ en plein cauchemar

Sous couvert de promotion des “valeurs familiales”, un projet de loi propose de criminaliser les lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et queers du pays. Il est porté et promu par une organisation ultraconservatrice américaine.



—CNN (extraits) Atlanta

Cette maison située près d'Aflao Road, dans une banlieue d'Accra, était le seul endroit où Joe se sentait suffisamment en sécurité pour nous rencontrer. Des militants homosexuels ghanéens l'utilisent pour se réunir en secret et offrir un refuge aux personnes LGBTQ [lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et queers] dans le besoin.

Joe est assis sur le coin d'un canapé, dans une pièce sombre. Dans ses mains, il tient un petit sac. Il s'exprime sur un ton à la fois défiant et calme. “Je ne peux pas changer ma façon d'être, dit-il. Je ne peux pas changer qui je suis. C'est une chose naturelle, et c'est ce que je ressens au plus profond de moi. Mais nous sommes morts. Aujourd'hui nous sommes tous morts. À nouveau, nous ne pouvons plus sortir. Nous ne pouvons plus voir nos amis”, explique-t-il.

Les choses n'étaient pas censées se passer ainsi. Durant plusieurs années, les militants LGBTQ ghanéens ont eu le sentiment que leur situation

s'améliorait. Ils observaient une plus grande tolérance, particulièrement dans les grandes villes, et pensaient que leurs droits allaient continuer à progresser. Mais le Parlement ghanéen débat [depuis le 10 novembre] un projet de loi censé promouvoir les “valeurs familiales”. S'il est adopté, le Ghana aura l'une des législations anti-LGBTQ les plus strictes du continent africain.

Cette perspective a forcé la communauté LGBTQ du pays à se terrer dans l'ombre. Elle se demande comment la situation a pu dégénérer si vite, et les diplomates occidentaux disent avoir été pris par surprise.

Premier centre d'accueil. Ce projet de loi, qualifié par un militant de “rêve de tout homophobe”, est fortement soutenu par les communautés religieuses du pays. Il s'inspire également largement d'un mouvement ultraconservateur américain.

Le chemin qui a mené Joe au centre d'accueil a commencé dans sa ville natale, à plusieurs heures de route de la capitale. Il a souhaité être identifié uniquement

par son nom d'emprunt car il craint pour sa sécurité. Un soir, il y a plusieurs mois, il a été accosté dans la rue par un groupe d'hommes qui l'ont accusé d'avoir cherché à séduire un membre de leur famille. Ils l'ont emmené sur un chantier de construction abandonné pour l'interroger. Nous avons vu la vidéo qu'ils ont enregistré. “C'est vrai que tu lui as dit que tu l'aimais bien ?” lui aboient-ils en fante [l'une des langues parlées au Ghana].

“Oui”, répond Joe en tremblant. Plus loin, on le voit accroupi sur le sol et l'un de ses agresseurs lui donne plusieurs coups de genou à la tête. Les vidéos du calvaire de Joe ont été publiées sur les réseaux sociaux quelques mois plus tard. Son père l'a jeté dehors.

Selon les militants LGBTQ, ce qui est arrivé à Joe s'inscrit dans un schéma de violences que l'on observe au Ghana depuis plusieurs années. Des vidéos montrant des Ghanéens – pour la plupart des hommes perçus comme homosexuels – harcelés, passés à tabac et parfois dépouillés de leurs vêtements sont publiées les unes après les autres. Les lesbiennes et les

transgenres sont également pris pour cible, mais la majorité des agressions ne sont pas signalées.

Certaines personnes sont insultées et agressées publiquement, mais ces comportements sont plutôt isolés : des fêtes “LGBTQ-friendly” sont régulièrement organisées à Accra et annoncées sur les réseaux sociaux.

Dans un rapport publié en 2018, Human Rights Watch signalait que le Ghana avait un bilan contrasté concernant le traitement des personnes LGBTQ. Des lois interdisant la sodomie datant de 1960 y sont toujours en vigueur (comme dans une grande partie de l'Afrique) mais elles sont très rarement appliquées. Tout pourrait changer cette année.

Le premier centre d'accueil pour les personnes LGBTQ du pays a été inauguré en janvier dernier. Il avait été décoré de ballons multicolores et de parapluies aux couleurs de l'arc-en-ciel pour accueillir les invités. Des diplomates représentant plusieurs pays européens et l'Australie y avaient assisté, et les Ghanéens LGBTQ répétaient sans arrêt que les progrès réalisés par leur pays étaient incroyables.

La réaction a été immédiate. Des chefs traditionnels, des groupes religieux et des députés ont inondé les réseaux sociaux de messages, pris d'assaut les chaînes de télévision et utilisé leur pupitre pour condamner ce centre, attribuant son existence à l'influence de l'Occident et affirmant qu'il s'agissait d'une tentative pour “recruter” de jeunes Ghanéens.

Beaucoup de ces critiques émanaient d'une organisation peu structurée, la National Coalition

“Nous ne voulons pas que des choses qui vont à l'encontre de notre sensibilité soient prioritaires.”

Emmanuel Kwasi Bedzrah,
PARLEMENTAIRE

for Proper Human Sexual Rights and Family Values [“Coalition nationale pour des valeurs familiales et des droits sexuels convenables”].

“Nous savions qu'il y aurait une opposition, mais nous ne pensions pas qu'elle serait d'une telle ampleur”, déclare Alex

↳ Dessin de Glez paru dans
Journal du Jeudi,
Ouagadougou.

Kofi Donkor, directeur de LGBT+ Rights Ghana, l'association qui a ouvert le centre. Tout le pays semblait ne parler que de ça.” L'indignation publique a pris une telle ampleur que la police a effectué une descente et fermé le centre, moins d'un mois après son ouverture.

Les premières manœuvres en faveur d'une nouvelle loi anti-LGBTQ draconienne ont commencé peu de temps après, et le projet de loi a été présenté au Parlement au début du mois d'août. Nous avons obtenu une copie du Promotion of Proper Human Sexual Rights and Ghanaian Family Values Bill [projet de loi sur la promotion des droits sexuels humains appropriés et des valeurs familiales ghanéennes].

Si ce projet de loi est adopté, les Ghanéens LGBTQ pourront être soit condamnés à des peines de prison, soit contraints de suivre une “thérapie de conversion”, une pratique largement condamnée par la communauté médicale internationale. Les militants LGBTQ risqueront jusqu'à dix ans de prison, les manifestations publiques d'affection entre personnes du même sexe et le port de vêtements du sexe opposé seront passibles d'une amende ou d'une peine de prison, et certains traitements médicaux seront illégaux. La diffusion de contenus jugés pro-LGBTQ par des organes de presse ou des sites web sera également interdite. Les Ghanéens seront invités à dénoncer les personnes qu'ils soupçonnent d'appartenir à la communauté LGBTQ.

“Ces comportements vont à l'encontre de notre culture, de nos règles, de nos traditions, déclare Emmanuel Kwasi Bedzrah, l'un des parlementaires qui ont signé le projet de loi. Nous ne voulons pas que des choses qui vont à l'encontre de notre sensibilité soient prioritaires dans notre société, et cette loi aura un effet dissuasif sur tous ceux qui les encouragent.”

Devant l'imposant siège du Parlement du Ghana, sous des nuages noirs qui menacent de balayer la chaleur intense, il continue : “Au début de cette année, un groupe de personnes réunies sous la couverture d'une ONG a essayé d'embrigader les gens. Nous avons remarqué qu'[être membre de la communauté LGBTQ] se répand

comme une traînée de poudre dans le pays.” “Nous les aimons, nous leur demandons de ne pas le faire”, insiste-t-il.

Après quelques minutes en voiture, nous rencontrons un militant gay sur la place de l'Indépendance, où se dresse un arc portant l'inscription “Liberté et justice”. Contrairement aux parlementaires avec qui nous nous sommes entretenus, Danny Bediako a peur d'utiliser son vrai nom, et même de nous parler dans un lieu public. Président de l'ONG Rightify Ghana, il réfute tous les arguments selon lesquels l'homosexualité serait une importation occidentale et ceux qui assurent que les militants LGBTQ chercheraient à recruter et à convertir les Ghanéens hétérosexuels. “[Les Occidentaux] sont accusés d'avoir apporté l'homosexualité en Afrique et sont aussi ceux qui incitent [les Ghanéens] à nous haïr, dit-il. Il y a toujours eu des homosexuels au Ghana.”

La coalition anti-LGBTQ fondée sur les “valeurs familiales” existe depuis longtemps au Ghana, précise Danny, mais elle n'était pas organisée et n'avait pas de stratégie précise. Selon lui, tout a changé lorsqu'une association américaine défendant ces fameuses “valeurs familiales” a organisé un rassemblement à Accra à la fin de 2019, juste avant la pandémie de Covid-19. Human Rights Campaign (une organisation de défense des droits des LGBTQ) qualifie l'association à l'origine de l'événement, le World Congress of Families (WCF, Congrès mondial des familles), de “l'une des organisations américaines les plus impliquées dans l'exportation de la haine”.

Le rassemblement avait été planifié en grande partie en réponse à une proposition du gouvernement de lancer un programme d'éducation complète à la sexualité afin d'enseigner aux jeunes ses aspects émotionnels, physiques et sociaux. Depuis,

ce projet a été mis au placard. Les enregistrements du meeting montrent que les discours portaient pour la plupart sur les “dangers” du “lobby” LGBTQ, qualifié de grande conspiration de gauche visant à détruire les “valeurs familiales”.

L'une des interventions les plus attendues était celle du président du WCF en personne, l'Américain Brian Brown, ultraconservateur. Brown s'est fait un nom en poussant les Californiens à dire non au mariage homosexuel. Il dirige la National Organisation for Marriage (NOM, Organisation nationale pour le mariage) et collecte des fonds sur Internet pour les candidats de l'aile droite du Parti républicain.

Les débuts du WCF sont curieux : l'association a été fondée à la fin des années 1990, après la dissolution de l'Union soviétique, pour réunir les conservateurs catholiques américains et les Russes de droite autour des mêmes idées.

Extrémismes religieux. Selon Neil Datta, secrétaire du Forum parlementaire européen pour les droits sexuels et reproductifs, l'organisation a montré lors des rassemblements qui se sont tenus ces dernières années en Hongrie, en Croatie, en Géorgie et en Italie qu'elle glissait de plus en plus vers l'organisation d'actions anti-LGBTQ et la pression sur les orientations politiques. Datta a publié [en 2018] un rapport sur les groupes anti-LGBTQ en Europe [intitulé “Restaurer l'ordre naturel. Un agenda pour l'Europe” et publié en 2018] comprenant des informations sur le financement du WCF.

“Les meetings du Congrès mondial de la famille agissent comme des incubateurs de mauvaises idées, explique-t-il. Différents extrémistes religieux venus de différentes parties du monde se rencontrent et échangent des idées, puis les gens reprennent ces idées et les propagent dans leur pays.”

Selon lui, plusieurs lois et pétitions en Europe de l'Est ont trouvé leur origine dans les réunions de cette organisation. “Après le rassemblement du WCF en 2019 à Accra, il fallait s'attendre au projet de loi présenté aujourd'hui”, poursuit-il. Le “Projet de loi sur la promotion des droits sexuels humains appropriés et des valeurs familiales ghanéennes” n'est qu'une répétition de plus des initiatives homophobes émanant de ces réunions.” Lors du congrès d'Accra, des délégués ont proposé que des équipes de juristes

“Les gens ont peur. Ils ne se sentent en sécurité nulle part, même dans les espaces publics.”

Danny Bediako,
MILITANT LGBTQ

soient formées pour saisir les tribunaux et contester la constitutionnalité des lois protégeant les droits des personnes LGBTQ. Ils souhaitaient que ces actions soient menées dans un délai de six mois à un an.

Brian Brown assure que son organisation n'est qu'une source d'inspiration et ne donne aucune directive. “Dans tous ces endroits, les gens disent qu'ils en ont assez que les pays occidentaux viennent leur dire qu'il faut redéfinir la famille”, déclare-t-il depuis son bureau de Washington. Il affirme que le WCF n'a joué aucun rôle dans la rédaction du projet de loi ghanéen.

Pourtant, cette inspiration est évidente lorsque les Ghanéens qui défendent ce projet utilisent des arguments étonnamment similaires à ceux de l'organisation de Brown. Notamment celui de la famille “naturelle” comme moyen de transmettre les valeurs chrétiennes conservatrices aux nouvelles générations, qui est presque une obsession chez eux.

“Ceux qui défendent les gays et les lesbiennes oublient qu'ils ne vont

pas avoir d'enfants, nous explique l'archevêque Philip Naameh, président de la Conférence des évêques catholiques du Ghana. Qu'on ne s'étonne pas ensuite si les musulmans deviennent rapidement majoritaires dans notre pays et le déclarent État islamique.” Il se réjouit ainsi d'avoir le soutien du WCF.

Certains militants pour les droits des LGBTQ pensent cependant qu'une répression était inévitable avec ou sans coup de pouce des conservateurs américains, parce que le mécontentement ne cessait de croître dans la communauté religieuse ghanéenne.

Lors d'un grand rassemblement de prière organisé sur Internet en mars dernier sous le titre “L'homosexualité : un péché détestable aux yeux de Dieu”, des pasteurs de l'Église pentecôtiste, qui compte des millions de membres, ont déclaré que faire adopter la loi sur les valeurs familiales était une question de “sécurité nationale”. Ils n'ont pas cessé de pousser les membres du Parlement à aller dans leur sens.

Le projet de loi pourrait être édulcoré au fil des débats. Il devra également être signé par le président Nana Akufo-Addo, qui risque d'être sévèrement sanctionné par les bailleurs de fonds occidentaux s'il est adopté. Il met en effet les nations occidentales dans une position difficile. Déjà fortement critiqués pour avoir soutenu l'ouverture du centre LGBTQ, les diplomates européens et austro-allemands n'ont pas souhaité s'exprimer sur le sujet. Il n'y avait pas de représentant des États-Unis à l'inauguration, mais l'une des premières mesures prises par le gouvernement Biden a été de demander à ses instances de lutter contre les lois anti-LGBTQ partout dans le monde. Selon un porte-parole du département d'État, le nombre croissant de discours et d'actions contre la communauté LGBTQ au Ghana est une source d'inquiétude pour le gouvernement américain.

Mais pour beaucoup de militants, le mal est déjà fait. À la fin du mois de mai dernier, plus de 20 participants à une formation juridique sur les droits des LGBTQ organisée par [les associations] One Love Sisters Ghana et Key Watch Ghana ont été arrêtés pour “rassemblement illégal” dans la région de la Volta, dans le sud-est du pays.

“Les gens ont peur, déclare Danny Bediako. Ils ne se sentent en sécurité nulle part, même dans les espaces publics, et ils ont peur d'organiser des réunions pour leurs associations. Certains ont complètement arrêté de les soutenir.” Il essaie aujourd'hui de mettre en place des groupes d'entraide sur Internet.

Les militants LGBTQ, poursuit-il, ont soumis des propositions au Parlement pour atténuer les conséquences du projet de loi et essaient de rencontrer les députés pour les convaincre de modifier ses dispositions. Mais vu le climat actuel, ils craignent que peu de responsables politiques soient assez courageux pour s'engager à leurs côtés, même si des vies sont en jeu.

—David McKenzie et Nimi Princewill

Publié le 8 octobre

SOURCE



CNN

Atlanta, États-Unis
edition.cnn.com

Fondée en 1980 par le magnat de la presse Ted Turner, Cable News Network (CNN) est la première chaîne d'information continue. Elle est passée dans le giron de Time Warner en 1996. CNN.com a été mis en ligne en 1995. Depuis 2008, le direct de CNN y est diffusé gratuitement. Le site produit également des contenus écrits et dispose de sa propre agence de presse depuis 2010.

SIX PIEDS SUR TERRE D'autres voix pour un monde durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ **iD4D** **Courrier international** À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE



france

Géopolitique.

Les grandes idées sont françaises

L'Hexagone se distingue en Europe par sa propension à formuler de grandes orientations, une caractéristique qui fait partie du subtil équilibre franco-allemand dans l'Union, analyse cette chroniqueuse néerlandaise.

— De Standaard Bruxelles

À présent qu'un gouvernement allemand semble dans les tuyaux et qu'Angela Merkel va pouvoir s'en aller faire du jardinage, penchons-nous donc sur le cas de la France. Ces derniers mois, nous avons cent mille fois pris congé de la chancelière, de son époque et presque même de son parti, qui, sans elle, vacille. Nous avons retourné l'âme allemande dans tous les sens et examiné le rôle de l'Allemagne en Europe sous toutes les coutures : les traumatismes historiques ; la nécessité qu'elle ressent de préserver l'unité du continent ; la stratégie du *leading from behind*, cette

manière de diriger les opérations depuis l'arrière, de peur de devenir de nouveau trop dominante ; la préférence pour une Allemagne européenne plutôt qu'une Europe allemande.

De son côté, la France est appelée aux urnes l'an prochain et les regards se tournent vers Emmanuel Macron, qui guigne un second mandat. Le "petit Napoléon" l'obtiendra-t-il ? Ou bien n'a-t-il en réalité rien d'un Napoléon ? Et quel est le rôle de la France en Europe, au juste ? En quoi diffère-t-il de celui de l'Allemagne ?

On pourrait dire que l'Allemagne aspire toujours à devenir un peu plus européenne, tandis que la France s'efforce de rendre

l'Europe un peu plus française. Pour mémoire, Paris a proposé que, sous la présidence française de l'Union européenne, au premier semestre 2022, toutes les réunions bruxelloises soient conduites dans la langue de Molière. Tout le monde a levé les yeux au ciel – encore ces Français, avec leur sempiternelle lutte contre la domination de l'anglais ! Les Allemands, eux, ne feraient jamais rien de pareil. Et s'il leur prenait de vouloir promouvoir la langue allemande, ce serait discrètement, pour ne pas prêter le flanc aux railleries et ne pas être soupçonnés de vouloir rendre l'Europe plus allemande.

Souvent, la France et l'Allemagne se complètent : les Français se font parfois plus grands qu'ils ne le sont réellement, les Allemands plus petits. Comme l'intégration européenne est centrée sur elles – l'objectif premier étant de les empêcher de se voler dans les plumes manumilitari –, elles sont parvenues, semble-t-il, avec des hauts et des bas, à un équilibre. Elles se contrebalancent. Espérons que cela perdure et qu'aucun des candidats qui profitent de la campagne électorale pour accuser l'Europe et l'Allemagne de tous les maux de la France n'arrive l'an prochain au pouvoir.

On sait pourquoi les Allemands aiment autant ne pas diriger l'Europe (en tout cas, pas de manière visible). Mais pourquoi les Français tiennent-ils tant à façonner le monde ? Pourquoi sont-ils si

friands de *grandes idées**, pourquoi veulent-ils absolument penser ce qui vient ? Le président Macron

n'est pas le premier Français à parler d'"*autonomie stratégique*". Si l'on y réfléchit, on s'aperçoit que presque tous les grands pas en avant de l'intégration européenne sont l'œuvre de Français. La Communauté européenne du charbon et de l'acier ? Une idée de Jean Monnet et Robert Schuman. Le marché unique ? Jacques Delors. L'euro ? François Mitterrand.

En mission. Comment cela se fait-il ? Zbigniew Brzezinski, qui fut conseiller américain à la sécurité [du président Jimmy Carter, entre 1977 et 1981], a dit un jour qu'avec la construction européenne "*la France cherche[ait] la réincarnation et l'Allemagne, la rédemption*". L'UE donne en effet à Paris une chance de renouer avec sa grandeur passée.

Quant à Emmanuel Macron, quantité de livres ont déjà été publiés à son sujet. L'un des meilleurs a été écrit par Joseph de Weck, un Suisse qui vit à Paris. Dans *Emmanuel Macron. Der revolutionäre Präsident* (juin 2021) ["Emmanuel Macron. Le président révolutionnaire", non traduit], cet observateur considère le président français en chausant des lunettes européennes. Depuis le Brexit, la France est le seul pays de l'UE à disposer de l'arme nucléaire et d'un siège au Conseil de sécurité des Nations unies. C'est la seule à pouvoir défendre l'UE. Et c'est en partie sur cet avantage qu'elle assied son attitude et ses ambitions sur la scène européenne et internationale.

Mais ce n'est pas tout, estime de Weck : la République est née du combat contre la royauté et l'aristocratie, mais aussi contre les forces réactionnaires (celles de la Russie et de l'Empire habsbourgeois) qui exerçaient leur emprise sur le reste de l'Europe. C'est pourquoi les valeurs de la Révolution française valent non seulement pour la France, mais aussi pour le reste de l'Europe et peut-être même du monde. Pour les Français en tout cas, elles ont une dimension universelle. Et cela explique en partie pourquoi les dirigeants politiques français veulent en tout temps et en tout lieu montrer de quoi ils sont capables. Ils se sentent investis de la mission de diffuser cet universalisme, sur lequel

↳ Dessin de Cristina Sampaio, Portugal.

continue de reposer la légitimité de leur pays.

Si les Allemands sont souvent pragmatiques et ne passent généralement à l'action sur la scène européenne que lorsqu'il le faut vraiment, les Français, eux, voient les problèmes et les changements arriver de loin. Ils mettent des mots dessus et réfléchissent à des solutions. Ainsi le premier à avoir parlé de "*l'Europe qui protège*", l'Europe qui défend ses citoyens contre le méchant monde extérieur, ce fut Macron. Ces temps-ci, il propose un "consensus de Paris" pour succéder au consensus de Washington – ce système fait de libre marché, de mondialisation et d'hégémonie américaine –, qui domina le monde des décennies durant. Le consensus de Paris laisse davantage l'initiative à l'Europe ; c'est l'Europe qui mène le combat contre le changement climatique, les inégalités sociales et la mainmise des multinationales.

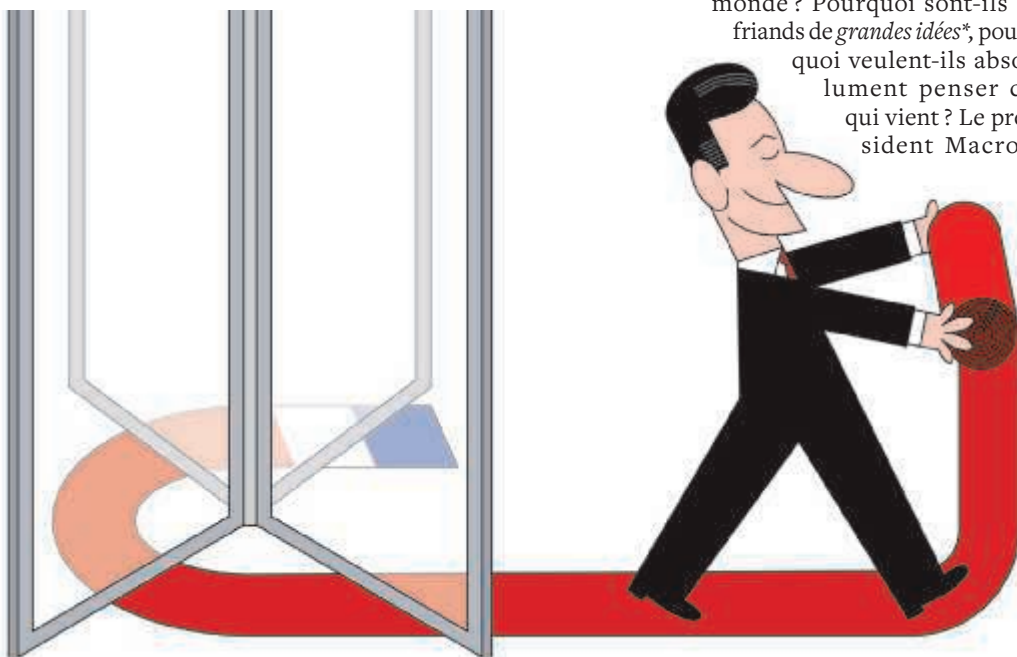
Les Français se font parfois plus grands qu'ils ne le sont, les Allemands plus petits.

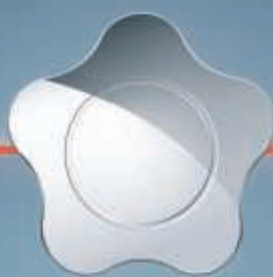
Souvent, l'Allemagne et d'autres pays de l'UE détournent le regard, gênés, quand Paris lance une "grande idée" – voilà que les Français montent encore sur leurs grands chevaux ! D'un autre côté, si la France ne le fait pas, personne ne le fait. Sous François Hollande, pendant la crise de l'euro, la crise des migrants et le Brexit, pas une seule grande idée n'est venue de l'Hexagone. Tout le monde s'est empressé de dire que l'Europe stagnait et s'asséchait, et ce parce que Paris était aux abonnés absents et qu'on était à court d'idées.

Ainsi la France et l'Allemagne maintiennent-elles constamment un équilibre ; elles ont besoin l'une de l'autre. Nous aussi, d'ailleurs, nous avons besoin d'elles. Et il n'est pas de meilleur moment pour s'en rendre compte que cette période où toutes deux, l'une après l'autre, sont appelées aux urnes.

— Caroline de Gruyter
Publié le 22 octobre

* En français dans le texte.





verisure

CE QUE VOUS AIMEZ, NOUS LE PROTÉGEONS

De jour comme de nuit,

**Verisure protège votre maison et
votre famille. Nos experts sont
mobilisés 24h/24 et interviennent
en moins de 60 secondes⁽¹⁾,
quelle que soit l'urgence.**

**Comme ça, vous vous
concentrez sur ce qui compte !**

mon alarme sur **Verisure.fr**



europe

Royaume-Uni. Un Cap Canaveral britannique dans les Shetland

Londres entend faire son entrée dans "la course à l'espace" du XXI^e siècle en envoyant depuis son sol des satellites en orbite. Sur la petite île d'Unst, on se réjouit d'accueillir la base de lancement.

IKON IMAGES

—Daily Mirror Londres

Sur le petit lopin de terre écossais perdu dans l'océan qui rêve de devenir le nouveau Cap Canaveral, la célèbre base américaine de lancement spatial, des petits malins ont déjà trouvé un slogan : "Un petit pas pour l'homme, mais un bond de géant pour l'humakilté."

L'île d'Unst, territoire habité le plus septentrional du Royaume-Uni, est plus proche de la Norvège

que d'Aberdeen, et plus au nord que Moscou. Avec moins de 650 âmes, l'île compte plus de moutons que d'habitants. Un pub, un hôtel, une école, trois magasins, une seule ligne de bus et pas de commissariat, ni d'hôpital. La gare la plus proche ? Celle de Bergen, en Norvège.

Avec une température moyenne de 13 °C, des rafales quasi constantes et des journées qui ne durent pas plus de cinq heures en hiver, la vie est loin d'être facile à Unst. Pourtant, l'île pourrait bientôt devenir le point de départ de la toute première expédition spatiale britannique lancée depuis son propre sol, l'une des priorités

fixées par Londres, en mars dernier, dans le sillage du Brexit.

Le constructeur de fusées Skyrora, basé à Édimbourg, a annoncé mi-octobre

la signature d'un accord pour le lancement de satellites depuis l'ancienne station radar locale de Saxa Vord. L'objectif est d'envoyer dans l'espace la fusée "XL" de Skyrora – un beau bébé de 23 mètres de long pour 56 tonnes – dès 2022, et d'effectuer jusqu'à 16 lancements par an d'ici

à 2030 [un autre site, dans les Cornouailles, devrait aussi mettre en orbite des satellites, mais au moyen de fusées lancées depuis un avion]. Détail crucial : la base de lancement devrait permettre la création de 140 emplois sur l'île. Alors, évidemment, à Unst, c'est le sujet du moment.

Durant son heure de gloire, en 1871, en plein âge d'or du hareng, Unst accueillait 2 269 habitants. Mais l'avenir s'est assombri avec la fermeture, en 2005, de la station radar d'alerte précoce de la Royal Air Force [le radar est de nouveau opérationnel depuis 2019, mais sans personnel sur place]. Des centaines de personnes se sont alors retrouvées au chômage et ont dû quitter l'île, ce qui a entraîné de sévères répercussions sur l'économie locale.

Victoria Mouat, elle, a quitté le Devon, dans le sud-ouest de l'Angleterre, il y a vingt ans, pour

s'installer à Unst. Elle a ouvert un salon de thé, le Victoria's Vintage Tea Rooms, à Baltasound, la "capitale" de l'île, située à 3 kilomètres de Saxa Vord. Elle espère que le centre spatial redonnera un coup de fouet aux affaires. Elle se souvient : "Quand je suis arrivée ici, la vie battait son plein grâce à la Royal Air Force. Il y avait plein de festivités et de régates. On avait même notre propre fête de la bière. Mais quand la base a fermé, les gens sont partis par centaines, surtout les familles avec de jeunes enfants."

"En été, c'est le plus bel endroit au monde, s'enthousiasme la jeune femme, qui a elle-même quatre enfants. La criminalité est quasi inexistante et presque personne ne ferme sa porte à clé. D'ailleurs, je ne sais même pas où est la clé de ma maison." Mais en hiver, l'ambiance change du tout au tout. Après octobre, les touristes se comptent sur les doigts de la main. Le temps se gâte, et il ne fait jour qu'entre 9 heures et 14 heures. "J'espère que ça ne va pas décourager les gens de venir travailler ici", avoue Victoria.

Contrairement à Cap Canaveral, Unst, petit caillou de 27 kilomètres par cinq, ne peut se targuer de son climat tropical. Mais les deux endroits ont quelques points communs : l'isolement, et un accès "direct" à l'espace. Les fusées doivent en effet décoller à bonne distance des zones urbanisées, et elles ne doivent pas survoler de villes et de villages, ni des plateformes pétrolières. Depuis Unst, les engins spatiaux peuvent filer tout droit vers le nord et survoler le cercle polaire arctique, avant de quitter l'atmosphère. Grâce à sa latitude

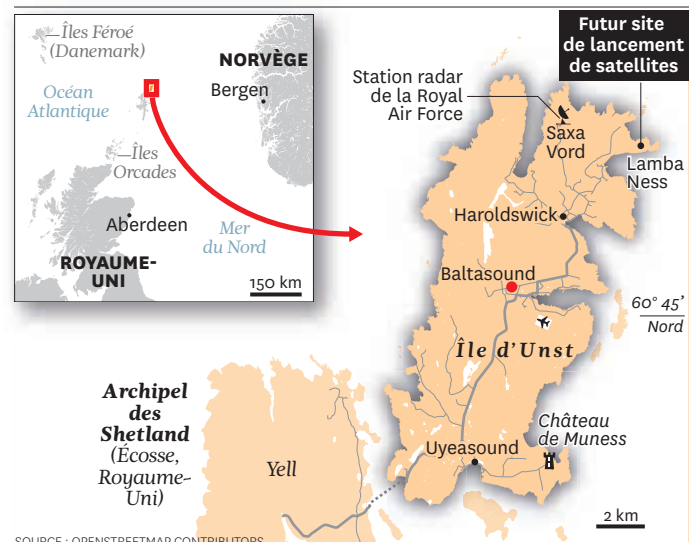
septentrionale, Unst est aussi le point terrestre le plus survolé par les satellites, ce qui fait de l'île l'endroit idéal pour télécharger des données venant de l'espace.

Au Balta Light, le seul et unique pub de l'île, la gérante, Yvonne Thomson, compte sur la base spatiale pour raviver l'économie locale. "Ça va attirer les touristes, qui chercheront un endroit où boire un coup, espère-t-elle. Tout ce qui est susceptible de faire venir plus de monde est le bienvenu. Dans quelque temps, les nouveaux employés de la base débarqueront avec leurs enfants et sauveront l'école."

Au premier abord, difficile de croire que des fusées décolleront de Saxa Vord dans quelques mois. Certes, des drapeaux américains et écossais flamboyants flottent aux côtés de panneaux en plastique flambant neufs annonçant que le site est "en construction". Mais à quelques mètres de là, des moutons flânent dans les vestiges de la base de la Royal Air Force, sous la bruine et les mugissements du vent. Le chantier est néanmoins dans les temps pour un premier lancement en 2022, insiste Frank Strang, le directeur du centre spatial. Cet ancien pilote de la Royal Air Force se dit "convaincu à 100 % que le premier lancement d'un engin en orbite depuis le sol britannique aura lieu là, l'année prochaine".

Strang le reconnaît : a priori, Unst n'a pas l'étoffe d'un favori dans la nouvelle course à l'espace. Mais l'entrepreneur veut développer un éco-complexe hôtelier pour accueillir les touristes et les scientifiques. "Lorsque j'ai présenté le projet au conseil municipal, ils ont cru que c'était un poisson d'avril, se souvient-il. Les gens de

↳ Dessin de Robin Heighway-Bury, Royaume-Uni.



↳ Dessin de Falco, Cuba.

ma génération ont en tête la course à l'espace d'autrefois, mais aujourd'hui, la situation est différente. Des satellites pas plus gros qu'une théière coûtent la bagatelle de 30 000 livres [plus de 35 000 euros], et nous utilisons chacun 20 satellites par jour en moyenne pour nos activités quotidiennes, dans les distributeurs automatiques, les téléphones portables ou les GPS, par exemple." Le Royaume-Uni a tout pour devenir un acteur de premier plan de cette nouvelle course à l'espace, et Unst est idéalement située, se réjouit-il.

Contre toute attente, le climat de l'île serait aussi propice au lancement des engins que le soleil de Cap Canaveral. "Il faut une fenêtre de trois heures où le vent souffle à moins de 30 nœuds [environ 55 km/h]", explique Frank

“Les employés de la base vont arriver avec leurs enfants et ils sauveront l'école.”

Yvonne Thomson,
GÉRANTE DU PUB BALTA LIGHT

Strang. Or, d'après les données du Met Office [service britannique de météorologie], sur les dix dernières années, ces conditions étaient réunies 95 % du temps au printemps et à l'automne.

La première fusée partira de la péninsule de Lamba Ness, un site d'observation ornithologique situé à 1,6 kilomètre du hameau de Haroldswick. On y accède par une route à une voie, sur laquelle les moutons et les poneys Shetland se promènent en toute liberté. La construction d'une nouvelle route est néanmoins prévue, pour permettre le passage des grues et des camions transportant les fusées. Et parce que nous sommes en 2021, Saxa Vord aspire à devenir la base de lancement spatial la plus écologique du monde. Skyrora prévoit d'alimenter ses fusées à l'Ecosene, un carburant produit à partir de déchets plastiques.

Tandis que nous quittons Unst à bord d'un ferry, la première tempête de la saison déferle sur l'île. Des vents de près de 100 km/h balayent les collines et la pluie s'abat à l'horizontale. Je suis perplexe : 2022 sera-t-elle vraiment l'année qui permettra à cette petite île isolée de décoller ? Affaire à suivre...

—Martin Fricker
Publié le 15 octobre

ITALIE

Dans les écoles des antivax

Dans la région à majorité germanophone du Tyrol du Sud, qui compte l'un des taux de vaccination les plus bas du pays, des parents antivaccins envoient leurs enfants dans des écoles clandestines. Reportage dans deux villages.

—Corriere della Sera Milan

Une vieille ferme et une ancienne menuiserie d'une vallée reculée du Tyrol du Sud. Ce sont les *Katakombenschulen* du xx^e siècle [les écoles "des catacombes" clandestines qui enseignaient l'allemand aux enfants du Tyrol du Sud sous l'ère fasciste]. C'est en ces lieux que des dizaines de familles antivax et antimasques envoient désormais leurs enfants pour apprendre à lire, écrire et compter. "Ce qui se passe dedans, on ne le sait pas", reconnaît le maire de Gais, Christian Gartner. Dans cette petite ville de 3 200 habitants, située à l'entrée de la vallée d'Aurina, se trouve l'un des bastions du mouvement antivax et de Popolo Unico ["Peuple unique"], le mouvement souverainiste qui rejette l'autorité de l'État italien. Car quand les règles viennent de Rome, ici, la défiance est toujours de mise. C'est d'ailleurs dans ce coin qu'au printemps dernier sont parties des marches antimasques.

Esprits échauffés. "Depuis le début de l'année, six familles ont retiré leurs enfants de l'établissement", explique-t-on à l'école primaire du village. "Et, dans les villages voisins, c'est la même chose, ils viennent tous ici", ajoute la secrétaire. L'école clandestine en question se trouve dans une ferme blanche au toit de bois, à l'orée du village. Une ferme tout à fait banale, environnée de bois et de prairies verdoyantes. Elle est fréquentée par les enfants de Gais, mais quelques-uns viennent aussi de la ville voisine de Brunico.

Combien? Nul ne sait. "La commune ne soutient cette initiative en aucune manière", tient à clarifier le maire, précisant qu'il ne veut rien avoir à faire avec ceux qui la gèrent. "Officiellement, il n'y a pas d'école, mais on a tout de même informé l'inspection académique", ajoute-t-il. "C'est une situation délicate, les esprits s'échauffent au village", fait remarquer l'adjointe à la vie familiale de Gais, Stephanie Auer, elle-même enseignante en primaire.



En remontant la vallée, on arrive à Campo Tures, 5 400 habitants. Là-bas, l'école qui ne dit pas son nom se trouve en plein cœur du village. C'est une association appelée Herzstrahl ("la lumière du cœur") qui la gère : un collectif de parents qui ont préféré garder leurs enfants à la maison pour leur éviter d'avoir à porter le masque et de faire les tests.

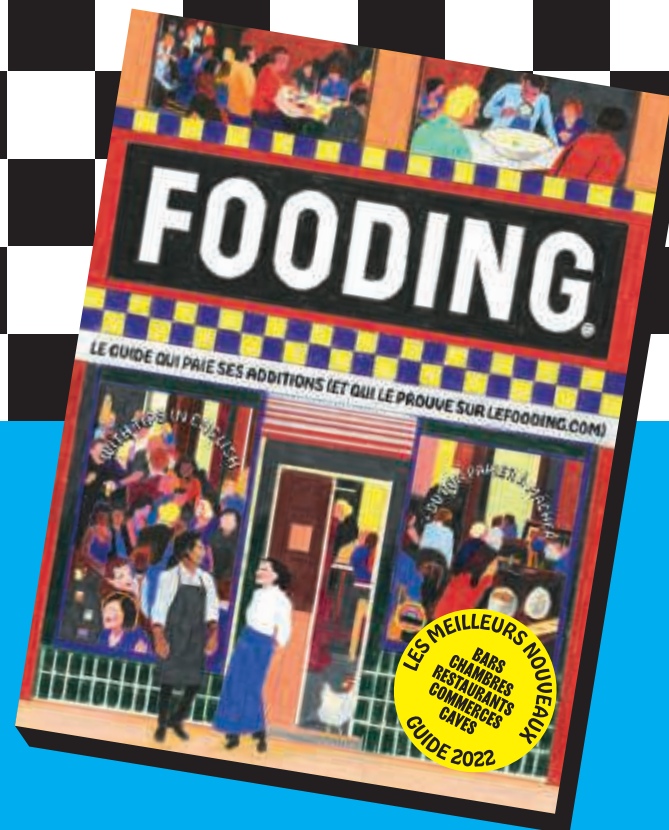
"On ne sait pas ce qui se passe dans cette école parce que, officiellement, il n'y a pas

d'école. Pourtant, elle est bien là", observe l'adjointe à la jeunesse et à la famille, Judith Caneppele, qui précise, elle aussi, que "la commune n'a rien à voir avec cette initiative". Là non plus, on ne sait pas combien d'élèves la fréquentent. "Depuis le début de l'année, onze enfants ont été retirés de notre établissement et les parents se sont engagés à faire l'école à la maison", relève le directeur de l'école du village, Christian Dapunt.

L'académie cherche un moyen d'intervenir, mais la marge de manœuvre est plus que limitée. Officiellement, l'enseignement a lieu dans un cadre privé et les contrôles y sont dès lors impossibles. Pour endiguer le phénomène (cette année, ce sont près de 600 familles qui ont choisi de faire l'école à la maison dans le Tyrol du Sud), le Conseil provincial vient d'approuver une loi qui fixe un cadre strict. Les examens seront passés dans l'établissement auquel les familles sont rattachées et pas ailleurs. Reste le noyau dur des parents – essentiellement composé de militants souverainistes – qui refusent même le passage des examens.

—Marco Angelucci
Publié le 14 octobre

LE NOUVEAU GUIDE FOODING 2022
EN VENTE DÈS LE 18 NOVEMBRE

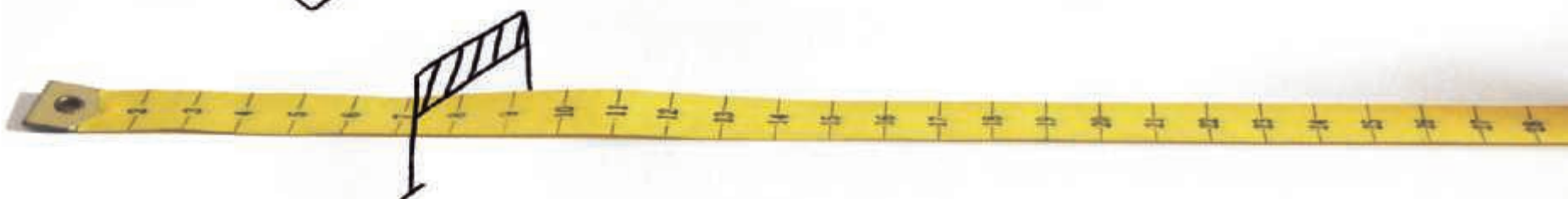


EN KIOSQUE, DANS TOUTES LES BONNES LIBRAIRIES
ET SUR LEFOODING.COM!

à la une

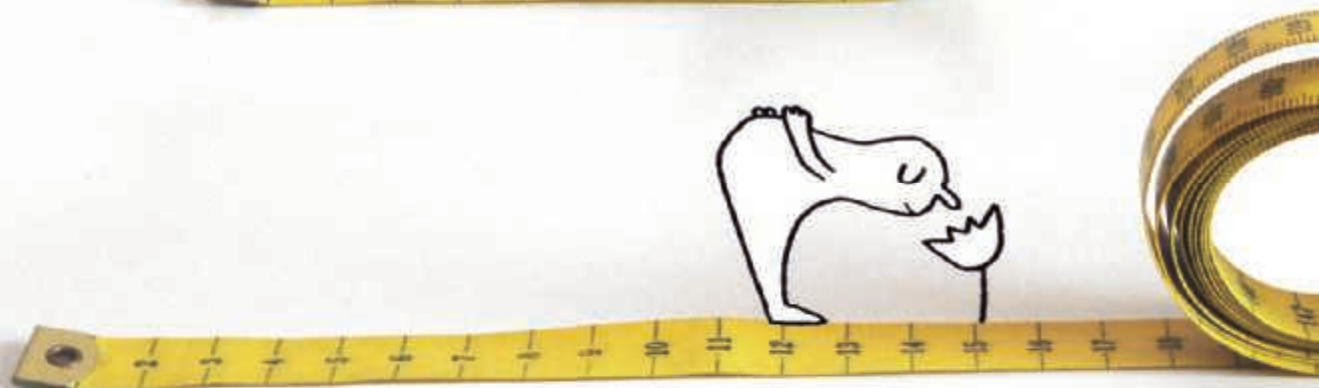
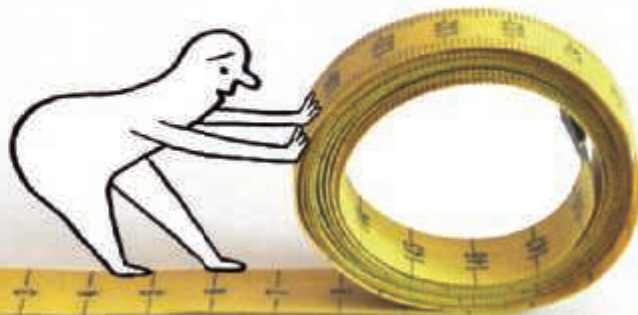
REMETTRE LE TRAVAIL

À SA PLACE



Le travail tel qu'on le connaît survivra-t-il à la pandémie ? Aux États-Unis, la pénurie de main-d'œuvre change le rapport de forces au sein des entreprises. De l'Espagne à l'Irlande, l'Europe expérimente la semaine de quatre jours. Et, partout, le télétravail s'installe.

Dans le *New York Times*, Jonathan Malesic défend l'idée qu'il faut redonner au travail sa juste place dans nos vies, le considérer comme "un simple moyen permettant à l'individu de consacrer son temps à cultiver ses talents, ou à prendre du bon temps avec ceux qu'il aime".



La semaine de quatre jours, c'est bon pour la planète

Baisser le temps de travail permet de réduire les déplacements, la production et la consommation. Et donc les émissions polluantes, plaide ce quotidien économique.



—Financial Times Londres

Le problème, quand on demande aux gens de changer leurs comportements pour ralentir le changement climatique, c'est qu'on leur propose quelque chose d'assez horrible. En gros, on leur demande de cesser de prendre l'avion, de renoncer à leur voiture, de ne plus faire de shopping, de ne plus boire de café, de ne plus partir en vacances, etc., pour qu'en retour la planète soit peut-être un peu moins inhabitable dans cent ans. Pas étonnant que cela ne suscite pas l'enthousiasme.

Personne n'a envie de porter le cilice.

Alors dès que la vie des électeurs est un tant soit peu perturbée – comme c'est le cas aujourd'hui avec la hausse des prix de l'énergie –, les gouvernants abandonnent la cause climatique et se démènent pour que nous puissions continuer à réchauffer la planète.

Les dirigeants politiques s'en tiennent à leur traditionnelle promesse : accroître le PIB pour que l'on puisse acheter davantage de trucs. Mais ce n'est plus possible. Fabriquer et acheter contribue au réchauffement de la planète. Les gouvernants doivent nous offrir plus de temps et non pas plus de choses. Plus précisément, dans les pays développés où les populations ne sont pas dans le besoin, il faudrait réduire le temps de travail pour sauver la planète. Une semaine de quatre jours serait un bon début.

Cette promesse pourrait rencontrer un certain succès grâce à deux tristes faits. Premièrement, la plupart des gens n'aiment pas leur travail. Selon une étude mondiale réalisée par Gallup, seule une personne à temps plein sur cinq se sent impliquée dans son travail. De nombreux travailleurs disent également manquer de temps, en partie à cause de l'augmentation

des tâches liées à la garde des enfants. Pour se sentir épanouis, les gens ont besoin de travailler, mais pas tant que ça : 8 heures par semaine seraient la "bonne dose" pour notre bien-être, ont calculé des chercheurs des universités de Cambridge et de Salford en 2019 qui ont étudié plus de 70 000 travailleurs britanniques.

La deuxième triste réalité, c'est que lorsque les sociétés s'enrichissent elles ne deviennent pas nécessairement plus heureuses. Les sociétés égalitaires ont tendance à le devenir, mais pas les sociétés inégalitaires. En d'autres termes, tout ce que nous produisons en plus sert souvent principalement à salir la planète. Imaginez le discours de votre chef lors de votre pot de départ à la retraite, qui énumérerait vos réalisations professionnelles et conclurait par "Votre empreinte carbone totale est donc de...". Imaginez qu'on inscrive ce chiffre sur votre pierre tombale.

Pour arrêter le changement climatique, nous devons devenir plus pauvres, et le moyen d'y parvenir est de travailler moins.

Chaque heure de travail supplémentaire produit davantage de CO₂ – à cause de nos déplacements et, surtout, à cause de ce que nous créons et consommons. Notre consommation représente plus de 60 % des émissions de gaz à effet de serre, ont estimé en 2016 des chercheurs de l'Université norvégienne des sciences et des technologies. Quand nous nous enrichissons, nous émettons généralement plus de CO₂. Au cours d'une année faste comme 2018, par exemple, les émissions des États-Unis ont grimpé de 2,7 %.

Nous avons presque tous l'impression de manquer d'argent, et pourtant comparé à ceux qui nous ont précédés nous avons bien plus qu'ils n'auraient jamais rêvé, du moins dans les pays développés. Ce ne sera jamais assez. Mais c'est déjà trop pour la planète.

Pour arrêter le changement climatique, nous devons donc devenir plus pauvres, et le moyen le plus sûr d'y parvenir est de travailler moins. Cela s'inscrirait dans la continuité d'une longue tendance à l'amélioration de la qualité de vie

Irlande

UN PROGRAMME PILOTE DE SIX MOIS

L'Irlande lance une expérimentation de la semaine de quatre jours en février 2022.

Ce programme pilote de six mois, porté par la campagne Four Day Week Ireland, regroupant des syndicats, des associations et des universitaires, encourage les entreprises à participer, rapportait à son lancement en juin

The Irish Times.

Elles seront accompagnées et contribueront à la recherche universitaire financée par les ministères de l'Emploi et de l'Environnement, à hauteur de 150 000 euros.

Kevin Callinan, secrétaire général du syndicat irlandais Fórsa, qui participe au projet, résume le modèle retenu :

"100 % de productivité, 80 % de temps,

100 % de rémunération."

Four Day Week revendique cet automne l'adhésion de 17 entreprises irlandaises.

L'expérience s'inscrit dans une campagne internationale, intitulée Four Day Week Global, qui compte les États-Unis, le Royaume-Uni et la Nouvelle-Zélande.

par la réduction du temps de travail. En 1870, un travailleur des pays industrialisés effectuait en moyenne plus de 3 000 heures par an, soit 60 à 70 heures par semaine pendant cinquante semaines, selon les spécialistes de l'histoire économique Michael Huberman et Chris Minns. En 2019, ce total n'était plus que de 1 383 heures en Allemagne et 1 777 heures aux États-Unis, avant de s'effondrer pendant les confinements.

En 1956, Richard Nixon [alors vice-président des États-Unis] prédisait une semaine de travail de quatre jours dans un "avenir pas trop lointain". Cet avenir est peut-être enfin là. La semaine de quatre jours est expérimentée dans plusieurs pays, elle est à l'étude même au Japon et est très courante en Islande.

L'exemple néerlandais. En réalité, supprimer une journée de travail ne suffirait pas à réduire les émissions de gaz à effet de serre, car les travailleurs sont tellement productifs quand ils sont plus reposés que leur production reste dangereusement élevée. Après avoir donné aux gens plus de temps libre, nous allons donc avoir besoin de l'État nounou – oui – pour les pousser à l'employer à des activités peu polluantes comme la marche, le sport ou la cuisine. Afin de dissuader les gens de profiter de leurs longs week-ends pour partir en avion, il faudrait augmenter les taxes sur les vols, par exemple. Les recettes pourraient servir à financer l'isolation des logements, les transports publics, etc. Une taxe carbone serait également un bon moyen de faire payer les 1 % les plus riches du monde, qui produisent deux fois de CO₂ que les 3,1 milliards d'êtres humains les plus pauvres, selon l'organisation caritative Oxfam.

Certes, la réduction du temps de travail ne conviendra pas à tout le monde. Dans les pays riches, il faudra compenser la perte de revenus pour les plus pauvres qui ont besoin de chaque centime qu'ils gagnent. La réduction du temps de travail ne fonctionnerait pas pour les pays pauvres, mais ces derniers produisent de toute façon des émissions relativement faibles par habitant.

En septembre, à Amsterdam, j'ai entrevu ce que pourrait être notre avenir. C'était un lundi après-midi magnifique et, même s'il n'y avait presque pas de touristes, les terrasses des cafés étaient pleines de gens prenant le soleil et discutant avec leurs amis. La semaine de travail moyenne néerlandaise – 30,3 heures – est la plus courte d'Europe (bien qu'elle soit encore trop longue pour certains syndicalistes). Ce n'est probablement pas un hasard si les Pays-Bas figurent parmi les pays les plus heureux. Certes, les Néerlandais ont réparti le travail de manière sexiste : les femmes travaillent en moyenne 27 heures par semaine, et les hommes 37. Mais une répartition plus équitable n'est pas inimaginable. Si d'autres pays riches suivent le mouvement, le climat ne sera pas le seul bénéficiaire.

—Simon Kuper

Publié le 28 novembre

✎ Dessin de Marta Sevilla, Espagne.

LES 32 HEURES À L'ESPAGNOLE

En 2022, 200 entreprises volontaires, de différents secteurs et tailles, testeront la semaine de quatre jours, conformément à une proposition du parti de gauche radicale Más País.

— **Cinco Días** (extraits) Madrid

Il y a cent deux ans, l'Espagne mettait en place la journée de huit heures. Plus tard, en 1926, Henry Ford ramenait la semaine de travail de six à cinq jours et instaurait les quarante heures [dans son entreprise, aux États-Unis] sans toucher aux salaires et en parvenant à maintenir la productivité. “La semaine de cinq jours n'est pas une fin en soi, pas plus que la journée de huit heures”, déclarait-il.

Depuis lors, rien n'a changé. Ou alors si, car la productivité a augmenté, surtout ces dernières décennies, avec l'apparition d'Internet et des nouvelles technologies, grâce auxquels les flux et la vitesse de l'information ont connu une hausse exponentielle, tandis que les temps de travail diminuaient. “Après des décennies de hausse de la production, nous avons deux options : distribuer ces gains soit sous forme de revenus, soit sous forme de temps libre. Or pour l'instant, aucune des deux n'a été choisie”, déplore Carlos Gutiérrez, de la Confédération syndicale des commissions ouvrières (CCOO).

“Changer la mentalité”. Dans le pays, le débat est lancé. En janvier, le groupe parlementaire de gauche radicale, Más País, a proposé de réduire la durée hebdomadaire du travail de quarante à trente-deux heures, soit quatre jours au lieu de cinq. Le gouvernement de coalition de gauche a relevé le gant. Il devait lancer cette année un projet pilote, projet finalement reporté à 2022. L'idée est de sélectionner de manière aléatoire des entreprises volontaires [environ 200], de différents secteurs et tailles, prêtes à réduire la durée du travail. Elles recevront une aide financière, et leurs résultats au fil du temps seront



SOURCE

CINCO DÍAS

Madrid, Espagne

Quotidien

cincodias.com

Fondé en 1978, “Cinq jours” est le doyen des quotidiens économiques du pays. Il garde son statut de quotidien de référence malgré une situation financière fragile. Ce titre appartient au groupe Prisa, qui édite aussi le quotidien *El País*.

comparés avec ceux de sociétés qui n'auront pas modifié leur organisation.

La CCOO juge nécessaire de réduire le temps de travail, mais n'est pas d'accord avec toutes les modalités de la mesure. “L'incitation doit être l'augmentation de la productivité [et non une aide financière]. On constate une telle hausse depuis des années, sans qu'il y ait la moindre contrepartie [pour les salariés] ni en temps ni en salaire”, souligne Carlos Gutiérrez. Claudio Aros, chercheur à l'OBS Business School de Barcelone, propose que le travailleur consente à une diminution de salaire ou que celle-ci soit répartie entre le salarié et l'employeur. L'entreprise de prêt-à-porter

“L'incitation doit être l'augmentation de la productivité [et non une aide financière].”

Carlos Gutiérrez,
DE LA CONFÉDÉRATION SYNDICALE
DES COMMISSIONS OUVRIÈRES

Desigual propose ainsi la semaine de quatre jours, c'est-à-dire une diminution de 13 % du temps de travail, assortie d'une baisse de 4 % à 5,8 % du salaire. L'opérateur Telefónica a aussi annoncé un projet visant à tester la semaine de quatre jours, dont les quelque 150 participants sacrifieront une partie de leur salaire.

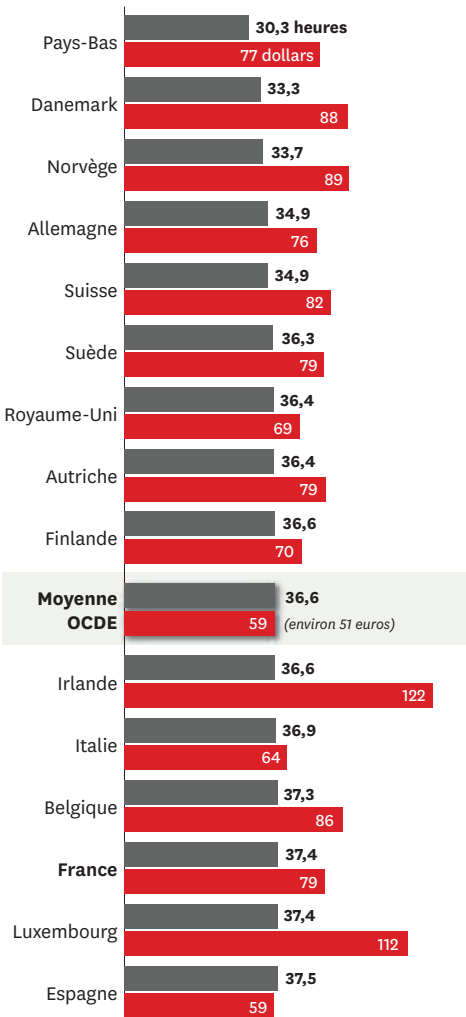
Mais tant les syndicats que Más País sont contre cette formule. “Ça s'appelle du temps partiel, ça existe depuis très longtemps”, souligne Carlos Gutiérrez. “On peut d'ores et déjà travailler moins pour gagner moins, alors qu'il s'agit de faire changer la mentalité des entreprises”, fait valoir Héctor Tejero, député Más Madrid [branche madrilène de Más País], chargé de la négociation du projet de réduction du temps de travail avec le gouvernement. Il rappelle qu'en Espagne les salaires sont déjà trop faibles pour qu'on les réduise encore.

Les avantages d'une telle mesure sont de divers ordres. Carlos Victoria, chercheur en économie à l'EsadeEcPol, un centre de recherche madrilène sur les politiques économiques, en énumère plusieurs, notamment le bien-être physique et

Une productivité inégale

Durée hebdomadaire moyenne du travail* (en heures) et PIB par heure travaillée (en dollars, en parité de pouvoir d'achat), 2020**

Les pays où l'on travaille le plus ne sont pas forcément les plus productifs. Ainsi, la Colombie, qui est la dernière du classement de l'OCDE pour le PIB par heure travaillée (19 dollars), est, après la Turquie, le pays où la semaine de travail est la plus longue (44,5 heures).



* Tous types d'emplois. ** Nombre d'heures pour l'Allemagne : 2019.

SOURCE : OCDE



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Le "large succès" de la semaine de quatre jours en Islande. La réduction hebdomadaire du temps de travail expérimentée entre 2015 et 2019 par le gouvernement et la ville de Reykjavik a si bien marché qu'aujourd'hui 86 % de la population active est concernée, notait, début juillet, le **Washington Post**.

mental des salariés et le meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie familiale. Il évoque aussi l'augmentation de la productivité, la réduction de l'absentéisme et une meilleure capacité de l'entreprise à retenir les talents.

La société de logiciels DelSol a mis en place la semaine de quatre jours dès le 1^{er} janvier 2020. Elle a dû accroître ses effectifs de 15 %. Résultat : l'absentéisme a diminué de 28 % par rapport à 2019 et le chiffre d'affaires est en hausse de 20 %, malgré la pandémie. Le taux de rotation du personnel est tombé à 0 %, s'accompagnant d'une meilleure fidélisation des salariés. "En outre, les enquêtes sur la satisfaction des clients et sur le climat professionnel montrent une nette amélioration", souligne la responsable des ressources humaines, Ana Arroyo. Le tout sans rogner les salaires, mais bien en les augmentant, ainsi que le prévoit la convention collective.

Aspects négatifs. Toutefois, José D. Canseco, chercheur à l'EAE Business School, à Madrid, estime que dans certains secteurs, comme l'hôtellerie, ce type de mesures est peu viable. Une thèse défendue par de nombreux chercheurs mais battue en brèche par les restaurants La Francachela. Depuis le mois de mai, ceux-ci ont réduit le temps de travail de leurs salariés à 35 heures, réparties sur quatre jours, grâce à la technologie et à l'innovation. Parmi les réformes menées pour obtenir ce résultat, le changement de la carte : les plats exigeant le plus de travail ont été supprimés, d'autres plus rentables ont été introduits. De plus, la prise des commandes ne se fait plus en face-à-face, mais sur WhatsApp. "Ainsi, nous avons amélioré le confort de travail de nos employés tout en augmentant le chiffre d'affaires par table, ce qui s'est traduit par une augmentation des salaires", assure la propriétaire, María Álvarez.

Il y a aussi des avantages sur le plan de l'environnement, principal motif de la proposition de Más País. "Avec la semaine de quatre jours, il y a moins de déplacements entre le domicile et le travail, les émissions [de gaz à effet de serre] sont donc réduites et le temps libre supplémentaire encourage les achats de proximité, au lieu d'avoir recours à Amazon, par exemple, commente Héctor Tejero. Et la qualité de l'alimentation s'améliore, car les gens ont plus de temps pour cuisiner et ont moins tendance à acheter des plats tout préparés."

Mais il y a aussi des aspects négatifs. "La semaine de quatre jours peut inciter les entreprises à investir dans des technologies, si bien que cela pourrait provoquer du chômage", prévient Claudio Aros, de l'OBS Business School. En outre, la réduction du temps de travail pourrait conduire l'employeur à recourir davantage aux heures supplémentaires s'il ne trouve pas d'autre solution pour absorber le travail que le salarié effectuait le cinquième jour. Enfin, estime le chercheur, cette mesure pourrait être préjudiciable aux personnes ayant de faibles revenus, qui sont celles dont le travail peut être le plus facilement redistribué.

—Sara Rivas Moreno
Publié le 6 octobre

À la une



"DEBOUT LES TRAVAILLEURS"

L'heure est à la pression salariale aux États-Unis et à une "rare avancée pour le mouvement ouvrier américain", relève **Bloomberg Businessweek**. L'été a été marqué par "la Grande Démission", et l'automne par le mouvement de grèves #Strikeober. En parallèle, "les Américains sans emploi lancent la bataille pour la réforme du chômage". Le magazine économique constate : "Les travailleurs américains - ceux qui ont été involontairement mis sur la touche pendant la pandémie et ceux qui ont travaillé au péril de leur vie pour que d'autres puissent se nourrir, se divertir et rester en vie - font tout ce qu'ils peuvent pour être impossibles à ignorer." La séquence "a la saveur de 1945", quand des grèves massives mobilisaient "ceux que nous appelons aujourd'hui les 'travailleurs essentiels'".

✎ Dessin d'Otto paru dans Der Freitag, Berlin.

Décryptage

Le triomphe du télétravail

La productivité augmente avec le travail à distance, plébiscité par les Américains depuis la pandémie, explique le chercheur Nicholas Bloom.

Nicholas Bloom, économiste à l'université Stanford, en Californie, conduit avec d'autres chercheurs depuis mai 2020 une vaste enquête mensuelle auprès de 30 000 Américains. Si la moitié des sondés ne télétravaillent pas, parmi ceux qui le font, 40 % se disent "plus efficaces à la maison", 45 % "à peu près aussi efficaces" et "15 % seulement moins efficaces", relate le **Washington Post**. La réorganisation du travail dans l'économie postpandémique ferait progresser la productivité de 4,6 %. Le quotidien américain a interrogé le chercheur sur ces résultats "étonnants". "La plus grande surprise de la pandémie a sans doute été que le télétravail fonctionne si bien. Nous avons constaté une hausse de la productivité d'un peu plus de 4 % en moyenne. Environ 60 % des personnes interrogées disent que le télétravail a marché 'mieux que prévu'. Deux tiers [de la hausse de la productivité] proviennent du gain du temps [habituellement passé] dans les trajets domicile-travail, et un tiers est dû à une plus grande efficacité. Il faut distinguer ceux qui peuvent télétravailler et ceux qui ne le peuvent pas. Ceux qui peuvent le faire sont pour l'essentiel diplômés de l'enseignement supérieur, cadres supérieurs, ou exercent une profession libérale, etc. - environ la moitié de la population active. Et puis il y a ceux qui sont en première ligne dans la manufacture, le commerce de détail, les soins de santé. Ce deuxième groupe veut absolument télétravailler, mais il ne le pourra pas. C'est un vrai fossé. Ceux qui ont travaillé à la maison pendant la pandémie ont gagné. Depuis le début, ils disent vouloir télétravailler deux jours ou deux jours et demi par semaine. Aujourd'hui, leurs patrons ont fait du chemin pour répondre à cette demande. Cela s'explique par le fait que les cadres sont favorables au télétravail, mais surtout par la vitalité du marché du travail. Prenez [les banques] Goldman Sachs et JPMorgan, qui ont toutes deux commencé par annoncer à leurs employés le retour au bureau cinq jours par semaine. Elles ont pratiquement abandonné cette idée. C'est impossible. Parce que Merrill Lynch, Morgan Stanley, Deutsche Bank, Citibank ne le font pas. Si Goldman Sachs et JPMorgan essaient de forcer les gens à revenir, un tas d'entre eux diront : 'Dégagez, je démissionne.'"

Les salariés en position de force

De la “grande démission” cet été à la vague de grèves cet automne, la grogne au travail des Américains donne à ces derniers plus de poids au sein de l’entreprise.

—The Christian Science Monitor
(extraits) Boston

L’exaspération des travailleurs n’a peut-être jamais été si présente dans la conscience américaine depuis la sortie, en 1977, du tube *Take This Job and Shove It* [“Ton boulot, tu peux te le mettre où je pense”], du chanteur Johnny Paycheck. En août, le taux de démission aux États-Unis – c’est-à-dire la proportion de salariés qui quittent délibérément leur travail – a atteint le niveau record de 2,9 %. Tous pays confondus, Microsoft estime que 41 % des travailleurs envisagent de quitter leur emploi. Dans la même veine, un sondage mené par Harris Poll a récemment révélé que la moitié des Américains rêvent d’une reconversion professionnelle.

Preuve de cette combativité retrouvée, la Fédération américaine du travail a publié sur son site Internet une carte répertoriant les presque trente sites actuellement touchés par des grèves [59 au 9 novembre], depuis des multinationales comme Kellogg’s et John Deere jusqu’à l’orchestre symphonique de San Antonio [au Texas], où 75 musiciens sont en grève.

Et les travailleurs syndiqués ne sont pas les seuls insatisfaits. En octobre, plusieurs centaines d’employés de McDonald’s dans douze villes [aux États-Unis] ont cessé de travailler l’espace d’une journée pour dénoncer le harcèlement sexuel au travail.

Certains appellent cette révolte la “grande démission”, d’autres la surnomment “Striketober” [contraction de *strike*, “grève”, et d’*October*]. L’idée, c’est que cette pénurie de main-d’œuvre a provoqué un basculement du pouvoir, qui est passé aux mains des travailleurs, effaçant quarante années de domination croissante du patronat.

“On n’avait jamais connu un tel niveau de mécontentement professionnel”, constate Toby Higbie, qui enseigne l’histoire et la sociologie du travail à l’université de Californie à Los Angeles.

Beaucoup d’Américains ne supportent plus leur employeur – ou au moins se sentent désormais libres de l’exprimer –, mais ce n’est pas la seule raison qui retient les chômeurs de reprendre le chemin de l’usine, de la caisse du supermarché ou de l’open space. L’un des facteurs est la pandémie elle-même, qui en a dissuadé plus d’un de retourner au travail. D’autres ont profité de

cette période pour repenser leur vie professionnelle et privilégier une nouvelle carrière ou même d’autres objectifs – consacrer plus de temps à leur famille, par exemple. Enfin, il y a une inadéquation entre les emplois que les travailleurs occupent, qui n’existent plus, et les postes que les employeurs proposent aujourd’hui.

“Il n’y a vraiment pas de pénurie de main-d’œuvre”, nuance Alí Bustamante, directeur adjoint du programme “Éducation, emploi et pouvoir des salariés” à l’Institut Roosevelt [un think tank

↓ Dessin de Cost
paru dans *Le Soir*,
Bruxelles.



progressiste]. “Quand on voit qu’il manque plus de 5 millions d’emplois dans l’économie par rapport au mois de février avant la pandémie, cela veut dire, en réalité, que le boulot d’un grand nombre de personnes qui ont été licenciées a disparu.”

Certains des secteurs les plus touchés par les suppressions d’emplois au début de la pandémie sont aussi ceux qui ont le plus de mal à embaucher aujourd’hui. C’est notamment le cas des postes impliquant des contacts récurrents avec le public, qui peuvent sembler particulièrement à risque en période de pandémie – dans le secteur des loisirs, de l’hôtellerie et de l’éducation, par exemple, ou au sein des administrations locales.

Certaines personnes qui se sont retrouvées au chômage ont sans aucun doute profité des aides exceptionnelles de l’État pour ne pas reprendre le travail. Mais cette attitude ne joue qu’un rôle marginal dans la “grande démission”, tempère Gregory Daco, économiste en chef [au cabinet de conseil] Oxford Economics, à New York. Et, de toute façon, ces allocations ont pris fin en septembre.

D’autres évolutions sociales et démographiques à long terme pèsent davantage, telles que le départ en retraite des baby-boomers, la difficulté, pour les mères qui travaillent, de faire garder leur enfant, le taux d’activité de plus en plus faible

Selon l’économiste Gregory Daco, les salaires commencent à progresser dans tous les secteurs.

chez les hommes, la baisse de la fécondité et le recul de l’immigration. La plupart de ces tendances ont été amplifiées par la pandémie, mais elles ne sont pas nouvelles.

Tout cela donne davantage de poids aux travailleurs. Puisqu’il y a 2 millions de postes vacants de plus que de chômeurs, les Américains peuvent en effet se permettre d’être plus exigeants dans leur recherche d’emploi. Ils sont en meilleure posture pour demander des paies ou des horaires plus avantageux. Les salaires sont d’ailleurs en train d’augmenter : la hausse, qui a d’abord concerné les emplois les moins bien rémunérés, se propage désormais à l’ensemble du marché.

Pour les employeurs, qui avaient l’habitude d’être en position de force depuis quarante ans, la “grande démission” appelle à repenser le dialogue social. [Pour faire cesser la grève], la direction de John Deere vient de proposer d’augmenter les salaires de 10 %, soit deux fois plus que dans sa proposition précédente, et de maintenir pour les nouveaux employés un régime de retraite qu’elle comptait supprimer.

Ces tendances vont-elles se traduire par une main-d’œuvre moins nombreuse, de manière durable – et donc par une pénurie durable de travailleurs et par de l’inflation ? Les économistes sont partagés. Pour le cabinet d’analyse du marché du travail Emsi, on est au début d’une “sansdemic”, une période où le pays manquera de main-d’œuvre et verra donc décliner la croissance de son économie. “Je fais partie des optimistes”, confie en revanche Julia Coronado, présidente

NOTRE SÉLECTION

Pour commander,
scannez le QR code



Ou sinon rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/vpc>

ou par téléphone : 03.21.13.04.31
(du lundi au vendredi, de 8h à 18h)

Pour un nouveau contrat social

●●● La reprise économique dans les pays riches est freinée par les pénuries de main-d'œuvre. "Si les patrons se désolent, les travailleurs ont des raisons de se réjouir, note **Politico**. Après plus de deux décennies au cours desquelles les salaires ont stagné ou régressé au bas de l'échelle, tandis que les emplois précaires proliféraient, le vent pourrait enfin tourner." Le tourisme, les soins aux personnes âgées, la logistique et la construction manquent de bras. Pour Andrew Watt, de la Fondation (des syndicats allemands) Hans-Böckler, "les salaires vont devoir augmenter pour que les gens reprennent des emplois difficiles et peu rémunérés". Les raisons de la disette varient d'un pays à l'autre. Les aides au chômage partiel et autres plans de relance "ont assuré à de nombreux salariés un coussin financier qui peut retarder leur retour sur le marché du travail". La fermeture des frontières a perturbé le flux des travailleurs saisonniers et immigrés. La Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Hongrie "sont proches du plein-emploi, avec des salaires en hausse". Cela participe à "tarir une source importante de main-d'œuvre bon marché pour l'Europe occidentale". "Au bas de l'échelle salariale, la réponse consiste à augmenter les salaires et à offrir de meilleures conditions" de travail, dit Stefano Scarpetta, directeur pour l'emploi, le travail et les affaires sociales à l'OCDE. Le recrutement de travailleurs immigrés "devrait aussi faire partie" des solutions. Ainsi, l'Allemagne aura besoin de "400 000 immigrants qualifiés par an pour combler ses lacunes en main-d'œuvre", avertissait cet été Detlef Scheele, directeur de l'agence allemande pour l'emploi. Pour lui, la pénurie actuelle est l'occasion de "construire une économie plus juste" et de façonner "un nouveau contrat social".

fondatrice de la société new-yorkaise d'études MacroPolicy Perspectives. *Le marché du travail dispose d'une formidable capacité d'adaptation.*"

Oxford Economics estime que la main-d'œuvre a perdu durant la pandémie de 2,5 à 2,7 millions de baby-boomers supplémentaires par rapport au nombre normal de départs à la retraite. Néanmoins, c'est avant tout la chute du nombre de retraités réintégrant le marché du travail qui explique la pénurie de main-d'œuvre. Si le nombre de cas de Covid-19 continue à diminuer, il n'est pas absurde d'imaginer que ces retraités finiront par se sentir suffisamment en sécurité pour reprendre une activité professionnelle, analyse Julia Coronado.

Et les retraités ne sont pas les seuls susceptibles de reprendre le chemin du travail. Selon une enquête récente, il existerait une main-d'œuvre fantôme, et chaque baisse de 1 point du taux de chômage s'accompagnerait d'une hausse de 0,75 point de la population active ayant un emploi. Les gens qui ont cessé de chercher un emploi pendant une récession se relancent bien sur le marché, mais avec un décalage dans le temps : le taux de chômage doit baisser de manière significative pour que la population active occupée recommence à croître. Ce qui devrait affaiblir l'ascendant des salariés et tempérer la hausse des rémunérations.

Pour l'heure, l'avantage est aux travailleurs. Les salaires commencent à progresser dans tous les secteurs, note Gregory Daco, d'Oxford Economics. [Le 25 octobre], l'enseigne de magasins d'entrepôts Costco a augmenté son salaire minimum, désormais fixé à 17 dollars l'heure [près de 15 euros]. La chaîne de cafés Starbucks a quant à elle annoncé qu'elle rehausserait son salaire minimum l'été prochain, à 15 dollars l'heure.

Dans la restauration, l'une des branches les plus durement touchées par la pandémie, les

salaires augmentent deux fois plus vite que la moyenne, affirme Hudson Riehle, vice-président de l'Association nationale des restaurateurs à Washington. Dans l'ensemble du secteur de l'hôtellerie et des loisirs, les salaires ont enregistré une hausse record de 7,4 % l'an dernier. Pour compenser, les restaurateurs augmentent leurs prix, développent la vente à emporter, testent de nouveaux outils, comme les menus numériques et la prise de commandes en ligne. Cette automatisation ne suffira toutefois pas à résoudre rapidement la pénurie de main-d'œuvre. Un environnement de travail plus fonctionnel et des salaires plus élevés pourraient bien être le meilleur moyen d'encourager les chômeurs à reprendre du service.

"Ouvrez n'importe quel journal aujourd'hui, [il n'est question que de] pénurie de main-d'œuvre, pénurie de main-d'œuvre, pénurie de main-d'œuvre, lance Andrew Schrank, professeur de relations internationales et publiques à l'université Brown de Providence, dans le Rhode Island. *Mais s'agit-il d'une pénurie de main-d'œuvre ou d'une pénurie de salaires ? Si c'est ça, on connaît la solution.*"

— **Laurent Belsie**
Publié le 2 novembre

SOURCE



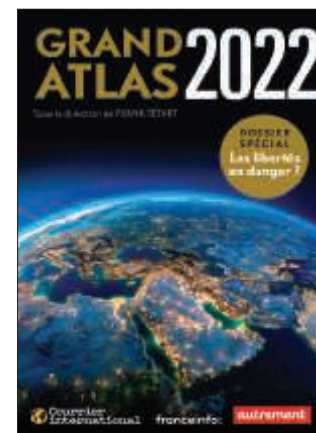
THE CHRISTIAN SCIENCE MONITOR

Boston, États-Unis

Hebdomadaire

csmonitor.com

En proie à des difficultés financières, cet élégant tabloïd, fondé en 1908, est passé en version hebdomadaire en 2009. Son site Internet est l'un des meilleurs sites de presse du web.



Collection dirigée par Franck Tétart
Format : 20 X 29,5 cm - 144 pages

Grand Atlas 2022

Toutes les questions d'actualité et les enjeux qui vont faire 2022, avec des cartes, des infographies et des synthèses efficaces. Edition Autrement en partenariat avec *Courrier international* et *France Info*.

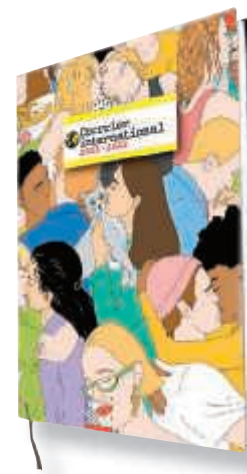
19,90€*

L'agenda 2021-2022

La rédaction de *Courrier international* à imaginé pour vous un agenda original.

- Format : 145 mm x 210 mm
- 144 pages
- Une double page par semaine
- Couverture rigide
- Ruban marque page

9,90€*



Coffret 10 DVD Télérama volume 11

Regroupe les dix films marquants de 2020 à voir ou à revoir chez vous. Offre réservée aux abonnés de *Courrier international*.

45€*

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31/03/2022
* Frais de port en sus en fonction du produit.
Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande.
Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet :
<https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

L'AVENIR: SE LIBÉRER DU CARCAN DU TRAVAIL

Pour ce journaliste et essayiste américain, il est grand temps de remettre en question l'approche conventionnelle du travail et de refuser un retour à la vie d'avant.

—The New York Times (extraits) *New York*

Il y a une dizaine d'années, mon amie Patricia Nordeen était une universitaire pleine d'ambition, enseignante à l'université de Chicago, invitée à des conférences à travers tous les États-Unis. *“Depuis l'âge adulte, j'étais politologue, et cela me définissait entièrement”*, se souvient-elle. Son travail déterminait tout, son lieu de vie comme ses amis. Elle l'adorait. Sa vie, entre les cours, la recherche et les cafétérias universitaires, avait tout d'une longue conversation ininterrompue sur la nature humaine et les formes de gouvernement. Mais Patricia est tombée gravement malade. Elle a dû subir plusieurs opérations chirurgicales de fusion des vertèbres. Elle s'est mise à souffrir quotidiennement de migraines. Elle a dû mettre un terme à sa carrière. Déclarée en incapacité de travail, elle a déménagé pour s'installer avec des proches. Trois années durant, elle a eu de fréquents accès de paralysie. Finalement, le diagnostic est tombé : une forme du syndrome d'Ehlers-Danlos, du nom d'un groupe de maladies héréditaires qui affectent la production de collagène, protéine essentielle à de nombreux tissus.

Une éthique à réinventer. *“J'ai dû réévaluer ce qui comptait pour moi”*, raconte-t-elle aujourd'hui – trouver une nouvelle identité, une nouvelle place dans la société, sans ce travail qu'elle aimait tant. Les douleurs chroniques l'empêchaient bien souvent d'écrire, parfois même de lire. Patricia s'est mise au dessin, à la peinture, au collage, et elle a commencé à publier ses œuvres sur Instagram. Sur le réseau, elle s'est fait des amis, avec lesquels elle a entamé des collaborations artistiques. Avec un autre instagrammeur, elle a par exemple échangé quotidiennement, pendant cent jours, de petites œuvres (aquarelles abstraites, collages, études de fleurs). Ce genre de projet lui donne *“une sorte de légitimité, une place dans le monde”*. Patricia ne trouve pas dans sa pratique artistique la pleine satisfaction que le monde universitaire lui apportait. L'art ne parvient pas à ordonner toute son existence. Mais c'est précisément pour cette raison que j'y vois une entreprise décisive, comme nous aurons tous, un jour ou

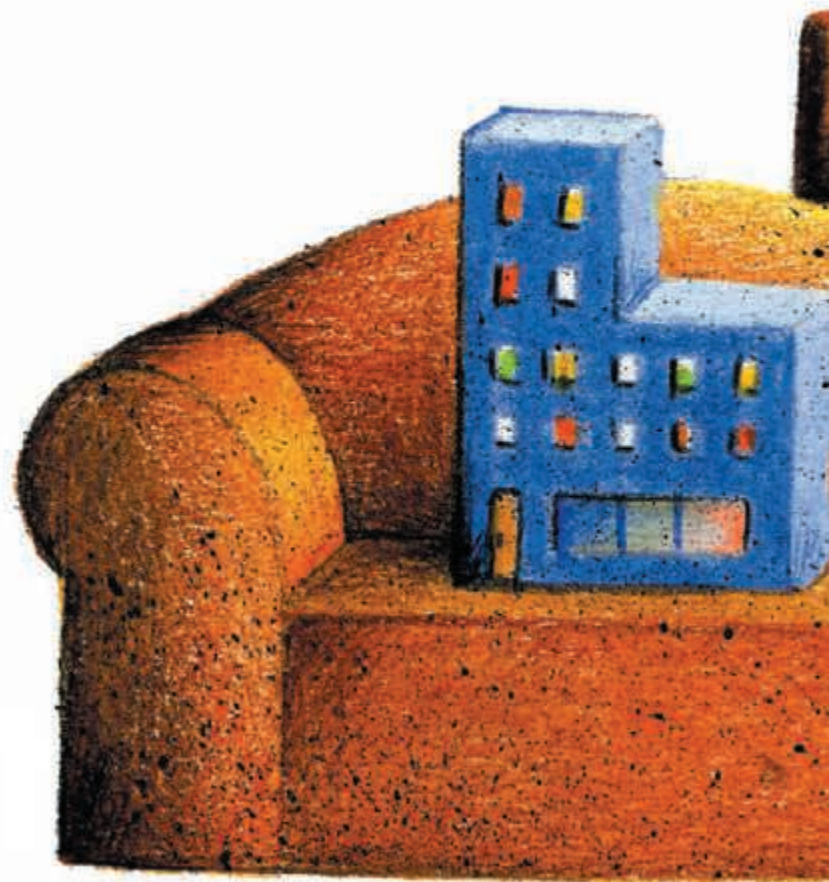
l'autre, à en entamer : celle de se prouver à soi, et de prouver aux autres, que nous existons pour bien autre chose que le travail.

Car c'est une vérité dont nous avons particulièrement besoin aujourd'hui, alors que nous sommes des millions à reprendre le chemin du bureau, en présentiel, après presque deux années marquées par le télétravail et le chômage de masse. Avant même cette pandémie, la conception traditionnelle du travail (de la sacro-sainte semaine de quarante heures à l'idéal d'ascension sociale par le travail) se traduisait souvent par une insatisfaction, et par une multiplication des cas de burn-out. Aujourd'hui, c'est toute une éthique qui est à réinventer. Et puisque [dans certains secteurs] le contexte économique place la balle dans le camp des travailleurs, voilà une occasion rêvée de formuler aux employeurs des exigences qui sortent de l'ordinaire – de réinventer la place du travail dans une existence épanouissante.

Il faut commencer par affirmer que la dignité est la chose la mieux partagée du monde, que l'on travaille ou non.

Car, pour l'heure, le travail est envisagé dans la mentalité américaine comme un pilier de l'épanouissement personnel. Il ne permet pas seulement de gagner sa vie, il permet de gagner sa dignité – sa place dans la société, et le droit aux avantages qu'il offre. C'est dans le travail que nous donnons la mesure de notre caractère. Nous y cherchons un sens et un but, ce qui pour beaucoup d'entre nous revêt une dimension spirituelle. Le travail est notre bien le plus précieux – ne dit-on pas à tout bout de champ *“Do your job”* ?

Mais le travail aujourd'hui n'est pas à la hauteur de ces idéaux. En rompant avec cette vision pour en inventer une meilleure, il faut commencer par affirmer que la dignité est la chose la mieux partagée du monde, que l'on travaille ou non. La valeur de l'individu ne se mesure pas au travail qu'il exerce (ou qu'il n'exerce pas). Cette position en apparence simple est au fond radicale. Elle affirme en effet la nécessité d'un revenu universel, et le droit au logement et à la santé. Elle justifie l'existence d'un revenu minimum vital. Elle



SOURCE



THE NEW YORK TIMES

New York, États-Unis
[nytimes.com](https://www.nytimes.com)

Créé en 1851, ce journal de centre gauche est de loin le premier quotidien du pays. Dès le 20 novembre, retrouvez sur notre site cet article enrichi de quelques témoignages d'Américains déterminés à ne pas revenir tout à fait à leur vie professionnelle d'avant la pandémie de Covid-19.

nous autorise à considérer le chômage, mais aussi la retraite, l'incapacité de travail ou le statut d'aïdant comme des modes de vie valables, normaux.

Quand, aux États-Unis, des politiques vantent la dignité du travail, comme quand ils défendent l'idée selon laquelle il faut avoir un emploi pour prétendre à des aides sociales, ils sous-entendent généralement que l'individu ne compte qu'à la condition qu'il exerce un travail rémunéré. Or la pandémie a révélé au grand jour à quel point cette conception des choses est erronée. Des millions de personnes ont perdu leur emploi, du jour au lendemain. Elles n'ont pas pour autant perdu leur dignité. Le Congrès, qui l'a bien compris, a mis en place des aides sociales sans précédent – certains, sans travail, ont ainsi reçu un revenu. Chacun de nous étant tout à la fois digne et fragile, notre nouvelle conception du travail doit s'appuyer sur la compassion, car l'on sait que le travail peut déformer le corps, l'âme et l'esprit. Comme le rappelle Eyal Press dans son dernier ouvrage, *Dirty Work* [“Sale boulot”, non traduit en français], les employés des prisons, des abattoirs ou des gisements pétroliers souffrent, à cause de leur travail, de troubles psychologiques pouvant aller jusqu'au syndrome de stress post-traumatique. On est bien loin du travail qui forge le caractère.



2022, l'année de l'optimisme

●●● Les temps pandémiques ont été durs pour l'emploi, mais le pessimisme n'est plus de mise, affirme **The Economist**. Le marché du travail, au moins dans les pays riches, a "dépassé les attentes". Malgré les vagues à répétition de Covid-19, les chiffres du chômage "sont meilleurs et non pires que prévu" – 6 % pour la fin 2021 au lieu des 9 % annoncés par l'OCDE. Trois facteurs feront de 2022 l'année des travailleurs. Le télétravail en premier lieu : "Les gens passeront cinq fois plus de temps hors du bureau qu'avant la pandémie, ce qui favorisera le bien-être et la productivité." En deuxième lieu, le magazine libéral ne voit aucune preuve tangible du remplacement des humains par des machines via l'automatisation et l'intelligence artificielle. "Les emplois censés être menacés par la mécanisation se développent tout aussi rapidement que les autres." Le troisième facteur est "politique". Pendant la pandémie, les gouvernants et les banques centrales ont préféré limiter le chômage plutôt que l'inflation ou la dette publique. "Les dirigeants de la zone euro sont moins obsédés par l'austérité qu'auparavant." Résultat ? "Les travailleurs ont un plus grand pouvoir de négociation qu'ils n'en ont eu depuis des années."

Le travail salarié peut aussi infliger des blessures insidieuses. L'idéal américain d'une existence confortable acquise par le travail est de nature "disciplinaire", estime ainsi la philosophe politique féministe et marxiste Kathi Weeks, professeure à l'université Duke et critique de l'idéologie contemporaine de la "valeur travail". Cette dernière "construit des sujets dociles", écrivait-elle dans *The Problem with Work* ["Le Problème avec le travail", non traduit en français], paru en 2011. Concrètement, quotidiennement, nous sommes poussés à devenir l'individu que nos patrons, nos collègues, nos clients, nos usagers veulent voir en nous. Quand cette pression entre en conflit avec nos besoins d'être humain, avec notre bien-être, c'est le burn-out, le désespoir. Pour limiter les effets délétères du travail sur l'individu, il convient d'encadrer plus strictement les horaires de travail. Kathi Weeks milite ainsi pour la journée de six heures, sans perte de salaire. Depuis quelques années, l'opinion est davantage sensibilisée à la question des conditions de travail, dans les abattoirs, par exemple, et dans l'économie qu'on dit "ubérisée". Cela ne nous a pas empêchés, pendant la pandémie, d'en demander toujours plus aux préparateurs de commandes et aux livreurs. Faire preuve de compassion, peut-être, c'est comprendre que nous n'avons pas besoin de tout nous faire livrer à la minute, et voir

"Une vie, voilà ce que chacun de nous doit se trouver."

Kathi Weeks, PHILOSOPHE MARXISTE ET PROFESSEURE À L'UNIVERSITÉ DUKE

enfin que des travailleurs paient le prix fort pour la viande et le pétrole que nous consommons à bas prix.

Moins de travail, cela doit être aussi plus de loisirs. La pandémie a mis sur pause d'innombrables activités, du dîner entre amis au concert en passant par les réunions publiques et les offices religieux. Dès lors que ces activités peuvent reprendre sans risque, nous devons les revendiquer comme la substantifique moelle de la vie, le lieu où nous pouvons être pleinement nous-mêmes et aspirer à une transcendance. Qu'est-ce que le loisir ? Ce que nous faisons sans autre dessein que le plaisir, sans aucun autre objectif. Pour Patricia, la pratique artistique a des vertus "méditatives". "Quand je dessine une plante, je regarde vraiment la plante. Je détaille toutes les nuances de couleurs que je n'aurais sans doute jamais vues hors du cadre du dessin." La concentration sur cette tâche, sur le frottement du crayon sur la feuille, "fait sortir la douleur du champ".

Certes, beaucoup d'individus trouvent du sens dans leur travail. Sauf que depuis des décennies, les patrons ont poussé le bouchon plus loin encore en soutenant que nous trouverions même, dans le travail, un but à notre existence. Voilà qui arrangerait bien les employeurs, mais regardez ce que nous faisons vraiment à

longueur de journée – quand nous ne broyons pas notre corps, nous nous noyons dans les courriels sans importance. Est-ce bien là le but d'une existence ?

Le but de l'existence est à rechercher en dehors du travail, et le travail ne doit rien faire d'autre que venir combler les interstices. Chacun de nous possède un potentiel infini, un "génie" qui lui est propre, pour reprendre le terme [du poète philosophe ermite] Henry David Thoreau. En écoutant notre génie, qu'il nous pousse vers la création artistique, la conversation ou le jujitsu, nous accéderons à "une vie plus élevée que celle abandonnée en nous endormant", nous dit Thoreau.

Dignité, compassion, loisir : voilà les piliers d'une réhumanisation de la valeur travail, qui reconnaît que le travail est essentiel au fonctionnement de la société mais qu'il est aussi souvent une entrave à l'épanouissement de l'individu. En vertu de cette éthique, Patricia Nordeen pourrait sans doute faire profiter des élèves de ses talents de professeure.

Revenu universel. Concrètement, cette redéfinition du travail doit conduire à la mise en place d'un revenu de base et d'un salaire minimum plus élevé, au raccourcissement de la journée de travail pour nombre de travailleurs, et à une baisse de la durée hebdomadaire du travail pour tous, sans perte de salaire. Combinés, ces principes et ces mesures mettront le travail à sa juste place, celle d'un simple moyen permettant à l'individu de consacrer son temps à cultiver ses talents, ou bien à prendre du bon temps avec ceux qu'il aime. Il s'agit de subordonner le travail à la vie. "Une vie, voilà ce que chacun de nous doit se trouver", écrit Kathi Weeks, et ça n'est possible qu'à condition de se libérer de la domination du travail. "Pour autant, poursuit-elle, nul ne peut espérer se trouver une vie sans les autres."

Ce qui nous amène à un quatrième pilier : la solidarité, autrement dit la reconnaissance que mon intérêt et celui des autres sont liés. Nous avons tous le pouvoir, dans nos interactions au travail, de gâcher la vie d'autrui. Quand je suis débordé, je risque fort de surcharger l'autre. L'inverse est vrai aussi : la compassion d'autrui peut servir de déclic à la mienne. Au tout début de la pandémie, nous avons fait preuve de certaines des vertus nécessaires à l'avènement d'une telle conception du travail. Nous avons montré (imparfaitement, certes) que nous sommes capables de faire passer le bien-être avant la productivité. Nous avons fait preuve de solidarité les uns envers les autres, et envers le personnel soignant, qui était en première ligne pour combattre l'épidémie. Nous avons réduit nos allées et venues au supermarché. Nous nous sommes efforcés d'"aplatir la courbe".

Alors que la menace de la pandémie recule, le travail, lui, continue de mettre en danger l'épanouissement de chacun : n'oublions pas que nous sommes capables de ces vertus.

—Jonathan Malesic
Publié le 7 octobre

✎ Dessin de Cost paru dans **Le Soir**, Bruxelles.

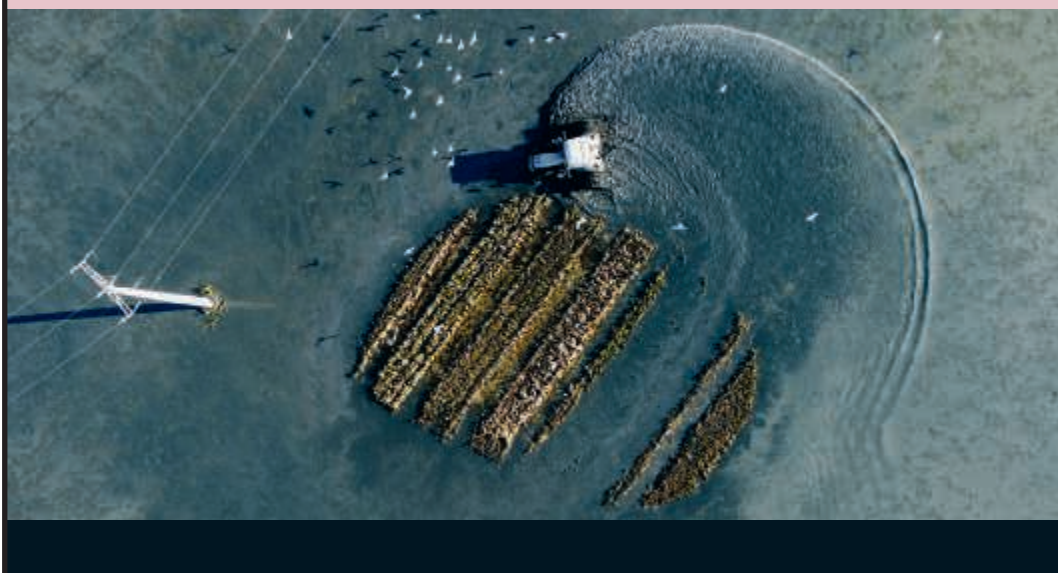
trans-
versales.

environnement

Sciences.....40
Signaux41

Le delta de l'Èbre, laboratoire du climat

Hydrologie. Un projet pilote financé par Bruxelles vise à combler l'embouchure de l'Èbre, en Catalogne, par des lâchers d'eau venant des marais voisins.



—Ara (extraits) Barcelone

Sil est un endroit en Espagne où l'on peut observer de près les effets de la crise climatique, c'est bien le delta de l'Èbre. On peut y voir la mer monter en accéléré. Non que l'eau monte davantage ici qu'ailleurs sur la côte – mais c'est que le delta lui-même s'enfonce (ce que les géologues appellent la subsidence) et que le littoral recule faute de dépôt de nouveaux sédiments. “Dans le delta, nous vivons aujourd'hui ce que vivront nos plages en 2050 ou en 2070, ce qui fait du site un excellent laboratoire où tester des solutions”, souligne Agustín Sánchez-Arcilla, professeur à l'université polytechnique de Catalogne (UPC) et directeur d'un laboratoire de génie maritime.

Jusqu'à présent, entre les difficultés à concilier les nombreuses parties prenantes (administrations en tout genre, entreprises,

particuliers) et le manque de financement, rien de concret n'a vu le jour, sinon dans les situations d'urgence, après une tempête.

Mais le projet européen Rest-Coast, qui vient d'être lancé et porte notamment sur ce site espagnol, pourrait donner un coup d'accélérateur. Doté de 18 millions d'euros et coordonné pour la Catalogne par l'UPC, le projet a identifié 12 zones côtières où des opérations de restauration et de protection sont nécessaires pour faire face au dérèglement climatique. Parmi ces 12 sites, trois ont été déclarés prioritaires : le delta de l'Èbre, la lagune de Venise et la mer du Nord.

En Catalogne, l'initiative européenne est l'occasion de concrétiser un projet pilote de transport de sédiments dans le delta, une idée avancée de longue date pour enrayer le recul du littoral. L'élan européen pourrait être double : il mobilise des ressources pour la

rédaction du projet, son analyse et son suivi, mais il définit aussi les administrations qui seront associées – en l'occurrence, le ministère de la Transition écologique, et la Generalitat [le gouvernement de la région autonome de Catalogne] – et chargées de financer le test de transport des sédiments.

La solution privilégiée consistera à apporter les sédiments



“des marais jusqu'au plus près du delta”, explique Agustín Sánchez-Arcilla sans citer les sites envisagés. Le gouvernement catalan, lui, avance déjà le nom de Ribarroja, où se trouvent des marais et un barrage sur l'Èbre. “Au cours de ce test il est prévu de mobiliser 100 000 mètres cubes à travers des lâchers d'eau contrôlés”, indique Antoni Ferran, directeur général chargé des politiques environnementales. Le transport des sédiments sera ainsi réalisé par le fleuve lui-même, jusqu'à l'embouchure. L'option du transport par camions, trop polluante, a été écartée, ajoute Agustín Sánchez-Arcilla. L'Union européenne (UE) impose que les solutions étudiées soient naturelles et à faible impact environnemental, précise-t-il.

Afflux de sédiments. Dans un second temps, et pour éviter le même phénomène que sur les plages de la Costa del Maresme [une portion du littoral méditerranéen allant de la frontière française au sud de Barcelone], la fixation des sédiments sera favorisée par la plantation d'une végétation abondante et irrégulière, chargée d'atténuer l'effet du ressac et capable de résister aux tempêtes. “L'une des clés de ce projet, c'est que, pour la première fois, les ingénieurs des ponts et chaussées de l'UPC et les biologistes de l'Eurecat [Centre technologique de Catalogne] travaillent main dans la main – cela a longtemps paru impensable”, se félicite le directeur du projet. L'opération test ne résoudra pas tout le problème, mais elle marquera sans doute un “début de renflouement” du delta, avec l'afflux de sédiments en quantités importantes – phénomène qui devrait d'ailleurs être naturel, rappelle Antoni Ferran.

Agustín Sánchez-Arcilla, le spécialiste de l'UPC, reconnaît que la question est délicate. “Nous devons faire preuve de prudence, car ces lâchers se font au détriment d'autres usages de l'eau (pour l'agriculture ou la production d'électricité), et quand l'eau douce manque, l'équilibre est très complexe.” Le sujet est d'ailleurs source de désaccords entre la Confédération hydrographique de l'Èbre, qui dépend du ministère, et les agences représentées au sein de la Mesa de Consenso por el Delta [“Table ronde pour le delta”], qui appellent à une révision du plan de gestion du bassin hydrographique et demandent que

soient garantis pour le fleuve des débits permettant le dépôt naturel de sédiments.

Le projet Rest-Coast prévoit aussi de faire du delta de l'Èbre une sorte de laboratoire où seront recréées les conditions de hausse des températures prévues dans les prochaines décennies, afin d'observer comment réagit la végétation sur le littoral pour atténuer les effets des tempêtes. “De minisseries seront installées, où nous réchaufferons l'air ambiant et la terre de 1,5 °C pour observer les interactions entre l'eau et les plantes”, explique Agustín Sánchez-Arcilla.

Étant donné le rythme de l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre, l'accélération du réchauffement de la planète et la hausse du niveau de la mer, l'adaptation est la seule solution possible pour les côtes. L'Union européenne a imposé pour règle que les projets pilotes soient reproductibles dans tous les lieux présentant des conditions et des caractéristiques semblables, car elle s'attend ces prochaines décennies à ce que les opérations menées sur les côtes soient nombreuses et variées. “Le delta de l'Èbre est un avant-poste, tout ce que nous pouvons mener à bien là-bas nous permettra de mieux ajuster les actions à conduire dans d'autres deltas et d'autres zones humides de Catalogne”, renchérit Antoni Ferran.

Comme le rappelle Agustín Sánchez-Arcilla, l'élévation du niveau de la mer est désormais inéluctable. “L'eau a une telle inertie thermique que même si l'on réfrigérait l'atmosphère, l'eau continuerait à se dilater”, explique-t-il. L'ampleur de cette hausse varie selon les scénarios envisagés : de 50 centimètres à l'horizon 2100 pour les scientifiques les plus optimistes, elle pourrait atteindre, selon les plus pessimistes, près de 1 mètre.

—Elena Freixa

Publié le 1^{er} novembre

SOURCE



ARA

Barcelone, Espagne
Quotidien, 14 200 ex.
ara.cat

Le journal Ara (“maintenant” en catalan) créé en 2010 est un quotidien de langue catalane, proche des indépendantistes.

CB LES CRUS BOURGEOIS

PRÉSENTENT

GOOD WINES ONLY*

LE PREMIER FESTIVAL DES CRUS BOURGEOIS DU MÉDOC
ENGAGÉS POUR LA NATURE ET POUR L'HUMAIN

WWW.GOODWINESONLY.FR

11-12
DÉCEMBRE
2021
PARIS
LA DÉFENSE
ARENA



VIVANT par



ArteVino

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION



SCIENCES

Les inquiétantes métamorphoses du criquet migrateur

Entomologie.

Selon qu'il est seul ou en groupe, l'insecte change radicalement de comportement. Un phénomène encore mal compris.



—Nihon Keizai Shimbun
Tokyo

En Afrique, l'année 2020 a été marquée par l'apparition de nuées de criquets pèlerins, des insectes qui ont notamment causé des dégâts en Éthiopie. Les nuées très denses qui dévastent les cultures sur leur passage sont impressionnantes, mais en réalité, le criquet pèlerin est en temps normal un insecte solitaire et calme. C'est une fois en groupe qu'il change d'apparence et de comportement, se faisant agressif. Ce phénomène, appelé polyphénisme, reste mystérieux cent ans après sa découverte.

Le parc zoologique de Tama, à Hino, dans la préfecture de Tokyo, abrite un élevage de criquets migrateurs. Ces insectes, soumis à un élevage intensif pour servir de nourriture à certains animaux comme les taupes, ont changé de couleur : normalement verts, ils sont devenus noirs. C'est un exemple de polyphénisme. Affamés, "ils

engloutissent à une vitesse étonnante les tiges de blé qu'on leur donne", souligne Mizuki Takada, chargée de leurs soins. Il arrive même qu'ils s'entre-dévorent. Ceux qui viennent tout juste de muer, affaiblis, sont une proie facile; il faut donc veiller à suffisamment nourrir tout l'élevage.

Stock de graisse. Ces criquets migrateurs noirs, s'ils sont élevés seuls dès l'état de larve, retrouvent presque une couleur verte. C'est un autre exemple de polyphénisme. Ce phénomène ne concerne que quelques espèces de criquets, notamment les criquets migrateurs et les criquets pèlerins.

Ce dernier est normalement vert à l'état de larve, puis marron clair à l'âge adulte. Il est très difficile de l'apercevoir dans un paysage de désert. Lorsqu'il change d'apparence, au gré du polyphénisme, son corps se pare de couleurs voyantes, noir ou jaune, et ses ailes s'allongent tandis que ses pattes arrière raccourcissent, lui permettant de voler plus facilement. Il préfère alors la compagnie du

groupe et se déplace activement. Il stocke de la graisse pour avoir plus d'énergie, ce qui lui permet de parcourir en volant plus de 100 kilomètres en une journée. Ensuite, il dévore les cultures là où il atterrit.

Les dégâts causés par les nuées de criquets pèlerins sont déjà évoqués dans la Bible et le Coran. En raison de leur aspect et de leur comportement très différents [des criquets solitaires], on pensait

Le changement de couleur des criquets, qui deviennent noirs, est dû à une hormone appelée corazonine.

qu'il s'agissait d'autres insectes.

En 1921, le chercheur russe Boris Ouvarov a découvert qu'il s'agissait du même criquet, capable de se métamorphoser. Il a décrit le phénomène dans un rapport. "Cent ans plus tard, bien qu'on en sache plus, le mystère reste entier", explique Seiji Tanaka, qui a longtemps étudié les criquets

au sein de l'Organisation nationale de recherche agronomique et alimentaire [japonaise] (NARO).

Le polyphénisme survient lorsque la densité d'insectes augmente, mettant en contact les corps et les pattes. Ce stimulus modifie l'équilibre hormonal des insectes. La métamorphose de leurs congénères favorise également la leur. Seiji Tanaka et ses collègues ont découvert que le changement de couleur des criquets, qui deviennent noirs, est dû à une hormone appelée corazonine. En 2020, une équipe de l'Académie chinoise des sciences a identifié une phéromone qui induit le regroupement des criquets : le 4-vinylanisole (4VA). Quand on regroupe des criquets, normalement solitaires, ils se mettent à produire cette substance. Il est fort possible qu'elle soit à l'origine des nuées d'insectes. Cette phéromone pourrait servir à développer de nouvelles stratégies d'élimination des criquets, en permettant de les attirer.

Mais on ignore encore beaucoup de choses : pourquoi, une fois en groupe, les criquets avancent-ils tous dans la même direction ? Les larves progressent à la suite du groupe, tandis que les adultes volent dans le même sens.

Une équipe de la société Max-Planck pour le développement des sciences, organisme de recherche allemand, voit là une "peur de s'entre-dévorer". D'après leurs expérimentations, quand on empêche les larves de sentir une présence derrière elles, elles arrêtent d'avancer et se font attaquer par-derrière par leurs congénères. Certains scientifiques réfutent cette hypothèse. Pour eux, une fuite en ordre dispersé serait plus efficace pour éviter de se faire dévorer par ses pairs.

Les nuées de criquets pèlerins s'attaquent également aux végétaux vénéneux. On rapporte que ces insectes sont attirés par l'hyoscyamine, une substance qui provoque des vertiges et des nausées. On ignore cependant si

leur métamorphose leur permet d'ingérer des substances toxiques ou si, affamés, ils se contentent de dévorer ce qu'ils trouvent sur leur chemin.

Les questions sont encore nombreuses, car peu de chercheurs s'intéressent aux criquets, et les expérimentations en lieu clos ont leurs limites. Kotaro Maeno, chercheur au Centre de recherches international en sciences de l'agriculture (Jircas), insiste sur l'importance des études en milieu naturel. Il a mis au point un système de prédiction du comportement des larves en fonction des conditions météorologiques, sur la base d'études menées en Afrique de l'Ouest. D'après lui, le comportement des larves vise à ajuster leur température corporelle en fonction de la température ambiante.

Autrefois, les dégâts causés par les criquets étaient considérés comme un châtement divin. Aujourd'hui, on suppose que les récentes nuées de criquets sont liées aux épisodes de sécheresse ou de pluies diluviennes. Si on ne lutte pas activement contre le réchauffement climatique, les dégâts s'accroîtront.

—Shinichi Aoki
Publié le 20 juin

SOURCE



NIHON KEIZAI SHIMBUN

Tokyo, Japon

Quotidien, 2 360 000 ex. matin et 1 140 000 ex. soir
nikkei.com

Par sa diffusion, le "Journal économique du Japon" est sans conteste le plus important quotidien économique du monde. La qualité de ses articles vaut largement celle du *Wall Street Journal* ou du *Financial Times*.

Le *Nihon Keizai Shimbun* est à l'origine du groupe Nikkei - connu pour son indice des valeurs boursières -, dont il est la principale publication.

LES MOTS DES AUTRES

L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

FALCO/CUBA

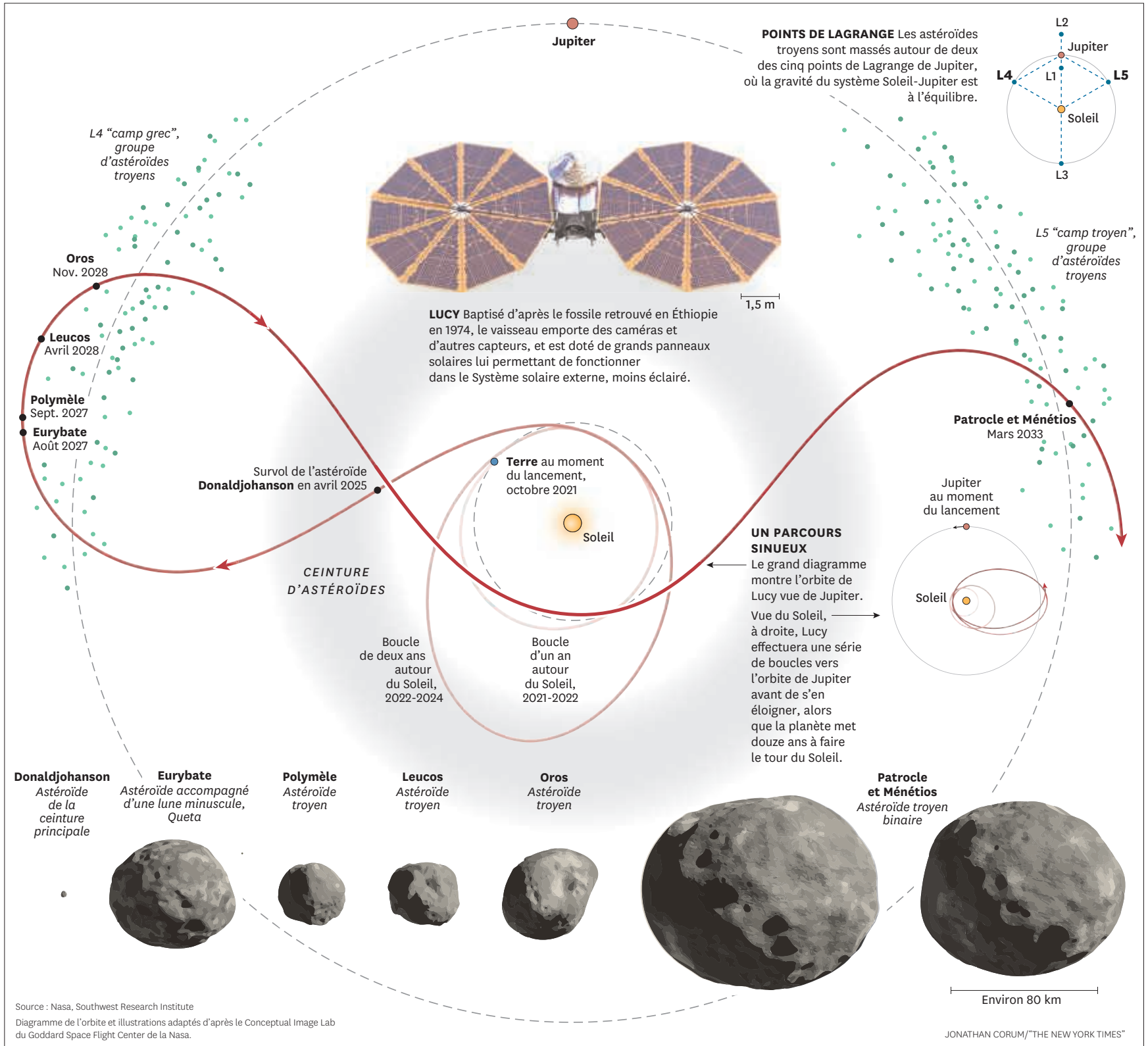
Courrier international



Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

Lucy in the sky with asteroids

La sonde spatiale américaine s'est envolée pour douze ans en direction des astéroïdes de Jupiter.



La source



THE NEW YORK TIMES. Dans cette infographie publiée le 16 octobre, le quotidien s'intéresse au parcours de la sonde spatiale Lucy, lancée le même jour par la Nasa depuis la Floride. Elle survolera sept astéroïdes qui se trouvent sur l'orbite de

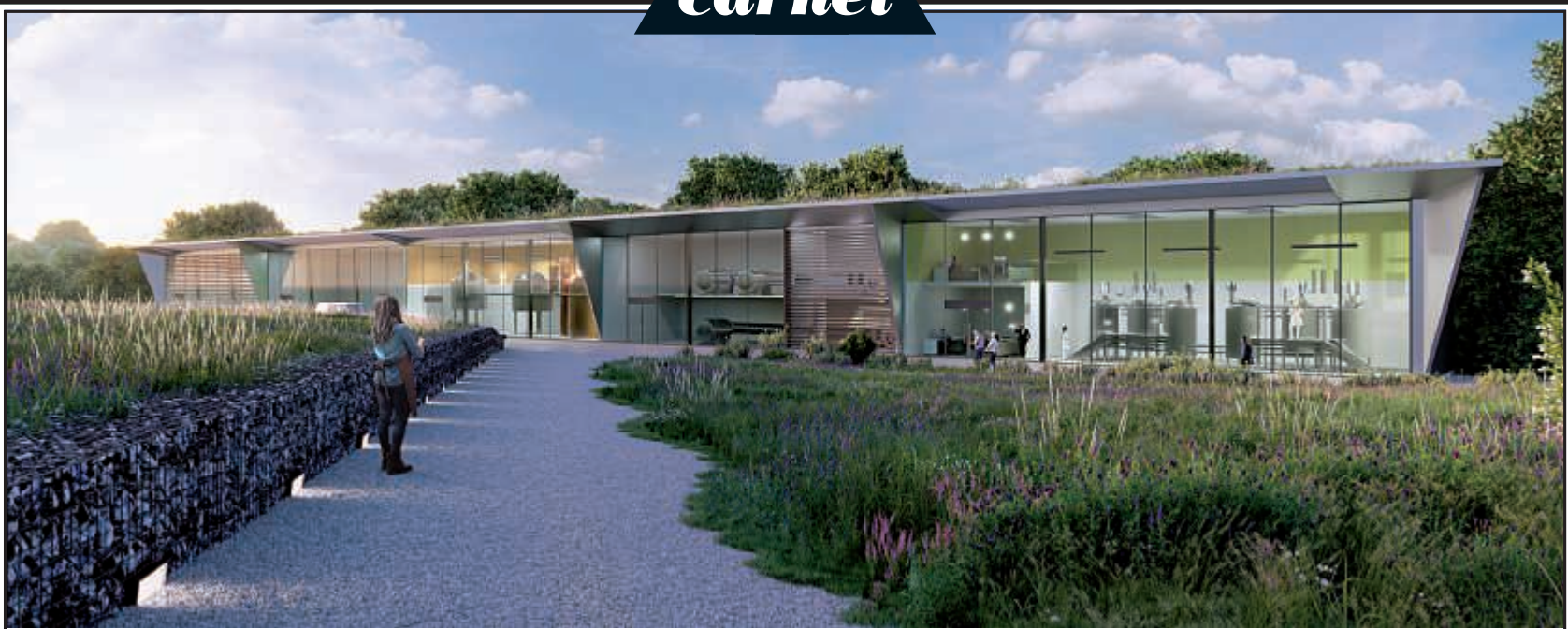
Jupiter. L'objectif : étudier ces "capsules temporelles de la naissance de notre Système solaire il y a plus de 4 milliards d'années", selon l'agence américaine. Lucy atteindra le premier astéroïde, Eurybate, en 2027 et devrait achever sa mission en 2033.

CES DISTILLERIES QUI ADOPTENT DES PRATIQUES PLUS DURABLES

L'ENVIRONNEMENT ÉTANT EN TÊTE DE LISTE DES PRIORITÉS DES CONSOMMATEURS, LES DISTILLERIES S'ADAPTENT AUX NOUVELLES EXIGENCES ÉCOLOGIQUES. NEUTRALITÉ CARBONE POUR LE WHISKY, DISTILLERIE GÉOTHERMIQUE CÔTÉ RHUM, LES PRATIQUES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE MISES EN AVANT PAR LES MARQUES SONT NOMBREUSES.

RÉALISÉ PAR L'AGENCE COURRIER INTERNATIONAL INDÉPENDAMMENT DE LA RÉDACTION

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.



LE RHUM DU FUTUR SERA DISTILLÉ À PARTIR DE ROCHES CHAUDES AU ROYAUME-UNI

Demain, la distillation du rhum de Cornouailles aura lieu dans le futur centre Celsius. Le site compte reproduire les conditions d'obtention du rhum tropical à partir de la géothermie.

La première distillerie géothermique britannique de rhum,

nommée Celsius, a reçu un permis de construire en Cornouailles cette année. Le site comprend une distillerie géothermique de rhum et une installation de recherche sur la maturation en fûts directement connectés à une centrale géothermique. L'installation est conçue pour recréer avec précision les profils de température et d'humidité trouvés dans le monde entier, y compris dans les régions tropicales, désertiques, ou celles plus froides de l'hémisphère Nord. La géothermie utilise la chaleur

des profondeurs de la Terre pour générer de la vapeur ou de l'eau chaude et produire de l'électricité. La région des Cornouailles possède une source unique d'énergie géothermique. Les roches situées à cinq kilomètres sous les Cornouailles sont plus chaudes que partout ailleurs au Royaume-Uni, ce qui en fait le meilleur endroit pour exploiter l'énergie géothermique. Cette avancée technologique mêlant géothermie et distillation est considérée comme une première mondiale. Le centre Celsius sera construit aux abords de l'ancienne décharge d'United Downs, près de la centrale géothermique qui

produira de l'énergie renouvelable à partir de 2022. La chaleur de la centrale d'énergie géothermique ira directement dans le centre Celsius, et le site alimentera ainsi un alambic en cuivre pour la distillation du rhum et une installation de maturation "géothermique" du rhum en fûts. Le gouvernement britannique a créé un fonds, le Green Distilleries Fund, d'un montant de 10 millions de livres sterling, dont le but est de développer les distilleries "vertes". Le projet Celsius a ainsi reçu 75 000 livres, et actuellement, 17 distilleries en Écosse et en Angleterre ont déjà obtenu entre 44 000 et 75 000 livres de ce fonds.

Un rhum fabriqué à partir de peaux de bananes

APRÈS LE SUCCÈS DU VERMOUTH INFUSÉ À LA CASCARA – l'enveloppe de la graine de café –, la gamme Discarded de la marque William Grant & Sons lance un deuxième spiritueux axé sur la réutilisation de déchets. Le rhum Banana Peel est

fabriqué à partir de peaux de bananes qui sont séchées, fermentées et trempées dans de l'alcool pendant deux semaines. La peau de banane provient d'une entreprise alimentaire qui utilise les fruits, mais jette les peaux.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.



ABERLOUR
- EST. 1879 -

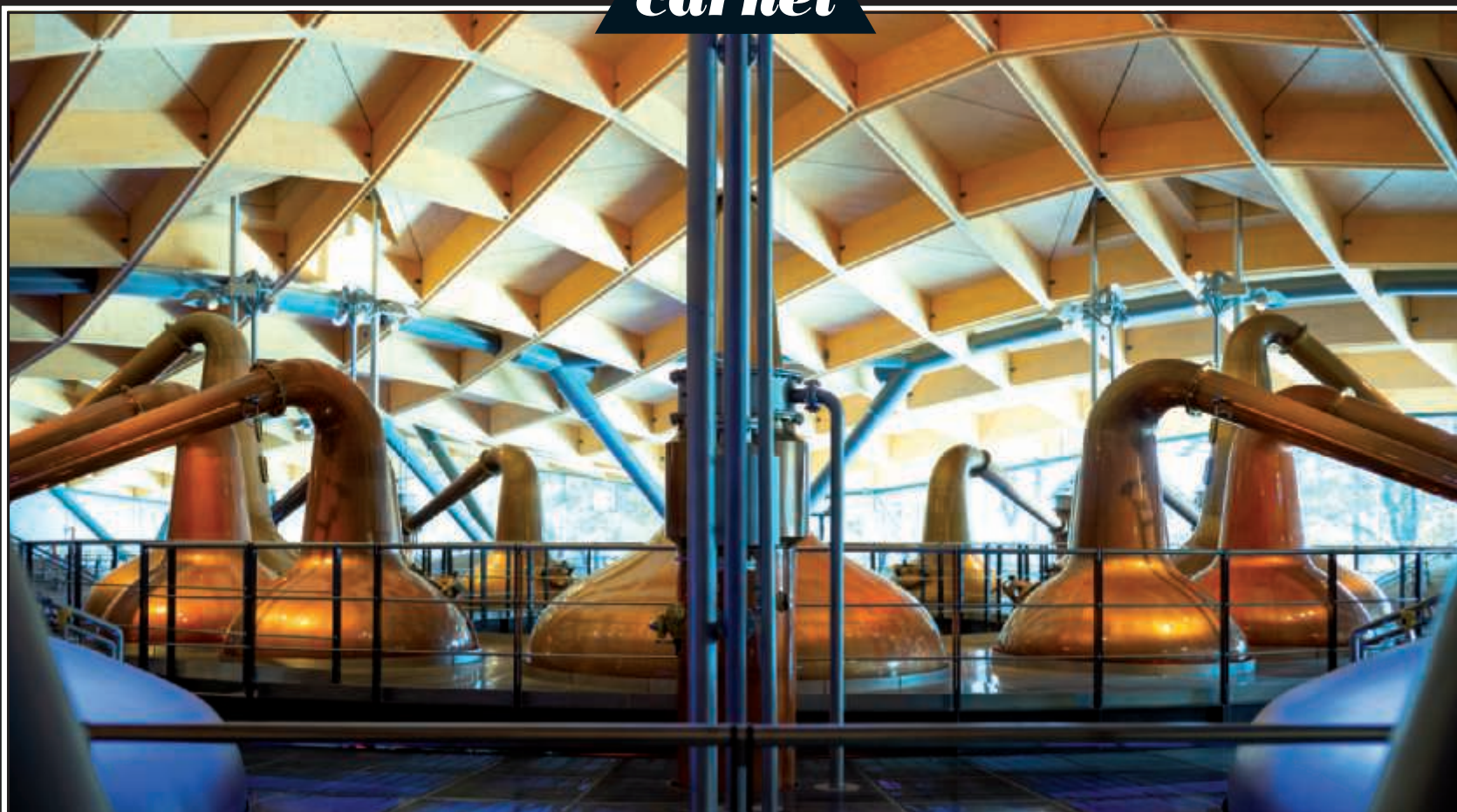
DISTILLERY

**ABERLOUR, DE NATURE GÉNÉREUSE
DEPUIS 1879**

La générosité n'est pas une qualité. C'est un engagement.

Car pour nous, seuls les actes comptent. Préserver cet écrin de nature unique qu'offre le village d'Aberlour. Rendre à la L'our aussi pure qu'on l'a pensée. Teau que la distillerie a utilisée. Privilégier l'orge locale, et enfin, rester fidèle au caractère généreux des single malts Aberlour, fruit d'une double maturation intégrale en fûts de Xérès et de Bourbon.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.



L'INDUSTRIE DU WHISKY ÉCOSSAIS VISE LA NEUTRALITÉ CARBONE EN 2040

Les producteurs de spiritueux prennent conscience de leur impact sur l'environnement et adoptent des pratiques de production et de marketing plus respectueuses.

La Scotch Whisky Association (SWA) planche sur des innovations, notamment des distilleries fonctionnant à l'hydrogène, pour atteindre plus rapidement la neutralité carbone. Pour la première fois, la stratégie de développement durable de l'organisme professionnel trace une voie claire vers des émissions de CO2 nulles. Une étude de 2018 a montré que le secteur était responsable de 528 792 tonnes d'émissions de dioxyde de carbone. La grande majorité de ces émissions provient du chauffage des alambics par la combustion de pétrole ou de gaz dans les distilleries. Les panneaux solaires sur les entrepôts et les distilleries sont devenus monnaie courante ces dernières années, et de nouvelles mesures d'efficacité énergétique ont été adoptées, mais les distilleries

gènèrent encore de grandes quantités de chaleur à partir d'énergies fossiles. L'hydrogène, qui peut être fabriqué grâce aux énergies renouvelables, est considéré comme l'une des solutions les plus susceptibles de réduire l'empreinte carbone de l'industrie du whisky. L'association ne s'attend pas à un changement à grande échelle avant la fin de la décennie, car la technologie n'est pas encore entièrement testée. Pour l'heure, des études de faisabilité sont en cours dans les distilleries écossaises.

Chaudière écoresponsable, recyclage et réutilisation de l'eau

Les chaudières à biomasse sont également à l'étude comme solution plus durable.

Elles fonctionnent comme un appareil de chauffage par combustion classique, au fioul ou au gaz, mais utilisent des sous-produits du bois comme la sciure et l'écorce, ou encore des résidus organiques tels que la paille et les coques de fruits. Le recyclage et la réutilisation de l'eau sont envisagés comme autres volets de la stratégie de la SWA. L'association compte également améliorer la qualité du verre, suite aux inquiétudes de certaines marques haut de gamme concernant l'aspect "trouble" du verre recyclé, qui pourrait nuire à l'image de leurs produits. Parallèlement à ces changements, la SWA fait pression pour une meilleure utilisation des terres en travaillant plus étroitement sur la biodiversité avec les agriculteurs et les communautés.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.



La Distillerie Saint James élabore à Sainte-Marie en Martinique, sur des parcelles sélectionnées, un Rhum agricole Biologique dont la canne à sucre est cultivée sans engrais chimiques ni pesticides et récoltée à pleine maturité.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

SÉLECTION DE SPIRITUEUX DURABLES

Les fabricants de boissons du monde entier s'efforcent désormais de réduire leur empreinte écologique. Voici sept produits impliqués dans cette démarche écoresponsable.

GIN AUX HERBES COOPER KING

La distillerie Cooper King, dans le nord du Yorkshire, est l'une des rares distilleries britanniques à fonctionner 100 % à l'énergie verte; elle utilise également des alambics sous vide pour réduire la consommation d'énergie et économiser l'eau.



ESPRIT BOTANIQUE NC'NEAN

Nc'nean affirme être la première distillerie de whisky 100 % biologique d'Écosse et n'utilise que des sources d'énergies renouvelables pour fonctionner. Le surplus de céréales est utilisé pour nourrir les vaches et les déchets de production, comme engrais.



BACARDI

La marque Bacardi a annoncé le développement de deux types de bouteilles : l'une entièrement biodégradable et l'autre en papier. Les deux types de bouteilles arriveront dans les rayons aux États-Unis d'ici 2023 et seront utilisés pour des marques telles que Bombay Sapphire, Grey Goose et Martini, aux côtés du rhum Bacardi.



ABERLOUR

Toute l'orge achetée est cultivée dans un rayon de 24 kilomètres autour du site, et les 10 000 tonnes utilisées chaque année sont recyclées comme aliment pour le bétail. Idem pour l'eau, qui est rendue après utilisation à la Lour, la rivière qui coule près de la distillerie.



APÉRITIF AIGRE-DOUX SANS ALCOOL EVERLEAF

Everleaf est un apéritif sans alcool fabriqué à partir d'un mélange de 18 plantes différentes, qui contient uniquement des ingrédients issus du développement durable.



FANTÔME DE FRAMBOISE DE LA DISTILLERIE GREENSAND RIDGE

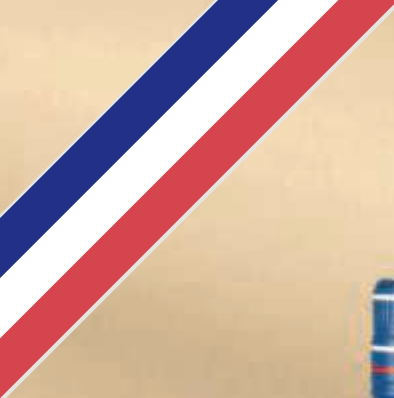
La distillerie neutre en carbone Greensand Ridge utilise 100 % d'énergie renouvelable, stocke la chaleur résiduelle pour une réutilisation ultérieure, et s'approvisionne localement en ingrédients des vergers, des champs et des haies entourant la distillerie.



RHUM SAINT JAMES

Saint James pratique une agriculture raisonnée, sans fongicides ni insecticides, qui préserve les cultures. La bagasse, résidu fibreux de la canne à sucre, est transformée en énergie verte pour le fonctionnement des colonnes de distillation et des moulins de broyage de canne, mais aussi en engrais.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.



GREY GOOSE®

VODKA



**LA VODKA
100% FRANÇAISE**



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

360



MAGAZINE

La révolution des séries arabes • Plein écran	54
Hans Kemmer, émérite inconnu • Peinture	56
Une Tatuyo sur les réseaux • Modes de vie	57
Entre la poire et le fromage • Histoire	58



✓ Photographie de Phillip Toledano

✎ Dessin d'Andrew Pinder, Royaume-Uni

SOURCE



FINANCIAL TIMES

Londres

Quotidien, 850 000 ex.

ft.com

Fondé en 1888 sous le nom de *London Financial Guide*, un journal de quatre pages destiné

“aux investisseurs honnêtes et aux courtiers respectables”, c’est aujourd’hui le quotidien financier et économique de référence en Europe. Il n’y a pas une institution financière ou banque digne de ce nom qui ne reçoive un exemplaire de ce journal reconnaissable à son papier rose saumon. Il a été racheté en 2015 par le groupe japonais Nikkei.

La vie éternelle est-elle pour demain?

Des start-up investissent des millions et recrutent des stars de la science pour trouver un remède à la vieillesse et conjurer la mort. Les avancées seraient considérables, le succès à portée de main. Mais sommes-nous prêts? —Financial Times
Londres

Les trois adolescents avaient baptisé leur projet “Gilgamesh”, du nom du héros mésopotamien dont la quête de la vie éternelle a fait l’objet d’un poème épique [en 2100 avant notre ère]. Il y a près de quarante ans, en Allemagne, Steve Horvath, son frère jumeau, Markus, et leur ami Jörg Zimmerman se sont juré de consacrer leurs carrières à accroître la durée de la vie humaine. “J’ai toujours eu le sentiment que la vie humaine était trop courte”, explique Steve, aujourd’hui âgé de 54 ans et généticien à l’université de Californie de Los Angeles.

Markus est devenu psychiatre et Jörg, chercheur spécialisé en intelligence artificielle. C’est Steve qui est resté le plus fidèle à la cause, en développant une technique qui

permet de mesurer l’âge biologique des cellules. L’horloge Horvath, un marqueur biologique du vieillissement, est une des découvertes qui, ces vingt dernières années, ont stimulé la recherche sur l’extension de la durée de la vie. Les biologistes ont trouvé des moyens de reprogrammer de vieilles cellules pour leur donner une nouvelle jeunesse et ont utilisé ces techniques pour aider à rétablir la vue de souris âgées; une entreprise s’est lancée à la conquête de la longévité en rajeunissant le système immunitaire, une intervention destinée à lutter contre des maladies telles que le Covid-19, qui s’attaquent aux organismes plus vieux et affaiblis.

La quête visant à rendre la mort optionnelle – ou du moins à la repousser nettement au-delà de ses frontières actuelles – n’est plus un domaine marginal de la science, ce qui était le cas du temps où les Horvath avaient prêté leur serment, mais un chantier biotechnologique qui pèse plusieurs milliards de dollars et attire des chercheurs réputés, dont des lauréats du prix Nobel. Dans la nouvelle édition révisée de la Classification internationale des maladies (ICD-11), la bible de la médecine, le vieillissement dispose même de son propre code, MG2A. Cette révision, en redéfinissant en gros l’âge comme une maladie, fait clairement passer l’idée que “vieillir en bonne santé” est une absurdité. Selon cette logique, si l’on peut rajeunir les cellules humaines, pourquoi devrions-nous tout simplement vieillir?

Le désir de reporter nettement notre date de péremption n’est pas qu’une affaire de biologie; il a également des implications sociales profondes et potentiellement clivantes. La durée supposée de la vie est source de discorde. Les “bioconservateurs” soutiennent qu’il est moralement contestable de repousser la mort en reconcevant fondamentalement le corps humain. D’autres affirment au contraire que c’est précisément ce que tend à faire la médecine : elle retarde le plus possible le moment fatidique.



IKON IMAGES

En mettant de côté la question de la surpopulation, si les gens peuvent vivre pendant deux, trois siècles, voire plus, les sociétés vont se retrouver confrontées à des interrogations existentielles. Est-il possible de rester heureux en ménage avec la même personne pendant deux cents ans? Si la thérapie d’extension de vie se banalise, son refus équivaudra-t-il à un suicide? Un monde qui vieillit progressivement finira-t-il par stagner, privé des idées neuves de la jeunesse, synonymes de progrès?

En 2013, Google a créé une unité de recherche sur la longévité. Calico, abréviation de “California Life Company”, se vante de ses liens avec des entreprises pharmaceutiques et des institutions telles que Harvard et le Massachusetts Institute of Technology (MIT). Sa stratégie, centrée sur la lutte contre les maladies neurodégénératives et le cancer, a pour objectif de nous rapprocher de la durée maximale théorique de la vie humaine, qui serait de cent quarante à cent cinquante ans. Ce chiffre a été calculé en extrapolant les risques de différentes maladies liées à l’âge, ou en étudiant le déclin des organes en fonction du vieillissement. [La Française] Jeanne Calment, la personne ayant vécu le plus longtemps au monde et dont l’âge a pu être vérifié, est morte à 122 ans, en 1997.

Mais un autre trophée, encore inaccessible, scintille dans le lointain : une extension radicale de la vie, la promesse d’une existence qui s’étendrait sur des siècles plutôt que sur des décennies. C’est la mission que se serait donnée Altos Labs, une nouvelle start-up de la Silicon Valley qui a formé une équipe de scientifiques de renom, dont Horvath. Altos bénéficierait du soutien du fondateur d’Amazon, Jeff Bezos, et d’Iouri Milner,



milliardaire d'origine russe, ami de Mark Zuckerberg, qui investit dans les nouvelles technologies.

D'autres organisations créées depuis peu participent à cette ruée vers l'immortalité, dont la Hevolution Foundation, fonds d'investissement à but non lucratif dédié à la recherche sur la "longévité en bonne santé", établi par décret royal en Arabie Saoudite et dirigé par Mehmood Khan, ancien responsable du département scientifique de PepsiCo. Citons aussi la Longevity Science Foundation, en Suisse, qui prévoit d'engager 1 milliard de dollars dans le même but. Pour les super-riches qui peuvent tout acheter, sauf le temps, le vieillissement n'est qu'un problème technologique fondamental de plus à résoudre, le corps une machine qui ne demande qu'à être perfectionnée, et, de leur point de vue, la science est peut-être à la veille de découvrir un remède fabuleux.

"Les gens qui financent [ces recherches] n'ont plus rien d'autre à explorer", commente Daniel Ives, ancien biologiste de Cambridge qui a fondé Shift Bioscience, une start-up britannique qui utilise l'apprentissage automatique pour analyser le vieillissement cellulaire. Ives vient des mêmes cercles scientifiques que ceux qui sont liés à Altos et était au courant de son lancement, même s'il ne veut rien dire quant à une éventuelle relation future entre Shift et Altos. "Les bailleurs de fonds ont tout - la belle vie et plus de bénéfices qu'ils ne peuvent en rêver, ajoutez-il. La seule chose qu'il leur reste à faire, c'est modifier la

Si l'âge est une maladie, alors l'idée de "vieillir en bonne santé" est une absurdité.

réalité. On a vraiment le sentiment d'être face à un nouvel horizon, parce que jamais nous n'avons été si près de pouvoir réinitialiser notre biologie pour vivre une deuxième vie."

La seule inquiétude d'Ives est de savoir quand, et non si, cette course à la fontaine de jouvence humaine portera ses fruits : "La route va être longue, et rude, mais ça ne va pas faire long feu - il y a trop de gens qui s'y intéressent, et trop de données prometteuses pour qu'on fasse marche arrière. Et ce serait vraiment dommage qu'on traîne des pieds et qu'on n'aille pas jusqu'au bout. En fin de compte, nous serions alors la dernière génération à souffrir de la tragédie des maladies liées à l'âge."

On retrouve chez Horvath le même optimisme que chez Ives. Pour lui, l'humanité est à l'aube d'"un moment historique. Toutes les étoiles sont alignées, apparemment." Même le professeur [britannique] Tom Kirkwood, distingué biologiste de l'université de Newcastle et ancien intervenant des conférences radiophoniques Reith [sur la BBC], d'ordinaire prudent, n'écarte pas la possibilité d'une extension radicale de la durée de vie : "Nous commençons à progresser dans notre compréhension de la science du vieillissement, et il devient donc scientifiquement raisonnable de commencer à envisager ce qui pourrait être un jour possible."

"N'ayons rien si souvent en la tête que la mort", recommandait Michel de Montaigne, le penseur du XVI^e siècle. Une contemplation assidue était censée nous préparer psychologiquement à l'inévitable.

De nos jours, certains osent penser autrement. Dans son prochain livre, intitulé *The Case Against Death* ["Contre la mort", à paraître en anglais en février 2022], le philosophe



← ↗ Dessins
d'Andrew Pinder,
Royaume-Uni.

Ingemar Patrick Linden souligne que la biologie de l'évolution explique *pourquoi* nous vieillissons et mourons, mais pas que nous le devons, ou le devrions. "Si notre vie et notre avenir sont précieux, écrit-il, alors la mort est une des pires choses qui puissent nous arriver. [...] Si nous pouvions vivre en bonne santé jusqu'à 120, 200 ou 1000 ans, ou indéfiniment, cela serait-il positif? Pour moi, la réponse est évidente. Mon expérience me dit qu'à défaut d'un bon au-delà la mort est un mal horrible et rien n'est plus important que d'empêcher que meurent des gens bien. Je suis pour l'abolition de la mort et le prolongement de la vie."

L'élite de la technologie, les scientifiques qui la servent et, de temps à autre, un philosophe peuvent souhaiter mettre fin à la mort, mais leur vision ne fait pas l'unanimité : selon un sondage du Pew Research Center de 2013 sur l'attitude du public, 4 % seulement des Américains rêvaient de vivre au-delà de 120 ans, et 1 % tout juste de vivre éternellement. Une réponse peut-être influencée par l'image de la vieillesse qui, selon Ives, revient "non à vivre plus longtemps, mais à mourir plus longtemps". À en croire le cabinet de consultants The King's Fund, une femme britannique meurt en moyenne à 83 ans après avoir vécu près d'une vingtaine d'années en "mauvaise" santé (statistiques pré-Covid-19).

L'évolution n'exige de nous rien de plus que d'atteindre l'âge de la reproduction afin de perpétuer notre espèce. Nos gènes ne sont donc soumis à aucune pression pour lutter contre des maladies qui surviennent à un âge plus avancé, comme Alzheimer. Avec le temps, nos organismes se montrent moins efficaces quand il s'agit d'éliminer les cellules défectueuses ou mutantes. Du fait de cette incapacité à se débarrasser des déchets, les cellules endommagées s'accumulent, compromettent les tissus sains et contribuent à déclencher le processus de la maladie. L'âge est un facteur de risque essentiel pour les maladies courantes dans les pays à hauts revenus : le cancer, les maladies cardiovasculaires et les maladies neurodégénératives comme Alzheimer et Parkinson.

Mais nous savons aussi que dissimulé quelque part dans notre biologie se trouve le bouton de réinitialisation de la jeunesse. C'est grâce à lui que les parents adultes ont des rejetons jeunes et non dotés de cellules déjà âgées. Au moment de la fécondation, le matériel génétique hérité de chaque parent biologique est d'une certaine façon débarrassé des changements liés à l'âge. Pour chaque bébé, l'horloge cellulaire repart de zéro.

Les scientifiques se bousculent pour trouver et contrôler cette porte qui permettrait de revenir au tout premier âge. En 2006, Shinya Yamanaka, de l'université de Kyoto, a identifié quatre protéines qui semblaient capables de remonter le temps. Plongez une cellule de mammifère dans ces protéines, aujourd'hui baptisées les "facteurs Yamanaka", et elle retournera à un état immature que l'on appelle la "pluripotence". Une cellule pluripotente est une cellule qui n'a pas encore atteint sa forme finale, qu'il s'agisse d'une cellule du foie, de la peau, du cœur ou du sang. La découverte qu'il était possible de faire remonter les cellules jusqu'à un stade juvénile a valu un prix Nobel à Yamanaka.

Richard Klausner, ex-directeur de l'Institut national du cancer américain, a récemment salué les travaux de Yamanaka, qui seraient, selon lui, encore plus importants que la découverte par Francis Crick et James Watson de la structure en double hélice de l'ADN : "[Yamanaka a montré que] l'on peut prendre n'importe quelle cellule, de n'importe quel âge et de n'importe quelle partie du corps, et la reprogrammer pour qu'elle remonte à un stade de zéro âge et zéro identité." Si les chercheurs réussissent à comprendre et à maîtriser ce processus de reprogrammation, affirme Klausner, ce sera "la plus grande révolution dans la médecine, la santé, peut-être même dans la société, qu'aura jamais vue l'humanité". Klausner a participé à la création d'Altos Labs, dont Yamanaka est consultant à titre gracieux.

Le transfert de cette technique depuis des cellules isolées jusqu'à des animaux dans leur intégralité présente un inconvénient : les souris auxquelles on administre le traitement de Yamanaka développent des tératomes, des tumeurs cancéreuses qui contiennent différents types de

tissus. Shift Bioscience cherche à savoir si une “reprogrammation transitoire”, une application intermittente des facteurs Yamanaka, pourrait faire remonter le temps sans entraîner de cancer.

Kirkwood prévient qu’il ne faut pas considérer la reprogrammation cellulaire comme une sorte de pierre philosophale, que ce serait mal interpréter la complexité du vieillissement. “C’est comme si on apportait un vieux moteur déglingué au garage et qu’on ne faisait réparer que l’embrayage, dit-il. S’il n’y a plus de freins, que le moteur est à bout et que la carrosserie est rouillée, les autres problèmes sont toujours là.” La maladie d’Alzheimer, par exemple, cause la formation de plaques amyloïdes dans le cerveau; le rajeunissement des cellules du cerveau pourrait empêcher l’apparition de nouvelles plaques, sans pour autant réparer les dégâts déjà commis.

Malgré tout, les scientifiques persévèrent et sont passés à des essais sur l’homme. S’inspirant d’études menées sur la longévité du rat, Gregory Fahy, biologiste californien qui a fondé la start-up Intervene Immune, a traité des hommes d’âge moyen à l’aide d’un cocktail de médicaments favorisant le rajeunissement qui vise le thymus, un élément clé du système immunitaire [situé à la base du cou, sous le sternum]. Fahy, qui a déjà servi de cobaye à ses propres expériences, a découvert une chose remarquable : un an de traitement à base d’hormones de croissance et de médicaments contre le diabète (en modifiant les médicaments utilisés dans l’étude sur les rats) a rajeuni de deux ans et demi l’âge biologique du thymus. Mesurées avec l’horloge de Horvath, les cellules des reins et de la prostate semblaient elles aussi avoir rajeuni. Certains sujets, assure Fahy, ont même signalé que leurs cheveux gris reprenaient de la couleur.

Les résultats, publiés dans une revue spécialisée en 2019, doivent être analysés avec prudence : il n’y avait que neuf sujets et aucun groupe de contrôle. Fahy lance des tests plus ambitieux dans l’espoir de remonter plus loin dans le temps. “Je ne sais pas jusqu’où nous pourrions aller avec ça, mais il est certain que nous n’avons pas encore trouvé de limite”, déclare-t-il. Si un an de traitement peut effacer plus de deux ans de dégâts, alors, plus ce traitement durera, plus un patient pourra théoriquement “rajeunir”, du moins selon les horloges moléculaires. (Bien que Kirkwood explique que personne ne sait à quel point le vieillissement moléculaire correspond au vieillissement tel que nous le connaissons.)

Après tout, des chercheurs ont déjà manipulé notre biologie par le passé, pour produire des bébés-éprouvette. C’était autrefois considéré comme impossible, une outrance contraire à la nature. La reproduction assistée est aujourd’hui une réalité de la vie : en juillet 2018, on estimait que près de 8 millions de bébés étaient nés d’une fécondation in vitro.

Les méthodes pour contourner le processus de vieillissement vont au-delà de la reprogrammation cellulaire. La réduction de la consommation de calories permet apparemment de prolonger la durée de vie; des travaux sont en cours pour développer un comprimé qui imiterait les effets d’une anorexie contrôlée. Un jour, la biologie synthétique nous permettra peut-être de développer de nouveaux organes. Le téléchargement de la conscience, qui nous verrait exister éternellement dans le cyberspace, est vanté comme une des voies conduisant à l’immortalité, même si la perspective de trépasser à la première coupure d’électricité a quelque chose d’un peu lamentable.

Quelle que soit la méthode, la quête d’une plus grande longévité est-elle moralement défendable? C’est déjà l’objectif de la médecine, estime John K. Davis, philosophe de l’université d’État de Californie et auteur de *New Methuselahs. The Ethics of Life Extension* [“Les Nouveaux Mathusalem. Éthique et longévité”, inédit en français; Mathusalem aurait vécu jusqu’à 969 ans]. À l’en croire, il en va de même de la volonté de repousser toujours plus loin les limites de la vie, et ces recherches sont donc justifiées. Et oui, le fait de refuser de vivre plus longtemps équivalait à un suicide. Tous ceux qui souhaiteraient vivre plus longtemps risquent cependant de ne pas obtenir satisfaction, ce qui soulève des interrogations en matière de justice sociale, mais à ses yeux ce n’est pas une raison suffisante pour l’interdire (personne ne veut proscrire les greffes d’organe, où la demande est là encore largement supérieure à l’offre). Il y aura les nantis, et les autres, reconnaît Davis, mais aussi les volontaires et les réfractaires.

Il prophétise que les thérapies de longévité altéreront l’attitude de l’homme face à la mort, car ceux des Mathusalem qui rendront leur dernier soupir ne mourront plus de vieillesse, mais par accident, malveillance, ou en raison d’une maladie incurable. “Nous devons apprendre à vivre en étant prêts à accepter l’éventualité d’une mort subite, inattendue, commente-t-il. Je ne sais pas comment notre psychologie s’y adaptera, mais l’espèce

Dissimulé dans notre biologie se trouve le bouton de réinitialisation de la jeunesse.

humaine est extrêmement souple. Nous avons appris à vivre avec l’agriculture, le langage et la culture, la technologie et les villes.”

À 65 ans, Davis est si optimiste qu’il se compte parmi les “volontaires”. “Je prendrais la pilule si je pouvais mettre la main dessus. Je tiens à continuer tant que la vie vaut d’être vécue. Mais si nous nous retrouvons dans une contre-utopie sociale avec un changement climatique qui échapperait à tout contrôle, la question pourra se poser.”

Ce qu’il redoute par-dessus tout, c’est une évolution malthusienne du monde : que notre planète croule sous le poids de la surpopulation et que d’autres technologies ne puissent nous sauver à temps. Avec le démographe Shahin Davoudpour, il a prédit qu’une espérance de vie de 1000 ans aboutirait à une multiplication par quatre de la population en l’espace de quelques générations. Il propose que les nouveaux Mathusalem renoncent à leur droit à se reproduire.

Le philosophe Linden pense que les angoisses de ce genre sont plus que surfaites. Ives, père depuis peu, s’inquiète lui aussi de la surpopulation. “Peut-être faudrait-il évaluer la capacité durable de notre planète à abriter l’espèce humaine, puis se poser quelques questions difficiles : si vous prenez des médicaments pour prolonger votre existence, faut-il que vous ayez quatre enfants? s’interroge-t-il. D’un autre côté, il y a un univers infini qui nous attend, et rien ne dit que nous ne devrions pas nous y propager. Alors, si vous voulez vraiment

avoir quatre enfants, peut-être qu’il faudrait que vous quittiez la planète pour la laisser à vos enfants.”

Je réplique à Ives que la perspective de filer m’installer dans une colonie martienne, loin de mes descendants, ne m’enchant que moyennement. “La décision ne m’appartient pas, me rétorque-t-il, mais, tôt ou tard, il va falloir que l’on en débattenne : quel temps vous a été alloué, faut-il que vous quittiez la planète? Je n’ai pas de réponse idéale.”

Une longue vie suivie d’un long voyage a sans doute de quoi plaire à Horvath, qui rêve de vivre assez longtemps pour voir sa fille et ses enfants grandir et partir dans l’espace. Mais lui qui a perdu un enfant dit qu’il a pour priorité d’éradiquer la souffrance humaine. “Je pense que notre domaine est mal compris, et que certains envisagent des futurs négatifs. Les chercheurs qui s’efforcent d’endiguer le vieillissement sont comme tout le monde, ils veulent protéger leurs parents et leurs proches de la douleur et des maux causés par les maladies liées à l’âge, comme le cancer et la sénilité. Personne ne tient à être un fardeau pour ses enfants en se retrouvant totalement dépendant ou en nécessitant d’être placé dans une institution.”

Si Kirkwood applaudit les tentatives pour accroître la longévité, il considère que la reprogrammation cellulaire détourne l’attention de priorités comme la lutte contre la misère et les inégalités sociales dans le domaine de la santé (les riches peuvent vivre près de vingt ans de plus que les pauvres).

Venki Ramakrishnan, ancien président de la Royal Society et lauréat d’un Nobel de chimie, formule une objection plus fondamentale à l’idée qu’il faille tuer la mort. Si les bactéries et les cellules cancéreuses sont effectivement immortelles, a-t-il expliqué dans un récent entretien, ce n’est pas le cas des organismes complets. Tous les animaux meurent, ce qui suggère que la mort et le sexe ont évolué de concert : “[La reproduction] est comme une loterie. On soumet différentes combinaisons de gènes à la vie pour voir celles qui fonctionnent le mieux, mais pour qu’elles puissent avoir une chance, la génération précédente doit dégager le terrain.”

En d’autres termes, le sexe a un prix, et c’est la mort. Pour Ramakrishnan, dont on se doute qu’il fait partie des “réfractaires”, le désir d’échapper à tout jamais à la mort n’est pas de l’héroïsme mais une forme d’hédonisme “prôné par des milliardaires californiens qui s’éclatent tellement dans la vie qu’ils ne veulent pas que ça cesse. Ils ne veulent pas s’enfoncer dans la nuit noire et glacée quand leur heure aura sonné.”

—Anjana Ahuja
Publié le 4 novembre



plein écran. 

← *Jinn*, première série arabe de Netflix (2019), met en scène des ados jordaniens qui partent visiter le site de Petra. Photo Netflix

—The Economist (extraits) Londres

Pendant les premières secondes d'*AlRawabi School for Girls*, on se croirait dans une série pour ados comme tant d'autres. Une fille vêtue de rose passe devant un bus de ramassage scolaire sur fond d'accords de piano. "J'ai toujours adoré l'école", déclare-t-elle. Puis ses camarades l'agressent.

Produite en Jordanie et réalisé par la Jordanienne Tima Shomali, *AlRawabi* n'évoque pas seulement des élèves qui se font des crasses, mais aussi la société patriarcale dans laquelle elles évoluent. Celle-ci les définit, et elles la renforcent involontairement. Six épisodes plus tard, la série s'achève par un coup de feu : la vengeance d'une adolescente a dégénéré en "crime d'honneur" (un problème très répandu dans le monde arabe).

AlRawabi s'est retrouvée en tête des audiences de Netflix en Jordanie, peu après la diffusion de son premier épisode, en août. Les spectateurs ont aimé le fait qu'elle aborde des sujets difficiles et décrive la vie de jeunes filles, un thème souvent négligé par la télévision arabo-phonie. La série a également fait l'objet de critiques pertinentes : certains ont relevé que le cadre, un lycée privé réservé à l'élite, était un monde limité que peu de Jordaniens fréquentent. Nombre de plaintes étaient cependant d'un genre plus tendancieux : le député [islamiste] Saleh Al-Armouti a demandé au Premier ministre pourquoi il avait autorisé cette série, qui "répand la décadence morale et éducative".

Les chicaneries de ce genre devraient se multiplier. Après un lent démarrage,

Les séries arabes font leur révolution

Au Moyen-Orient, l'essor des plateformes de streaming permet la multiplication de productions de plus en plus originales et audacieuses, capables pour certaines de séduire un public mondial.

les sites de streaming sont en train de décoller dans le monde arabe. Netflix compte désormais 5 millions d'abonnés au Moyen-Orient. La plateforme Shahid [accessible en France], du groupe saoudien MBC, a multiplié le nombre de ses abonnés par vingt l'année dernière et en compte actuellement 2 millions. Pour s'étendre encore – Netflix compte doubler le nombre de ses abonnés arabes d'ici cinq ans –, ces opérateurs investissent lourdement dans des contenus originaux. Certains s'attaqueront aux tabous du cinéma et de la télévision arabes, et pas seulement comme on pourrait s'y attendre.

Le salace fait souvent les gros titres. Prenez *Jinn* (également produite en

Jordanie), qui a été, en mars 2019, la première série arabe originale diffusée par Netflix. Elle n'était pas très bonne. Les spectateurs s'en sont donné à cœur joie sur le scénario, les dialogues et le jeu des acteurs, mais les critiques les plus violentes se sont concentrées sur un baiser entre deux jeunes personnages. Pour une scène d'amour, celle-ci était carrément chaste, juste un petit bisou sur les lèvres. Mais cela a suffi pour que le procureur d'Amman demande aux autorités d'interdire la série.

Ce genre de débat n'a certes rien de nouveau ou d'inhabituel. Dans *Chicago Street*, un feuilleton syrien diffusé l'année dernière [sur le bouquet de chaînes par satellite OSN, basé à Dubaï], on a vu

des acteurs s'embrasser non seulement à l'écran, mais aussi sur les affiches publicitaires. La série *Newton's Cradle*, diffusée en Égypte au printemps dernier [durant le ramadan], a été saluée pour sa description des relations amoureuses et sexuelles, en particulier lors d'une scène qui abordait le viol conjugal. Malgré les protestations épisodiques des religieux, les producteurs arabes trouvent le moyen d'explorer ces questions.

Censure. Il y a toutefois deux autres contraintes qui sont plus gênantes que les appels à la morale publique. Premièrement, la politique : les gouvernements ne veulent pas que les programmes de télévision la remettent en cause. Deuxièmement, les impératifs commerciaux : les patrons de studio veulent que les programmes correspondent à un modèle bien établi, en général destiné aux femmes d'âge moyen plutôt qu'aux jeunes, qui constituent un public convoité ailleurs dans le monde.

Les restrictions politiques sont difficiles à éviter, même sur un site de streaming. Quand on lui a demandé d'interdire *Jinn*, l'autorité jordanienne de l'audiovisuel a déclaré ne pas avoir compétence sur Netflix. Mais d'autres gouvernements ne sont pas de cet avis. En 2018, Netflix a retiré un épisode de l'émission humoristique américaine *Patriot Act with Hasan Minhaj* de son catalogue en Arabie Saoudite, parce qu'on y dénonçait le rôle du royaume dans la guerre au Yémen et le meurtre du journaliste saoudien Jamal Khashoggi. L'Arabie Saoudite a déclaré que ce programme violait sa législation en matière de cybercriminalité.

Les barrières commerciales sont peut-être plus faciles à surmonter. Les séries

☞ Sur l'affiche de la série syrienne *Chicago Street* (2020), un baiser qui a fait débat. Photo OSN Ya Hala

Saluée pour sa description des relations amoureuses, la série égyptienne *Newton's Cradle* aborde la question du viol conjugal.

diffusées durant le ramadan ont été, pendant des dizaines d'années, la pièce maîtresse de la télévision arabe. Elles sont diffusées à raison d'un épisode par soir pendant tout le mois saint, et visent les familles scotchées devant la télé dans une stupeur postprandiale. Ces séries coûtent cher – la production peut prendre une année entière – et sont confrontées à une rude concurrence. Le format est restrictif car elles nécessitent souvent une trentaine d'épisodes. Le ramadan représente de 15 à 20 % des recettes annuelles des sociétés d'audiovisuel.

Avec de tels enjeux, les producteurs jouent la sécurité. Ils privilégient des stars établies, parce que la publicité est facile quand on peut coller un visage connu sur une affiche. La gamme dramatique est



réduite : sagas historiques, trucs d'action débiles, comédies tarte à la crème. Les autres genres sont ignorés. Les fans arabes de science-fiction, par exemple, déplorent souvent l'absence de propositions dans ce genre. Ce n'est pas faute de matériau : Ahmed Khaled Tawfik, l'un des auteurs égyptiens les plus aimés du xx^e siècle, a pondu quantité de romans d'horreur et de science-fiction, contre l'avis des éditeurs qui voulaient des romans policiers.

Dans ce contexte, *Paranormal* semblait d'autant plus... eh bien, anormale quand elle est sortie sur Netflix, l'année dernière. Première série originale égyptienne diffusée par la plateforme, cette anthologie surnaturelle repose sur des romans de Tawfik. Elle a pour héros Refaat Ismail,

un hématalogue du Caire joué par Ahmed Amin, qui fume des cigarettes à la chaîne. Amin était connu pour ses sketches humoristiques et les vidéos YouTube qu'il produisait lui-même. La saison ne faisait que six épisodes.

Aucun de ces éléments ne correspondait au modèle traditionnel de la télévision arabe, mais les spectateurs ont adoré. La série a passé dix semaines en tête du classement de Netflix en Égypte. Ce succès prouve que même si les séries du ramadan restent un rendez-vous incontournable, il y a aujourd'hui d'autres façons de faire de la télévision arabe de prestige – parfois en faisant appel à des acteurs relativement peu connus et à des formats expérimentaux.

Élément crucial : au lieu de viser des téléspectateurs locaux et d'âge moyen, les réalisateurs arabes, comme leurs homologues à l'étranger, peuvent désormais cibler un public plus large et dispersé dans le monde. *Paranormal* était profondément égyptienne, et pas seulement à cause des Nefertiti, les cigarettes vintage que fume Ismail : le quatrième épisode parle de la Naddaha, un spectre féminin qui attire les hommes pour les noyer dans le Nil. On finit par découvrir que ce fantôme a été la victime d'un crime d'honneur. La série a néanmoins été bien accueillie au-delà de l'Égypte. Pour le magazine [américain] *Variety*, c'est l'une des meilleures séries étrangères de 2020. Les critiques étrangères l'ont comparée à *X-Files*.

Contrats et projets. D'autres idées novatrices sont en préparation. En septembre, Shahid a lancé une série intitulée *Hell's Gate*. Située trente ans dans le futur, elle montre un Beyrouth dystopique contrôlé par une bande d'oligarques. *Hell's Gate* a été présentée comme la première série de science-fiction de la plateforme. L'année dernière, Netflix a sorti *Six Windows in the Desert*, un ensemble de courts-métrages de réalisateurs saoudiens, et *Whispers*, une série fantastique [également saoudienne]. La plateforme a signé plusieurs contrats avec des sociétés de production saoudiennes pour faire des films originaux et des dessins animés, alors que le cinéma n'a été légalisé dans le royaume qu'en 2018, après avoir été interdit pendant trente-cinq ans.

Toutes ces productions ne sortiront pas du cadre établi. Netflix travaille à un film musical avec Amr Diab, une indétrônable pop star égyptienne. Certaines règles tiendront toujours : personne au Caire ne proposera une satire des rouages du gouvernement d'Abdel Fattah Al-Sissi. Les sites de streaming n'en contribuent pas moins à faire pour la télévision arabe ce que [la chaîne câblée] HBO a fait pour la télévision américaine il y a vingt ans : donner vie à des histoires qui, sinon, n'auraient pas été racontées.—

Publié le 23 octobre

☞ Ahmed Amin dans *Paranormal* (Netflix, 2020). Photo Netflix

☞ *Hell's Gate* (Shahid, 2021). Photo Shahid VIP

Sur Netflix

Paranormal, sortilèges d'Égypte



Lancée en 2020, *Paranormal* "a épaté beaucoup de monde avec la mise en scène d'événements surnaturels, du jamais vu dans le cinéma égyptien", écrit le quotidien cairote **Al-Wafd**.

"Voir un gorille aussi imposant que King Kong se mouvoir sur une terre arabe et des acteurs qui le fuient en poussant des cris en langue arabe, c'est quelque chose de nouveau", renchérit le site prorévolutionnaire syrien **Enab Baladi**. Des débats ont eu lieu sur les réseaux sociaux, notamment pour savoir si la série était à la hauteur des romans publiés entre 1993 et 2014 par Ahmed Khaled Tawfik, grand précurseur de la littérature d'horreur et de science-fiction arabe. Sur le site égyptien **Mada Masr**, un jeune adepte de l'écrivain regrette que, trop retouché, le personnage principal, Refaat, finisse par "ressembler au héros d'une série américaine quelconque". Malgré tout, "il faut souhaiter le succès à cette série qui veut plaire à un public mondial", écrit le site.

Sur Shahid

Hell's Gate, le chaos libanais réinventé

Avec cette série lancée en septembre dernier et "considérée comme la première production libano-arabe mêlant à la fois science-fiction, drame et suspense", ses producteurs et la plateforme saoudienne de streaming Shahid "entrent par la grande porte dans le monde de la production arabe et internationale", se félicite le quotidien libanais **An-Nahar**. "Rien ne va plus à Beyrouth en 2052. Effondré depuis déjà quelques années à la suite d'une succession de conflits et de pandémies mortelles,

le système libanais a été remplacé par un régime nouveau géré par des entreprises privées", résume **L'Orient-Le Jour**. La série raconte la lutte opposant "l'État de l'union", qui dirige le pays, et un groupe de rebelles baptisé Tawara. C'est l'histoire d'un "combat entre le bien et le mal", explique au journal Amin Dora, le réalisateur libanais de la série. Aisé d'y voir un clin d'œil à la réalité. "Il est vrai que le Beyrouth de 2052 montré dans la série ne ressemble pas beaucoup à la capitale libanaise, mais il est difficile de ne pas y voir un prolongement naturel de cette dernière", estime **Al-Akhbar**.



Des polémiques à répétition

En début d'année déjà, Shahid a subi les foudres de l'opinion publique et de la censure saoudiennes. Elle a dû déprogrammer le feuilleton *Dhahaya Halal* ("Victimes halal"). Il montrait des femmes engagées dans des "mariages temporaires", une forme de prostitution déguisée, avec de (très) jeunes hommes, sujet tabou s'il en est. Cet été, la plateforme a récidivé avec *Rashash*, qui narre le destin d'un bandit de grand chemin qui a défrayé la chronique dans les années 1980, avant d'être décapité en place publique. Faire de ce hors-la-loi le héros d'une série grand public ne pouvait que choquer. Il y a "danger" à "titiller l'appétit des adolescents pour la rébellion et les aventures violentes", a ainsi écrit le journal **Al-Makkah**. La série a également suscité de la colère au sein de la tribu Otaibi, une tribu bédouine marginalisée dont *Rashash* était membre, ainsi qu'au Yémen (dans une scène, le héros déclare garder ses dirhams pour, dans ce pays, profiter des femmes et de la drogue ; cela a été vu comme une insulte). Cette grosse production marque en tout cas un jalon dans les tentatives de Riyad d'asseoir le soft power saoudien, relève le journal saoudien **Al-Arab**.

↓ *Le cadeau d'amour*, tableau
de Hans Kemmer.

Photo St. Annen-Museum Lübeck

— *Neue Zürcher Zeitung* Zurich



C'est un couple d'amoureux. Cela ne se voit peut-être pas au premier coup d'œil mais c'est évident : le jeune homme a le bras sur l'épaule de la jeune femme. Celle-ci tient dans la main droite des œillets et des pâquerettes, symboles de l'amour et de la virginité à l'époque où le tableau a été peint. De la main gauche, l'homme tend à la dame un anneau d'or avec un rubis, la bague de fiançailles. Celle-ci se trouve presque exactement au milieu du tableau.

Cela montre à quel point elle est importante. Car s'il s'agit ici d'amour, il s'agit avant tout de mariage, en tant qu'institution. Le tableau a été peint pour le mariage de Johann Wigerinck et Agneta Kerckring à Lübeck [une ville de l'extrême nord de l'Allemagne], en 1529. On peut le voir au musée St. Annen de Lübeck, où il représente le clou d'une merveilleuse exposition*, consacrée à un peintre dont on ne savait encore pas grand-chose jusqu'à il y a peu.

Johann et Agneta n'étaient pas n'importe qui : ils faisaient partie des meilleurs cercles de la ville. Lui venait d'une riche famille de marchands qui faisait du commerce – de cuivre, notamment – avec les Pays-Bas et la Baltique. Elle était fille et sœur de conseiller municipal. Chacun était un bon parti.

Dans ce cas, on montre volontiers ce qu'on possède. Le couple est vêtu avec élégance, même les patriciens de Lübeck ne se seraient pas autant apprêtés pour une partie de campagne. La coiffure élaborée de la dame est à elle seule une œuvre d'art. La chaîne d'or qu'elle porte autour du cou est énorme, il faut qu'on la voie de loin. Le fiancé est vêtu d'un manteau précieux qui pèse lourdement sur ses épaules. Et s'il se prenait dans l'arbuste qui se trouve derrière et se salissait ?

Tout est merveilleusement peint. Le couple n'a pas regardé à la dépense. Hans Kemmer, qui avait été chargé de la chose, était le premier peintre de Lübeck pour les tableaux importants – portrait d'un membre d'une famille dirigeante par exemple, peinture destinée à l'autel d'une église de la ville ou œuvre pour ses dévotions personnelles.

Hans Kemmer ? Oui, Hans Kemmer. Un peintre dont on ignorait l'existence il y a encore quelques années. On trouvait des tableaux de lui dans quelques musées d'Allemagne, mais ils étaient attribués à d'autres peintres, quand ils étaient attribués. Personne n'avait fait le rapport entre eux. Ce n'est que dans les années 1990 que l'historien de l'art Christoph Emmendorfer a prouvé que les lettres HK qui figuraient sur certains d'entre eux signifiaient Hans Kemmer.

Une autre pièce du puzzle a fait son apparition une dizaine d'années plus tard. En numérisant les tableaux de Lucas Cranach

Hans Kemmer, émérite inconnu

Il avait sombré dans l'oubli. Formé à l'atelier Cranach, il a pourtant été, au XVI^e siècle, le peintre que le tout le monde s'arrachait dans la ville hanséatique de Lübeck. Histoire d'une redécouverte.

l'Ancien et de ses fils [qui comptent parmi les plus célèbres artistes de la Renaissance allemande], on s'est aperçu que les Cranach avaient à Wittemberg [dans l'est de l'Allemagne, la ville d'où Martin Luther a lancé la réforme protestante en 1517] une véritable manufacture qui a produit des milliers d'œuvres. Cela n'était possible que parce qu'ils employaient des apprentis. Les maîtres concevaient les tableaux – qui étaient souvent réalisés en une dizaine d'exemplaires – et en supervisaient les étapes importantes mais laissaient les mains libres à leurs collaborateurs.

Au fur et à mesure que les apprentis s'amélioraient, ils se chargeaient des étapes délicates, ce qui libérait le maître. Les dessins préliminaires, par exemple. Et c'est là qu'on trouve un lien étroit entre Cranach et Hans Kemmer. Des examens à l'infrarouge ont montré qu'il existait sous la couche de peinture des similitudes frappantes entre les dessins préliminaires des œuvres sorties de l'atelier Cranach et ceux des tableaux signés HK.

À partir de là, on a pu attribuer à Hans Kemmer des œuvres qu'il n'avait pas signées, dont certaines étaient considérées comme issues de l'atelier Cranach. On a en outre conclu que Kemmer avait dû travailler à l'atelier de Lucas Cranach entre 1515 et 1520. C'était un des élèves les plus doués, le maître lui confiait des travaux difficiles et discutait peut-être avec lui des détails avant fabrication en série.

Artiste subtil. De fil en aiguille, on finit par avoir une idée plus précise de son parcours : Hans Kemmer est né à Lübeck, probablement en 1495, peut-être un an plus tard. Après plusieurs années à Wittemberg, il revient à Lübeck vers 1520 et épouse la veuve du peintre Hermann Wickhorst, chez qui il a vraisemblablement appris la peinture. Avec ce mariage, il reprend l'atelier de Wickhorst, selon la coutume de l'époque. Il poursuit l'activité, et avec succès. Quelques années plus tard seulement, Kemmer achète une maison dans la Königsstrasse, le meilleur emplacement du centre-ville. Il est alors un peintre établi et fait partie des citoyens en vue. Puis il tombe dans l'oubli et devient un simple monogramme que plus personne ne comprend.

Au musée St. Annen de Lübeck, on assiste à une redécouverte. Vingt-deux des 29 tableaux attribués à Hans Kemmer sont réunis dans une exposition qui présente son œuvre en relation avec l'atelier Cranach et les peintres Jacob van Utrecht et Hans von Köln, dont le style a influencé Kemmer.

La peinture de la Renaissance allemande a-t-elle une nouvelle star ? Certes, Hans Kemmer est un artiste subtil, techniquement parfait, même s'il ne peut rivaliser avec la finesse de Cranach, Albrecht Dürer

ou Matthias Grünewald. Ses tableaux sont plus simples et conventionnels. Son œuvre illustre cependant le problème auquel ont été confrontés les peintres dans la première décennie du XVI^e siècle.

Avec la Réforme, la demande d'œuvres sacrées chute massivement en quelques années. Même si Luther, contrairement à

PEINTURE

Calvin, ne remet pas fondamentalement en question la présence d'images à l'église, les peintres doivent prendre une nouvelle orientation. C'est-à-dire, trouver des contenus qui présentent les conceptions de la nouvelle religion. L'atelier de Cranach fait appel à [l'imagerie de] Judith et Holopherne pour illustrer le combat acharné pour la religion. Ou à l'histoire du Christ et de la femme adultère pour illustrer la justification par la foi [la transformation du pécheur en serviteur de Dieu, réinterprétée par Luther].

Hans Kemmer a ces deux thèmes à son répertoire, mais travaille pour les tenants de la Réforme comme pour ceux de l'ancienne religion, à l'image de la plupart des peintres de l'époque. Et il doit beaucoup plus à Cranach qu'on pourrait le croire à première vue. Y compris dans le tableau du mariage de Johann Wigerinck et Agneta Kerckring.

Il y a ce cheval dont ne sait pas très bien ce qu'il fabrique derrière l'arbre. Peut-être vient-il de l'atelier de Cranach : le héros grec Pâris est accompagné d'un cheval quand il est sommé par Héra, Athéna et Aphrodite de décider qui est la plus belle d'entre elles [dans *Le Jugement de Pâris*, un tableau de Cranach l'Ancien].

La composition du tableau s'inspire de celle du *Sixième Commandement* ["tu ne commettras pas l'adultère"] sur le panneau représentant les Dix Commandements peint par Cranach [l'Ancien] en 1516. Là, il n'y avait pas de cheval derrière les amants adultères mais le diable lui-même, un horrible bonhomme cornu grimaçant stupidement.

Le tableau de mariage ne va pas jusque-là. Après tout, il ne s'agit pas de mettre en garde contre l'infidélité mais de célébrer la fidélité conjugale. Kemmer recourt pour cela à des éléments établis. Pas question de se hasarder pour un tableau qui serait examiné par la haute société de Lübeck.

On ne sait rien de plus sur le mariage de Johann et Agneta. Ce qu'on sait, c'est que Johann Wigerinck est mort en janvier 1563, et Hans Kemmer à l'automne 1561. D'après les registres, le peintre a été inhumé dans l'église Sainte-Catherine de Lübeck. Où exactement, nul ne le sait. Sa tombe n'a toujours pas été retrouvée.

— Thomas Ribl
Publié le 27 octobre

* L'exposition "Cranach, Kemmer, Lübeck. Des grands maîtres entre Renaissance et Réforme" est à voir au musée St. Annen de Lübeck jusqu'au 6 février 2022. Plus d'infos sur st-annen-museum.de.

MODES DE VIE

Une Indienne Tatuyo sur les réseaux

Sous le pseudo "Cunhaporanga", Maíra Gomez raconte sur Instagram et TikTok le quotidien des siens, en Amazonie brésilienne.



↓ Maíra Gomez. Capture d'écran TikTok / @cunhaporanga_oficial

Maíra Gomez montre les motifs géométriques tracés sur son visage, réalisés selon les techniques traditionnelles avec deux fruits, l'urucum rouge orangé et le jenipapo d'un noir bleuté. "Elle appartient à la communauté indienne tatuyo, au sein de l'État d'Amazonas", dans le nord-ouest du Brésil, détaille **Hypeness**, un site d'information du groupe brésilien Webedia. Sur les réseaux sociaux, elle s'est fait connaître sous le nom de "Cunhaporanga", qui signifie "jolie femme du village" en tupi, l'une des grandes familles de langues natives du pays (à laquelle n'appartient pas la langue tatuyo). Elle compte 535 000 abonnés sur Instagram, plus de 6,4 millions sur TikTok, et leur nombre ne cesse d'augmenter.



REVUE DE PRESSE

"Quelle que soit la plateforme, Cunhaporanga a un seul et même objectif : faire connaître au plus grand nombre la culture et les traditions de son peuple", écrit **Hypeness**. Sur un ton pédagogique, entrecoupant ici ou là son propos de quelques mèmes en vogue, la jeune femme de 21 ans fait découvrir les peintures faciales, la fabrication de bijoux, la cuisine ou encore le vocabulaire de son peuple. "Je suis allée au lycée, mais je n'ai pas encore commencé d'études supérieures, confie-t-elle à **A Crítica**, le grand quotidien de Manaus, dans l'État d'Amazonas. En revanche, j'aide mes parents aux champs, et je peux me dire aussi bien agricultrice qu'artisane. La communauté tatuyo voit passer beaucoup de touristes, chaque famille fabrique et vend son propre artisanat – quand on a besoin de quelque chose, on n'a qu'à aller en ville pour se le procurer avec l'argent ainsi gagné."

Aînée de six enfants, Maíra Gomez raconte qu'elle est née dans la région de São Gabriel da Cachoeira, qui se

trouve à proximité des frontières vénézuélienne et colombienne, voilà pourquoi elle jongle avec plusieurs langues. "Mon père parle 14 langues, et il en comprend encore plus. Ma mère en parle 8, et elle en comprend aussi quelques autres. Moi, je parle la langue de mon père et de ma mère, ainsi que le portugais et l'espagnol. L'espagnol est assez répandu dans la région."

Elle s'agace, mais sans perdre patience, des questions sur les réseaux qui insinuent qu'être une influenceuse connectée (elle explique que sa communauté dispose de l'électricité

mais que l'accès à Internet se fait grâce à une antenne et les données mobiles) est incompatible avec la vie autochtone. "Mon portable, je l'ai acheté avec mon argent. De l'argent gagné grâce à la vente de mon artisanat. Les Indiens ont le droit d'acquérir de nouveaux savoirs par le biais des nouvelles technologies, de s'adapter à la modernité et d'avoir la curiosité d'apprendre. Avoir des portables, porter des vêtements, ce n'est pas renoncer à nos coutumes et à notre culture."

— **Courrier international**



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

LA PERSONNE À SUIVRE

Chaque lundi matin, dans le Réveil Courrier et sur notre site, découvrez le portrait d'une influenceuse ou d'un influenceur dressé par la presse étrangère.



Entre la poire et le fromage

VIII^e-XV^e siècle – Europe

Longtemps considéré comme la “viande des pauvres”, le fromage est devenu au Moyen Âge un mets de choix pour les plus riches. Avec la complicité de la poire.

↑ Miniature extraite du traité de diététique *Tacuinum sanitatis*.

Photo DeAgostini/Getty Images

—Oukraïnska Pravda Kiev

La cuisine médiévale des nobles ne se composait pas seulement de plats extravagants comme du paon, de la lamproie ou du cygne servis avec des sauces à base de leur propre sang. Les menus n'étaient en réalité pas si différents des nôtres, mais le fromage semble en avoir été absent. Considéré au Moyen Âge comme un aliment rural, il a dû parcourir un long chemin avant d'arriver jusqu'à la table des nobles. Il avait acquis une

grande popularité durant la période de l'expansion de l'Empire romain, car il répondait à tous les critères nécessaires pour le stockage des vivres des légionnaires. Il était facile à transporter, et nourrissant. Et pouvait être consommé rapidement.

Quand l'Empire romain d'Occident a disparu [au V^e siècle], ce sont en particulier les monastères bénédictins qui se sont mis à produire du fromage. Mais pour quelle raison ? Tout d'abord, la Règle de saint Benoît, qui régissait tous les aspects du fonctionnement de la société monastique, insistait sur la nécessité du travail et de l'autosuffisance des moines. La fabrication de fromage était un des moyens d'appliquer cette

En conclusion d'un grand repas, le fromage “ferme” l'estomac après les plats et la poire aidait à une élimination rapide.

règle. Ensuite, l'ascèse, qui devait être pratiquée par les moines, prévoyait l'absence partielle ou complète de viande pendant les repas. Et, comme pour les paysans, le fromage a dû remplacer la viande pour les moines.

Cette vision du fromage en tant que substitut bon marché de la viande n'était évidemment pas un argument à même de séduire les classes supérieures. En revanche, des traités de diététique ont pu avoir une influence – comme le *Regimen sanitatis* (datant du XII^e-XIII^e siècle), qui enseignait comment préserver et entretenir sa santé à l'aide de six ingrédients “non naturels” (*res non naturales*). Ou encore le *Tacuinum sanitatis*, qui assurait qu'il existait deux sortes principales de fromage – le fromage jeune, *caseus recens*, et le vieux, *caseus vetus*. La nature du fromage jeune est décrite comme “humide et chaude”, ce qui aiderait à produire du “bon sang”, et serait donc utile pour la santé. Le vieux fromage, selon les auteurs du *Tacuinum*, est d'une autre nature : sec et modérément chaud. Il aurait entre autres pour qualité d'“arrêter la dysenterie”, mais serait dangereux car il favoriserait la formation de calculs. D'après le *Regimen sanitatis*, le fromage frais est nourrissant, gras et difficile à digérer, mais avec du pain c'est la meilleure nourriture qui soit pour une personne saine. Il peut être “consommé avec [...] du vin” sans danger.

“Pour connaître un bon fromage”, il faut suivre les recommandations du *Ménagier de Paris*, manuel rédigé par un bourgeois parisien de la fin du XIV^e siècle pour l'édification de son épouse. On y apprend que le fromage doit être : “Non Argus, nec Helena, nec Maria Magdalena, sed Lazarus, et Martinus, respondens pontifici.” [“Point Argos, ni Hélène, ni Marie-Madeleine, mais Lazare, et Martin, avec la gravité d'un pontife.”] Si ce conseil paraît incompréhensible, on peut se reporter aux explications des spécialistes : le fromage doit être dépourvu des “yeux” multiples du géant Argos, autrement dit, ne pas avoir de trous, ne doit pas être blanc “de visage” comme Hélène, ni humide comme Marie-Madeleine, qui a pleuré en se repentant, mais couvert de croûte comme Lazare, dur comme Martin Gosia,

enseignant de Bologne du XII^e siècle, réputé pour sa sévérité et pesant comme un pape.

Quant à la place du fromage dans l'ordre des mets, elle n'est pas évoquée explicitement dans les livres culinaires. Toutefois, sa présence à la fin du repas semble ancienne. “Ne dis pas au paysan combien le fromage est bon avec les poires”, dit un vieux proverbe italien auquel le chercheur et gastronome italien Massimo Montanari a consacré tout un livre [*Entre la poire et le fromage, ou comment un proverbe peut raconter l'histoire*, éd. Agnès Viénot, 2009]. Il y rappelle aussi un dicton français du XIII^e siècle : “Jamais Dieu n'a fait un mariage aussi réussi que celui de la poire et du fromage”. L'alliance entre le fromage, aliment paysan jusqu'au XV^e siècle, et la poire, qui appartenait à la table de l'élite, n'était pas évidente à première vue. Mais leur association était considérée comme idéale pour conclure un grand repas : le fromage “ferme” l'estomac après les plats et la poire aidait à une élimination rapide.

La *Summa lactiniorum* (1459), premier ouvrage à dresser la liste des diverses sortes de fromages italiens et français, est due à la plume de l'Italien Pantaleone da Confienza. L'aspect le plus intéressant de ce traité est la thèse qui veut qu'à chaque tempérament et à chaque âge correspondent certains types de fromages. Comme le souligne Montanari, Pantaleone n'avait pas seulement pour but de réhabiliter le fromage en tant que produit de consommation de prestige, mais aussi de promouvoir les fromages de la plaine du Pô (Toscane, Piémont, Savoie), sa région.

Les produits populaires du Moyen Âge se caractérisaient par leur absence d'unification et de standardisation, et cela vaut particulièrement pour le pain et le fromage. Certes, les fromages frais se ressemblaient par leur goût doux et lacté, et les fromages à moisissure par leur saveur piquante et intense, mais il serait inutile de vouloir chercher une quelconque unité. Et l'amateur de fromages le sait bien, c'est cette diversité médiévale que l'on retrouve encore dans notre assiette de fromages contemporaine.

—Stefania Demtchouk*

Publié le 23 septembre

*Stefania Demtchouk, historienne, est l'autrice de *Du castor au faisan, la nourriture dans l'Occident médiéval*, éd. Yijak, 2021 (non traduit en français).

SOURCE



OUKRAÏNSKA PRAVDA

Kiev, Ukraine

pravda.com.ua

Le journal en ligne “Vérité ukrainienne”, créé en 2000 par Guéorgui Gongadzé, tué la même année alors qu'il enquêtait sur la corruption au sein du pouvoir, traite de sujets exclusivement nationaux.

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Ressources, technologies, alliances...

La rivalité entre les États-Unis et la Chine dessine un nouvel ordre mondial.

Les décryptages de la presse étrangère.



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier
international**

BOWMORE®

THE ART OF TIME®
SINCE 1779



UNE ŒUVRE SCULPTÉE
PAR LE TEMPS

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.